



✪ CERCLE DES
EX-PARLEMENTAIRES
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

ÉDITION SPÉCIALE

VOLUME 23, NUMÉRO 1, AVRIL 2023

LE TEMPS DE PAROLE

- Les assemblées générales annuelles de 2021 et 2022
- Le député arrivant à Québec évoque 230 ans de démocratie
- Robert Bourassa : l'homme politique
- Jacques Parizeau, bâtisseur du Québec moderne
- 100^e anniversaire de naissance de René Lévesque

TABLE DES MATIÈRES

L'ÉDITO DE CARO

- 3 Édition spéciale : Le Cercle en action

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2022-2023

- 5 Présentation d'un membre du Cercle

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ANNUELLES 2021 ET 2022

- 8 Rapport du président sortant, Christian Lévesque
11 Rapport des comités
20 Prix du Cercle
30 Sous l'œil des photographes

LE CERCLE EN ACTION

- 37 Le député arrivant à Québec évoque 230 ans de démocratie
40 Lettre ouverte : La culture de la démocratie, un patrimoine à préserver
44 Jacques Parizeau, bâtisseur du Québec moderne
48 Entrevues avec Maka Koto et Caroline St-Hilaire, Germain Chevarie et Françoise David
55 Questions et réponses avec Daniel Turp, Yvan Bordeleau et Alain Paquet
61 Réflexions personnelles à la suite de la conférence du professeur Charles-Philippe David
64 Retour sur l'exposition *Drôles d'états*

AFFAIRES COURANTES

- 67 Fondation Jean-Charles-Bonenfant
70 Cultures à partager – Mot de la présidente
72 Lauréats et lauréates de la 20^e édition des Prix du livre politique

JE ME SOUVIENS

- 74 Les arts au cœur de Québec depuis plus de 50 ans
76 Félix Gabriel-Marchand, le révolutionnaire tranquille avant l'heure
79 100^e anniversaire de naissance de René Lévesque
83 Robert Bourassa : l'homme politique

EN PREMIÈRE LECTURE

- 88 En première lecture

DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE...

- 95 Rita Dionne-Marsolais

EN DEUXIÈME LECTURE

- 96 *Monsieur le Président : les orateurs et les présidents depuis 1792*

À L'ÉCRAN

- 98 Mémoires

HOMMAGES

- 100 Jérôme Proulx (1931-2021)
102 Gilles Michaud (1935-2022)
103 Jean-Paul Bordeleau (1943-2022)
104 Guy Saint-Pierre (1934-2022)
105 Clément Richard (1939-2022)
106 Pierre de Bellefeuille (1923-2015)

SOUVENONS-NOUS DE...

- 107 Souvenons-nous de...

DISTINCTIONS

- 112 Remise d'un doctorat *honoris causa* à Philippe Couillard
113 Remise de la Médaille d'honneur à Benoît Pelletier
114 Remise de la Médaille du service méritoire à Catherine Morissette

EX-PARLEMENTAIRES EN ACTION

- 115 Ex-parlementaires en action

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- 118 Le drapeau en berne pour Clément Richard, ancien président de l'Assemblée nationale
121 Programmation citoyenne

MENTION RECTIFICATIVE



Veillez prendre note de la mention rectificative suivante :

Dans le dernier numéro de la revue *Le Temps de parole* (vol. 22, no. 1, juin 2021), vous auriez dû lire :

Page 44, Rubrique *En première lecture*, ouvrage *La crise de la démocratie : enjeux et responsabilités* par Yvan Bordeleau.

Que la maison d'édition était L'Harmattan de Paris.

Comité *Le Temps de parole* 2023-2024

Caroline Simard

René Blouin

Yvan Bordeleau

Rita Dionne-Marsolais

Gérard Latulippe

Lise Lavallée

Nicole Léger

Gilbert Paquette

Matthias Rioux

Christine St-Pierre

Alexandra Takech

Dave Turcotte

ÉDITION SPÉCIALE

Le mot *transition* en est un d'actualité qui revêt une importance fort significative pour moi. Réfléchissons à chacune des sphères où un bouleversement a lieu dans la société actuelle : cela confirme que le nombre de changements que nous vivons est ô combien sous-estimé par rapport à la réalité. Certes, nous vivons en collectivité et nous ne pouvons, en tant que seul individu, espérer ralentir les changements climatiques; planifier une meilleure transition énergétique; améliorer les tensions politiques; vaincre les crises humanitaires, les guerres, l'individualisme grandissant, etc. Toutefois, je suis convaincue que, comme ex-parlementaires, nous pouvons avoir une influence positive dans de nombreux milieux et à plusieurs égards.

Bien que prévisibles, la plus récente campagne électorale et sa conclusion n'ont en rien amélioré la situation qui prévaut chez nous, au Québec. Je constate que notre démocratie est sérieusement ébranlée. Je suis sensible à tant d'irrespect de toutes parts et aux résultats des dernières élections provinciales qui animent maintes discussions et réflexions visant à assurer une représentation juste des citoyennes et citoyens du Québec à l'Assemblée nationale. Cela s'inscrit en continuité avec ma volonté de déployer des efforts pour susciter de nouvelles opportunités d'écriture et de lecture par l'entremise du *Temps de parole* et des réseaux sociaux. Bref, de provoquer des occasions d'échanges sur des sujets qui nous interpellent et sur lesquels nous pouvons avoir des opinions, expériences et expertises similaires et qui divergent.

Dans un autre ordre d'idée, le coronavirus a créé une distance physique entre nous, le temps de prendre une pause obligée, de revoir nos façons de procéder, nos priorités, parfois même de nous

redéfinir. *Le Temps de parole* n'aura pas fait exception. C'est pourquoi il a été publié une fois en 2021, et difficilement en 2022, après de multiples efforts pour s'assurer d'avoir les ressources et les renseignements nécessaires à sa poursuite. Maintenant, je tâcherai de continuer l'excellent travail des personnes qui m'ont précédée à cette fonction, dont celui de Marie Grégoire, rédactrice en chef d'octobre 2020 à juin 2021.

Plus précisément, je m'engage à vous offrir une attitude positive et mobilisatrice afin que celle-ci profite au plus grand nombre d'ex-parlementaires et de projets, au bénéfice du Cercle et de ses membres. Diplômée de l'Université de Sherbrooke en rédaction et communications, et fièreoureuse de la langue française depuis l'école primaire, je réalise un vieux rêve en signant mon premier éditorial. C'est un privilège unique de collaborer avec des « ex » de tous partis confondus, dans un contexte amical et sain. Merci beaucoup aux personnes qui se reconnaîtront!

J'espère que vous apprécierez ce numéro spécial de 122 pages qui vous présente déjà quelques nouveautés, dont divers types d'entrevues avec des ex-parlementaires. Voulant qu'il soit des plus attractif, ce numéro met en lumière d'ex-parlementaires de même que le Cercle comme association. Il présente les assemblées générales annuelles de 2021 et 2022, des dossiers qui tiennent à cœur aux membres, des événements publics auxquels d'ex-parlementaires ont participé comme acteurs et témoins, des articles et hommages en la mémoire de premiers ministres, et plus.

Je vous souhaite une excellente lecture! Votre rétroaction est la bienvenue.



Caroline Simard

■ **Caroline Simard**

Rédactrice en chef
Députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2022-2023

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CERCLE DES EX-PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ÉLUS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 2 JUIN 2022

PRÉSIDENTE

- M^{me} France Dionne
Députée de Kamouraska-Témiscouata (1985-1997)

VICE-PRÉSIDENT

- M. Normand Jutras
Député de Drummond (1994-2007)

TRÉSORIER

- M. Daniel Raththé¹
Député de Blainville (2008-2014)

SECRÉTAIRE

- M^{me} Manon Blanchet
Députée de Crémazie (1998-2003)

ADMINISTRATEURS

- M. Maurice Richard
Député de Nicolet et Nicolet-Yamaska
(1985-1989 et 1989-1994)
- poste à combler

PRÉSIDENT SORTANT 2022-2023

- M. Christian Lévesque
Député de Lévis (2007-2008)

PRÉSIDENTE SORTANTE 2020-2022

- M^{me} Rita Dionne-Marsolais
Députée de Rosemont (1994-2008)

1 Nommé lors de la réunion du conseil d'administration
le 24 août 2022

PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DES COMITÉS DU CERCLE DES EX-PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

COMITÉ DES ACTIVITÉS

- M. Raymond Bernier
Député de Montmorency
(2003-2007, 2008-2012 et 2014-2018)

COMITÉ DES ARCHIVES ET OBJETS DE MÉMOIRE

- M. Dave Turcotte
Député de St-Jean (2008-2018)

COMITÉ DES COMMUNICATIONS (LE TEMPS DE PAROLE)

- M^{me} Caroline Simard
Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

COMITÉ SUR LE PARLEMENTARISME ET LA DÉMOCRATIE

- M^{me} France Dionne
Députée de Kamouraska-Témiscouata
(1985-1997)

COMITÉ DES FEMMES

- M^{me} Marie Malavoy
Députée de Sherbrooke et de Taillon
(1994-1998 et 2006-2014)



De gauche à droite : Dave Turcotte, Rita Dionne-Marsolais, Caroline Simard, Manon Blanchet, Christian Lévesque, France Dionne, Raymond Bernier, Marie Malavoy et Normand Jutras

Daniel Raththé,
trésorier

Maurice Richard,
administrateur

PRÉSENTATION D'UN MEMBRE DU CERCLE

FRANCE DIONNE

Présidente du conseil d'administration du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec
Députée de Kamouraska-Témiscouata (1985-1997)



Depuis combien d'années êtes-vous membre du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec (Cercle), connu auparavant sous le nom de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec (Amicale)?

Depuis plus de 20 ans. Au fil du temps, j'ai participé à beaucoup d'assemblées générales et d'activités.



Assemblée générale annuelle de l'Amicale en mai 2013 avec Michel Tremblay

Depuis quand siégez-vous au sein du conseil d'administration?

J'ai siégé comme administratrice de 2001 jusqu'à mon départ pour Boston en 2004, puis de 2016 à 2018 lors de mon retour au Québec. Je suis ensuite



AGA du 25^e anniversaire de l'Amicale en mai 2019

devenue vice-présidente en 2018, puis j'ai été nommée présidente en juin dernier.

Comme nouvelle présidente, quels messages souhaitez-vous transmettre aux ex-parlementaires?

Je désire rassembler le plus grand nombre d'ex-parlementaires possible au sein du Cercle, une association accueillante, proactive, en pleine modernisation. Le Cercle défend les intérêts de ses membres, met leurs vastes expériences parlementaires et professionnelles au service de la démocratie et favorise le rayonnement de nos institutions parlementaires.

Quelle fonction occupez-vous dans votre vie professionnelle?

À titre de directrice générale exécutive de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ), je suis responsable de maintenir des relations interministérielles et intergouvernementales de proximité, de soutenir le développement des mandats de l'ITHQ, y compris ceux de la restauration, et de faire la promotion de ses expertises à l'international.

En trois phrases, dites-moi comment vous parvenez à concilier travail et vie personnelle.

1. Je m'assure de garder des contacts constants avec ma famille et mes amis.
2. Je « plonge » dans de bons suspenses policiers.
3. Je prends fréquemment des marches sur la promenade Samuel-De Champlain en bordure du fleuve.



Caroline Simard



10^e anniversaire de l'Amicale en octobre 2003

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2022-2023

FRANCE DIONNE RÉPOND EN RAFALE

Votre lieu préféré au parlement de Québec :

Salon Rouge



Assermentation en 1994 avec Pierre Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale

Votre mot parlementaire favori :

Démocratie

Une ou un parlementaire qui vous inspire ou vous a inspiré :

Robert Bourassa, le visionnaire.

Votre souvenir le plus marquant en politique :

Ma rencontre avec une écrivaine de plus de 100 ans qui était presque aveugle et qui habitait dans une résidence pour personnes âgées de Rivière-Ouelle.

Votre plus beau souvenir dans le cadre d'une mission :

En 2016, j'ai participé à titre d'ex-parlementaire à une mission organisée par la National Democratic Institute de Washington à Rabat, au Maroc. Les femmes marocaines vivent dans une culture politique différente de la nôtre. Le but de m'y rendre était, donc, de former des candidates de milieu rural pour les préparer à la campagne électorale et aux élections dans leur pays. Comme elles commençaient à s'impliquer en politique, elles avaient besoin de soutien et d'outils. Je devais leur montrer comment faire du porte-à-porte; de quelle manière

agir et réagir; bref, leur transmettre le mode de pensée et la meilleure attitude à adopter pour faire de la représentation, tout en sachant que ces femmes avaient un plus grand défi encore à relever en étant en milieu rural. Un privilège pour une ex-députée, comme moi, d'une circonscription de 35 municipalités!



Publicité électorale 1989

La réalisation dont vous êtes la plus fière :

J'ai toujours été une personne énergique. À titre de députée : le développement du tourisme au Kamouraska-Témiscouata et dans ma région.

À titre de déléguée du Québec à Boston : le développement important des liens de la Francophonie, de la Nouvelle-Angleterre et du Québec en préparation des célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec.

À titre de sous-ministre adjointe au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine : la mise en place et la promotion internationale de l'Agenda 21 de la culture.

Votre souvenir le plus cocasse en circonscription :

Le Sommet économique du Bas-Saint-Laurent à Rivière-du-Loup, en 1988, durant lequel il y a eu l'important tremblement de terre. J'étais alors au sous-sol dans une salle aménagée pour ce type d'événement avec des collègues, partenaires et

invités. Les échanges étaient fluides et le tout se déroulait normalement jusqu'à ce que nous commencions à voir les colonnes bouger. Je me rappelle que Pierre McDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie de l'époque, avait pris l'initiative de rassurer les gens tandis que plusieurs sortaient de la salle et que les caméras continuaient à filmer seules. Je ne vous cacherai pas que certains collègues avaient décidé de prendre un cognac plutôt que de reprendre les travaux.

Votre meilleur souvenir au restaurant Le Parlementaire :

Le fait de partager un repas en compagnie de visiteurs du Kamouraska-Témiscouata.

Une phrase inspirante ou une citation qui vous a accompagnée durant vos mandats :

« La patience et la ténacité viennent à bout de tous les problèmes et assurent tous les succès. » C'est une phrase que Gérard D. Levesque me répétait quand je lui parlais des dossiers de ma circonscription.

C'est à ce moment qu'il me disait que j'aurais de nouveaux dossiers quand je terminerais ceux que je possédais puisqu'il s'agissait d'une roue qui tourne. La patience et la tenacité sont des mots que j'ai appris de Gérard D. Levesque, une personne significative pour moi.

Une amitié née en politique avec une ou un ex-parlementaire d'un autre parti :

Louise Harel



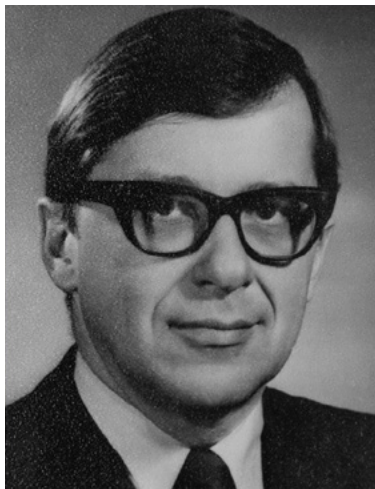
Claude Mathieu

25^e anniversaire de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec

■ Caroline Simard

Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

Fonds Assemblée nationale du Québec, photographie : W.B. Edwards.



Gérard D. LEVESQUE
(1926-1993)

Gérard D. Levesque a été ministre et député libéral de Bonaventure (1956-1993). Né à Port-Daniel le 2 mai 1926, il est décédé en fonction à Québec, le 17 novembre 1993, à l'âge de 67 ans. Avant François Gendron, député de l'Abitibi-Ouest (1976-2018) pour le Parti québécois qui a siégé durant 41 ans, 10 mois et 16 jours à l'Assemblée nationale, Gérard D. Levesque a détenu le record du plus long mandat de député au Québec en siégeant durant 37 ans, 4 mois et 28 jours à l'Assemblée nationale.



Christian Lévesque

RAPPORT DE CHRISTIAN LÉVESQUE, PRÉSIDENT SORTANT, POUR LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 27 OCTOBRE 2021 ET DU 2 JUIN 2022

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec est composé de six administrateurs et administratrices élus par l'assemblée générale des membres, et de la présidente sortante, M^{me} Rita Dionne-Marsolais. J'ai assumé la présidence pendant les deux dernières années, M^{me} France Dionne a été vice-présidente; M^{me} Véronique Tremblay, trésorière; M. Normand Jutras, secrétaire; M^{me} Manon Blanchet, administratrice, et M. Maurice Richard, administrateur. En plus de ces derniers et de la présidente sortante, les présidentes et présidents des comités permanents du Cercle sont invités à participer à la majorité des réunions du conseil d'administration.

Malgré le contexte changeant des dernières années, le conseil d'administration du Cercle a accompli beaucoup de travail. Je tiens à remercier ses membres pour leurs accomplissements. Nous avons travaillé afin de moderniser la vision, le fonctionnement ainsi que les interventions du Cercle, en faveur de la promotion et de la défense de la démocratie parlementaire.

COMITÉS DU CERCLE

Les six comités du Cercle ont poursuivi leurs activités efficacement tout au long des deux dernières années. Je vous rappelle les noms des personnes en charge des comités durant cette période : MM. Dave Turcotte et Raymond Bernier, M^{mes} France Dionne, Marie Malavoy, Véronique Tremblay, Marie Grégoire (jusqu'à août 2021) et Caroline Simard (depuis nov. 2021).

REPRÉSENTATIONS

Au cours de la dernière année, j'ai représenté le Cercle lors de diverses activités. Le 24 mai dernier, j'ai assisté à la cérémonie de remise de la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale par le président, M. François Paradis. Cette reconnaissance a été remise à cinq personnes d'exception, dont un de nos collègues, M. Benoît Pelletier.

Le 25 mai dernier, j'ai pris part à une table ronde ayant pour thème l'évolution politique du Québec depuis 2002, le tout en compagnie de deux collègues : M^{me} Louise Harel et M. Geoffrey Kelley.

DOSSIERS PRIORISÉS

Au cours des dernières années, nous avons poursuivi le développement de plusieurs dossiers importants pour le fonctionnement et le développement des activités du Cercle. Vous trouverez ci-après une mise à jour de l'évolution de ces dossiers.

ENTENTE CONCERNANT UN SOUTIEN FINANCIER DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Je tiens à souligner qu'au cours des derniers mois, à la suite des représentations auprès de l'Assemblée nationale du Québec, nous avons obtenu une entente sur cinq ans pour un montant de 10 000 \$ annuellement afin de nous aider à offrir une programmation dynamique aux membres du Cercle.

INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

Un dossier important pour le Cercle et ses membres est le dossier de l'indexation des pensions de retraite. Au cours des derniers mois, nous avons fait appel au cabinet du ministre des Finances afin de demander une étude à Retraite Québec (RQ). Malgré l'écoute bienveillante du cabinet, RQ n'a pas été en mesure de nous fournir l'étude demandée. Cependant, RQ nous a présenté un portrait de sa participation et de l'indexation. Il ressort de cette présentation que le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale est assujéti à la même formule d'indexation que les autres régimes publics au Québec. Nous continuons le travail afin d'obtenir un traitement équitable pour les retraités du Cercle.

UTILISATION ACCRUE DU NUMÉRIQUE DANS NOS ACTIVITÉS

La modernisation de notre association ne pouvait se faire sans l'usage accru du numérique. C'est un incontournable pour améliorer nos processus, mais aussi pour réduire l'utilisation du papier dans nos pratiques, ce qui est une contribution directe au développement durable et à la protection de l'environnement. Comme nouvelle initiative numérique, soulignons que nous avons réalisé, en décembre 2020, un sondage d'opinion auprès de l'ensemble des ex-parlementaires, membres et non membres.

Depuis deux campagnes de sollicitation, nous offrons la possibilité à nos membres de renouveler leur adhésion entièrement en ligne. L'assemblée générale de 2020 s'est déroulée en mode virtuel pour respecter les directives gouvernementales liées à la pandémie du coronavirus. Les assemblées générales de 2021 et 2022 se sont tenues en mode hybride.

La création des Cafés virtuels par le Comité des activités, dirigé par Raymond Bernier, nous a permis de briser l'isolement et de rester connectés.

NOUVEAU SITE WEB DU CERCLE

La prochaine étape de la modernisation est la finalisation de notre nouveau site Web. Nous savons que tout n'est pas parfait, mais nous travaillons en suivant le principe d'amélioration continue et nous progressons.

VIE APRÈS LA POLITIQUE

Le Comité sur la vie après la politique, créé au cours des dernières années, vise notamment à mieux appuyer les parlementaires qui quittent la vie politique pour faciliter leur réintégration professionnelle. Ce comité a présenté plusieurs propositions fort intéressantes à l'Assemblée nationale afin d'améliorer l'accompagnement offert aux députés qui se retirent de la vie politique, soit de faire preuve de proactivité pour mieux accompagner ceux qui quitteront la vie parlementaire.

À cet effet, nous avons proposé au secrétariat général de l'Assemblée nationale qu'il avise les députés, avant les élections, des décisions importantes qu'ils devront prendre et de ce qui s'en vient. Ainsi, l'Assemblée nationale a organisé des rencontres avec les parlementaires sortants qui quitteront la vie parlementaire, que ce soit par choix ou non.

Avec la fin de la 42^e législature, les services offerts aux ex-parlementaires ont été revus. Afin d'améliorer son service et l'accompagnement des députés sortants, l'Assemblée nationale compte notamment nommer des agents de liaison. De plus, le comité sur les conditions de travail et les diverses allocations versées aux députés, présidé par M. Marc Picard, a été également informé des préoccupations soulevées par les membres du Cercle.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SORTANT

Une autre proposition était que la présidence du Cercle envoie un courriel aux nouveaux ex-parlementaires pour leur dire que nous comprenons ce qu'ils vivent, que nous sommes passés par là, que nous sommes fiers de les accueillir et que nous offrons du mentorat avec des ex-parlementaires.

D'ailleurs, certains membres du Cercle se sont également rendus disponibles pour échanger.

REMERCIEMENTS

L'assemblée générale annuelle 2022 marque la fin de mon mandat à titre de président du Cercle. Je veux remercier sincèrement tous les membres du conseil, les administratrices et les administrateurs ainsi que les présidentes et présidents des comités pour leur remarquable coopération, leur appui et leur implication. Je désire souligner, plus particulièrement, le départ de deux collègues membres de notre conseil, M^{mes} Véronique Tremblay et Rita Dionne-Marsolais, qui terminent leur mandat. Je souhaite les remercier, au nom de vous toutes

et tous, pour leur contribution et leur dévouement. Un grand merci également au président de l'Assemblée nationale, M. François Paradis, et au secrétaire général, M. Siegfried Peters, pour leur excellente collaboration et leur engagement envers le Cercle et ses membres.

Je veux également vous remercier pour la confiance que vous m'avez accordée lors des deux dernières années. Nous avons toutes et tous ensemble contribué au développement et au rayonnement du Cercle. Merci encore de m'avoir permis d'assumer la présidence de cette exceptionnelle organisation qui regroupe des parlementaires qui, un jour, ont eu l'honneur et le privilège d'être appelés à représenter leurs concitoyens et concitoyennes dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

Je souhaite une bonne continuation au Cercle et à la nouvelle présidente, M^{me} France Dionne.

■ **Christian Lévesque**
Député de Lévis (2007-2008)



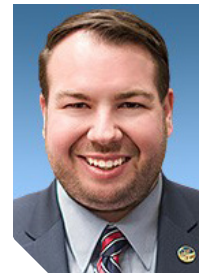
Mes collègues du conseil d'administration lors de l'assemblée générale annuelle (2021)

COMITÉ DES ARCHIVES ET OBJETS DE MÉMOIRE

J'ai été nommé président du Comité des archives et objets de mémoire le 27 octobre 2022. Depuis le début de mon mandat, je suis le seul membre actif, mais j'ai réussi à fédérer des alliés externes.

Voici les objectifs du Comité ainsi que les actions posées pour les atteindre.

- Sensibiliser les ex-parlementaires, leurs familles, leurs proches, leurs descendants, puis la population en général à l'importance de la conservation et de la mise en valeur de tout ce qui a été témoin de l'histoire politique nationale et régionale du Québec.
 - J'étais déjà actif à ce sujet avec mon Musée virtuel d'histoire politique du Québec (www.politiquequebec.com).
 - Démarches d'accompagnement auprès de la famille de M. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier premier ministre du Québec dans un processus de don à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale d'objets lui ayant appartenus.
- Sensibiliser les parlementaires actuels afin qu'ils fassent don de leurs archives et objets de mémoire lorsqu'ils quittent la vie politique.
 - Transmission d'une lettre à tous les députés ayant annoncé leur intention de ne pas se représenter.
 - Participation à la consultation de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale dans le but de moderniser leur dépliant sollicitant des dons d'archives auprès des ex-parlementaires.
 - Honorer certaines personnalités politiques, soit par une exposition présentant leurs archives et objets de mémoire ou par tout autre moyen.
- Dave Turcotte (conférencier) et Marie Grégoire (animatrice) ont participé à la table ronde « Pourquoi collectionner des objets du patrimoine politique? » de la Société du patrimoine politique du Québec dans le cadre de l'inauguration de l'exposition « Drôles d'états », présentée à l'Assemblée nationale par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Cette exposition de photographies mettait en vedette les premiers ministres et des ministres québécois. Lors de la table ronde du 4 mai dernier, les collectionneurs, Dave Turcotte et Alain Lavigne, ont aussi exposé des pièces de leurs collections liées aux ex-parlementaires.
- Démarches pour l'organisation d'une journée d'étude et une exposition cet automne à l'Assemblée nationale portant sur Félix-Gabriel Marchand dans le cadre du 125^e anniversaire d'élection du 11^e premier ministre québécois.
- Régionaliser l'action du Comité des archives et objets de mémoire.
- Démarches pour l'implantation de panneaux d'interprétation sur le terrain où se trouvait la maison natale du premier ministre Félix-Gabriel Marchand à Saint-Jean-sur-Richelieu.
- Présentation sur l'histoire parlementaire et le rôle d'un député dans trois classes à l'école secondaire Joséphine-Dandurand.
- Présentation d'un projet de collecte d'artéfacts en lien avec la prochaine campagne électorale dans le but de constituer un corpus représentatif des différentes régions et des différents partis politiques québécois.



Dave Turcotte
Président

RAPPORTS DES COMITÉS

- Développer la mise en valeur des archives et objets de mémoire.
- Présentation d'un objet de mémoire lié à la politique québécoise à chaque réunion du conseil d'administration du Cercle.
- Présentation de documents d'archives de l'ex-député Paul Shooner à l'Assemblée nationale en marge de l'assemblée générale annuelle du Cercle.
- Promouvoir la valeur historique des archives et objets de mémoire.
 - Participation à une étude universitaire sur l'impact de l'utilisation des langues sur les affiches électorales québécoises à travers le temps.
 - Présentation d'un projet de capsules vidéo sur des archives et objets de mémoire illustrant de grands moments de l'histoire du Québec.
- Le Comité des archives et objets de mémoire collabore avec l'Assemblée nationale et les Archives nationales du Québec à la collecte des archives des ex-parlementaires.
 - Rencontres avec une représentante de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale afin de réactiver les liens de communications.
 - Démarches de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale auprès de Bibliothèque et Archives nationales du Québec afin de réactiver les liens de communications.
 - Visite et rencontre de la direction de Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Québec en marge de l'Assemblée générale annuelle du Cercle.
 - Rencontre conjointe à venir avec les deux organisations et le Comité des archives et objets de mémoire.

Espérant que ces quelques actions ont donné le goût à des ex-parlementaires de se joindre à moi au sein du Comité des archives et objets de mémoire.

Bienvenue à vous!

■ **Dave Turcotte**

Député de Saint-Jean (2008-2018)



Carole Théberge, Paul Shooner, Dave Turcotte

COMITÉ DES COMMUNICATIONS

Le Comité des communications existe depuis plusieurs années déjà. C'est lui qui réalise la revue *Le Temps de parole* grâce à une précieuse et dévouée équipe composée d'ex-parlementaires bénévoles qui assurent la recherche, la rédaction et la révision de contenus de même que chacune des étapes de production, et ce, à partir du choix du thème jusqu'à la publication, voire la distribution.

Depuis 2020, le Comité des communications a cherché des solutions au contexte de la pandémie, ce qui l'a mené à procéder à une réflexion en 2021, puis à une réorganisation en début d'année 2022. Publiant habituellement *Le Temps de parole* deux fois par an, le Comité des communications a produit un seul numéro de la revue en 2021, puis devrait en faire autant à l'automne 2022.

En plus du site Web renouvelé et convivial dont les mises à jour seront effectuées en collaboration avec le Comité des communications, d'autres importantes nouveautés sont à prévoir durant l'année en cours, dans le but de permettre au Cercle d'augmenter sa notoriété, de solidifier son positionnement et de rejoindre davantage ses membres actuels et potentiels ainsi qu'un plus grand auditoire :

- à partir de l'automne 2022, le Cercle bénéficiera d'une nouvelle présence sur le Web (LinkedIn, Facebook, Twitter) qui sera sous la responsabilité du Comité des communications en ce qui a trait à la stratégie, la migration et l'animation des réseaux sociaux; l'intégration des textes sur ces réseaux devrait se faire progressivement, c'est-à-dire en coordination avec la publication du prochain numéro de la revue *Le Temps de parole*;

- une démarche sera réalisée pour établir des contacts avec des réseaux et associations d'anciens parlementaires francophones outre-mer pour échanger sur la façon dont ils maintiennent les liens après la vie parlementaire et, par conséquent, voir les possibilités et la pertinence de bâtir une collaboration qui se refléterait dans *Le Temps de parole* vs leur publication, par exemple;
- une révision du nombre de communications et du contenu des messages envoyés par voie électronique sera réalisée afin de maximiser les échanges entre le Cercle et ses membres.

Notons qu'un des défis actuels du Comité des communications demeure le recrutement de bénévoles pour réussir à répondre à l'ensemble des objectifs actuels et futurs, puis avoir une représentation de tous les partis politiques au sein du Comité. Certes, il s'agit d'un bénévolat d'expertise qui demande d'avoir des habiletés particulières et qui peut paraître exigeant. Toutefois, le Comité souhaite que la répartition des tâches se fasse de manière équitable et raisonnable, toujours sur une base volontaire; bref, à l'image de la première rencontre du comité de rédaction qui s'est déroulée par vidéoconférence en mai dernier et qui portait sur le numéro spécial de la revue *Le Temps de parole* où le Cercle et ses membres doivent être à l'honneur. L'invitation est lancée!

■ Caroline Simard

Présidente du Comité des communications
Rédactrice en chef
Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)



Caroline Simard
Présidente



France Dionne
Présidente

COMITÉ SUR LE PARLEMENTARISME ET LA DÉMOCRATIE

Le Comité sur le parlementarisme et la démocratie est composé de 14 ex-parlementaires dont plusieurs ont une expérience importante en matière d'observation électorale ou une formation en démocratie ou en avancement des droits des femmes à travers des organisations internationales.

Les rencontres du Comité parlementarisme et démocratie ont toujours inclus une période d'échanges sur les préoccupations et les défis démocratiques dans plusieurs pays à travers le monde.

La pandémie a eu des impacts sur les activités du Comité. D'une part, la rencontre annuelle des ex-parlementaires des provinces canadiennes a été annulée. Toutefois, l'apprentissage et surtout l'utilisation des technologies telles que Teams a permis la tenue de rencontres virtuelles fréquentes du Comité, ce qui n'était pas le cas par le passé, puisque les déplacements en présentiel apportaient des défis importants pour les membres.

En 2021, les membres du Comité se sont réunis à cinq reprises, et de façon particulière après les événements malheureux du 6 janvier 2021 au Capitole des États-Unis à Washington, D.C., qui ont permis de constater que la démocratie n'était pas devenue fragile uniquement dans les autres continents, mais également en Amérique du Nord. Plus est, la pandémie a obligé plusieurs états ou pays à recourir à des mesures gouvernementales sanitaires ou sociales ne nécessitant d'approbations parlementaires, donc une « autocratie » d'urgence dans bien des cas. Nos rencontres ont toujours inclus une période d'échanges entre les membres permettant de partager leur expertise et surtout leurs préoccupations sur les défis démocratiques dans plusieurs pays à travers le monde.

Le Cercle des ex-parlementaires a décidé d'adhérer à l'Appel pour la Démocratie et le Dialogue lancé par les Anciens membres du Congrès des États-Unis d'Amérique, par l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe ainsi que de l'Association canadienne des ex-parlementaires. Une première

rencontre virtuelle a été tenue en juillet 2021 afin de partager des informations sur les outils pédagogiques déjà disponibles, de débiter les travaux en vue de développer une stratégie commune de travail, en priorité à l'intérieur des pays membres et à élargir par la suite dans certains pays ou en partenariat avec d'autres organismes internationaux déjà en place dont avec l'Union internationale des parlementaires.

Compte tenu des enjeux constatés dans plusieurs pays, les organismes internationaux œuvrant en démocratie, basés tant au Canada, aux États-Unis ou en Europe sont présentement à revoir leurs programmes afin d'adapter leur approche à cette nouvelle réalité pour augmenter leur efficacité sur le terrain. Une liste de ces organismes incluant les organismes fournissant les formations obligatoires en sécurité et permettant l'observation d'élections est disponible pour consultation.

Ces rencontres ont également permis aux membres de préciser les orientations de travail du Comité et les actions à entreprendre à cet effet dont :

- Au Québec — en soutien à l'Assemblée nationale et aux parlementaires actuels et en utilisant les outils pédagogiques de l'Assemblée nationale par des présentations possibles sur la démocratie dans les cégeps et universités ;
- Au Québec — en appui possible aux organisations vouées à l'intégration des nouveaux arrivants afin de présenter la réalité parlementaire québécoise et canadienne souvent fort différente de celle prévalant dans leur pays d'origine ;
- À travers le Canada — par la participation aux échanges entre associations d'ex-parlementaires des provinces canadiennes et de la Chambre des communes ;
- À l'international — par la promotion de l'expertise des ex-parlementaires du Québec auprès d'organismes canadiens et internationaux pour des missions d'observation d'élections ou de formations en vue d'élections ou d'appui aux organismes de femmes.

Afin de connaître l'intérêt et l'expertise des membres du Cercle, un sondage a été effectué en décembre 2021 auprès des membres du Cercle. Quelque 36 réponses ont été reçues indiquant une majorité d'entre eux intéressés à participer aux activités d'éducation à la démocratie au Québec et à celles d'introduction aux nouveaux arrivants. Notons également que 35 répondants ayant déjà des expériences à l'étranger sont intéressés à participer à des activités d'organismes œuvrant en observation électorale ou à donner des formations dans les démocraties émergentes et vouées à l'avancement des femmes et de la jeunesse, ou à participer à des activités de réflexion des organisations canadiennes et internationales sur les processus démocratiques à travers le monde. La pandémie étant terminée, nous pourrions développer des liens avec ces organismes pour démontrer notre intérêt et celui de nos membres.

Faisant suite aux résultats de ce sondage indiquant l'intérêt des membres intéressés à participer aux activités d'éducation à la démocratie au Québec et en particulier auprès des nouveaux arrivants, une intervention auprès de M. Jean Boulet, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration (MIFI) a permis une rencontre avec les représentants de la Direction des politiques et programmes d'intégration de ce ministère afin de convenir à la mise en place d'un projet pilote avec l'organisme responsable de l'intégration des nouveaux arrivants de Drummondville. M. Normand Jutras, notre collègue membre de cet organisme suivra ces travaux de façon particulière. Les outils d'éducation populaire déjà offerts par l'Assemblée nationale et d'Élections Québec seront utilisés à cet effet ou ajustés à la lumière des besoins précis de ces clientèles.

En 2022, cinq rencontres du Comité ont été tenues dont quatre en virtuel, et une en mode hybride, ce qui a permis la participation de plusieurs membres puisque certains habitent à l'extérieur du Québec. Une première activité-lunch hybride portant sur la démocratie à l'international a été tenue à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec à Montréal, le 25 mars 2022, avec un

conférencier de marque, M. Charles-Philippe David de la Chaire Raoul Dandurand, qui a permis de mieux comprendre l'historique de certains conflits internationaux et aux quelque 40 participants de partager leurs inquiétudes, entre autres sur la crise en Ukraine. Pour plus de détails, vous pouvez lire l'article « Réflexions personnelles à la suite la conférence du professeur Charles-Philippe David » par Yvan Bordeleau à la page 61.

Différents rapports internationaux sur l'évolution de la démocratie dans plusieurs pays sont disponibles pour consultation, dont celui publié en 2021 « Autocratization Turns Viral » du V-DEM Institute (www.v-dem.net) de l'Université de Gothenburg en Suède ou celui du Service de recherche du Parlement européen, Bruxelles intitulé « Évaluer les menaces à la paix et à la démocratie au niveau mondial, Indice Normandie 2020 ». Le rapport de l'organisme « International IDEA » basé à Stockholm, Suède intitulé « The Global State of Democracy 2021 – Building Resilience in a Pandemic Era », peut être retrouvé à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.31752/idea.2021.91>

Un soutien a été apporté au dynamique Comité des femmes du Cercle pour ses interventions auprès des instances du MIFI et, avec l'appui de nos collègues de l'Association des ex-parlementaires de la Chambre des communes, auprès d'Immigration Canada, dans le dossier de protection des femmes afghanes parlementaires ou juristes, en danger en Afghanistan, et ce, depuis l'arrivée au pouvoir des talibans.

Un merci tout spécial aux membres du Comité pour leur généreuse contribution et à l'équipe de travail du secrétariat du Cercle pour ses bons conseils et son appui stratégique et technique fourni aux membres.

■ **France Dionne**

Présidente du CA du Cercle
Présidente du Comité parlementarisme et démocratie
Députée de Kamouraska-Témiscouata (1985-1997)



Marie Malavoy
Présidente

COMITÉ DES FEMMES

Le Comité des femmes ex-parlementaires a été créé en 2016 avec la double mission d'obtenir une loi sur la parité à l'Assemblée nationale et d'accompagner des femmes désireuses de faire de la politique. À cette orientation de départ se sont greffés à l'occasion d'autres sujets comme c'est le cas présentement avec le dossier de l'accueil de réfugiées afghanes dont il sera question plus loin.

Les orientations et les activités du Comité des femmes sont coordonnées par un comité directeur composé de M^{mes} Hélène Daneault, Louise Harel, Marie Malavoy, Lucienne Robillard et Carole Théberge. Entre le 1^{er} mars 2021 et le 16 mai 2022 le comité a tenu huit réunions. Le Comité des femmes compte aujourd'hui une quarantaine de membres.

LE CLUB POLITIQUE LES ELLES DU POUVOIR

Fondé il y a trois ans en partenariat avec le Groupe femmes, politique et démocratie, le Club vise à fournir à de futures candidates, à tous les paliers de gouvernement, des occasions de formation, d'échanges et de réseautage. Un comité de coordination composé de quatre personnes prévoit les activités et assure le bon fonctionnement du club. Marie Malavoy et Carole Théberge siègent sur ce comité qui a tenu 14 réunions depuis les deux dernières années. Le club politique compte actuellement une centaine de membres, de toute provenance. Il offre une vaste gamme d'activités, la plus courue étant sans conteste celle des conversations mettant en présence de personnes-ressources ayant de l'expérience en politique active ou ayant réfléchi à la place des femmes dans les sphères du pouvoir. Ministres, ex-ministres, députées, mairesses et ex-mairesses, journalistes, autrices, se sont relayées pour réfléchir à différents enjeux allant de « La défense de ses valeurs au sein d'un parti politique » à « L'image des femmes politiques dans les médias ».

LE CERCLE DES FEMMES PARLEMENTAIRES

Notre mission concernant l'obtention d'une loi sur la parité nous amène à avoir des relations privilégiées avec les élues de l'Assemblée nationale qui sont regroupées dans le Cercle des femmes parlementaires, qui compte actuellement 54 élues, sous la présidence de M^{me} Chantal Soucy. De nombreux échanges ont eu lieu avec cette dernière ainsi qu'avec des élues des partis d'opposition, au cours des derniers mois, dans l'espoir que soit adoptée avant la fin de la session parlementaire de l'été 2022, des mesures législatives contraignant les partis politiques à présenter des candidatures masculines et féminines se situant dans la zone paritaire. Nous y avons cru, nous sommes passées près du but, mais malheureusement sans l'atteindre. Ce sera partie remise. Autre projet développé avec le Cercle : un programme de mentorat entre d'ex-parlementaires et des élues, lancé le 8 mars 2021, qui a donné lieu à la création de cinq dyades. Nous avons prévu un nombre plus important de demandes, car notre banque de mentores comportait 14 noms, mais les personnes qui ont participé ont été satisfaites de la formule. Ce sera probablement à relancer après les prochaines élections. Enfin, depuis quelques années se tient un petit-déjeuner avec des élues le matin de l'assemblée générale annuelle du Cercle.

PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS ET PRISE DE PAROLE PUBLIQUE

Les membres du Comité des femmes sont régulièrement sollicités pour participer et intervenir dans le cadre d'activités touchant la question des femmes en politique. Allocutions, conférences, panels, colloques sont devenus des activités courantes, tant dans des forums nationaux qu'internationaux. Mentionnons la participation à l'Assemblée nationale au souper célébrant le 60^e anniversaire de l'élection de M^{me} Marie-Claire Kirkland-Casgrain, première femme au Parlement de Québec (09-12-21),

un panel d'échanges avec des femmes politiques du Mali, à l'occasion de la Journée internationale des femmes (10-03-22) et la participation à la 7^e édition d'En marche pour la parité (28-04-22) au Cercle de la garnison à Québec.

LES FEMMES AFGHANES

Depuis la prise du pouvoir en Afghanistan par les talibans, notre Comité s'est senti interpellé par le sort des femmes afghanes, particulièrement celles qui ont été députées et ministres et font l'objet de représailles sévères. C'est pourquoi nous avons multiplié les démarches pour tenter de faciliter l'accueil de ces femmes en tant que réfugiées : parution d'une lettre d'opinion dans ledevoir.com (31-08-21) intitulée « SOS pour les Afghanes », cosignée par le Comité des femmes et le Cercle des femmes parlementaires; rencontre avec le ministre de l'Immigration M. Jean Boulet (18-01-22); rencontres avec d'ex-parlementaires du Canada en collaboration avec le Comité parlementarisme et démocratie;

nombreux contacts avec notre ancien collègue M. David Payne qui a travaillé plusieurs années en Afghanistan; rencontre avec le Centre des femmes afghanes de Montréal (22-04-22); contacts avec des journalistes, tout en étant conscientes de notre peu de pouvoir formel dans ce dossier. Nous continuerons nos démarches auprès de la classe politique, des médias et des organismes de la société civile, car ce dossier nous tient à cœur.

En conclusion, le Comité des femmes continue de se développer tant par le nombre de ses adhérentes que par la variété de ses projets. Il témoigne du début d'enracinement des femmes dans le milieu de la politique, mais fait montre également de vigilance, car les acquis demeurent fragiles. Le Comité est fier de sa contribution à la démocratie et compte bien poursuivre sa mission pour que nos gouvernements atteignent la parité.

■ Marie Malavoy

Députée de Sherbrooke (1994-1998)
et de Taillon (2006-2014)



Membres du Comité des femmes et le monument Hommage aux femmes en politique



Véronique Tremblay
Présidente

COMITÉ SUR LA VIE APRÈS LA POLITIQUE

Le Comité sur la vie après la politique existe depuis 2020. Son objectif est d'être proactif pour mieux accompagner la députation qui quitte la vie parlementaire.

Un sondage a été réalisé en décembre 2020 par le Cercle auprès des ex-parlementaires, membres et non-membres, pour mieux identifier leurs besoins et y répondre. Une des questions était d'identifier ce que les ex-parlementaires ont trouvé le plus difficile en quittant la vie politique.

Les résultats ont été les suivants (n = 89 répondants) : 40 ont répondu que c'est l'équipe et la collégialité du caucus qui leur manquait le plus; 17 ont mentionné que le plus difficile a été de retrouver un emploi à la hauteur de leurs attentes; 14 ont mentionné l'isolement, le sentiment de ne plus être utile, intéressant ou important dans la vie des gens; et 18 ont répondu « autres ».

Le Cercle a organisé un café virtuel, le 21 mai 2021, au cours duquel de nombreux échanges et témoignages ont été exprimés quant aux difficultés vécues lors de la transition et après la vie en politique active. Plusieurs idées et suggestions pour pallier ces difficultés ont été proposées :

- bonifier le programme actuel d'aide aux ex-parlementaires (soutien psychologique);
- offrir un programme d'accompagnement avec une firme de reclassement ou d'aide à l'emploi;
- offrir la possibilité de faire une transition vers la fonction publique;
- offrir une formation préparatoire à la retraite;
- mettre sur pied une équipe volante d'ex-députés qui prendra contact avec les nouveaux ex-parlementaires pour éviter qu'ils s'isolent;
- faire une transition entre le courriel « assnat » et l'adresse personnelle;

- offrir deux semaines supplémentaires de salaire à un député sortant pour qu'il puisse fermer les dossiers et faire la transition avec le nouveau député;
- permettre la continuité d'un revenu pendant trois mois avec l'allocation de départ, même si le député sortant n'a pas encore fait le choix de la façon dont il souhaite que son allocation soit distribuée.

À la suite de cette démarche, le Comité a rencontré le secrétaire général de l'Assemblée nationale pour lui présenter des propositions destinées à mieux accompagner les députés sortants.

Soucieuse de mieux informer et soutenir les députés avant les élections dans leur prise de décisions à venir, l'Assemblée nationale a revu les services qui leur sont offerts. Elle a également organisé des rencontres pour celles et ceux qui ont quitté la vie politique par choix.

Toujours, afin d'améliorer son service, l'Assemblée nationale compte notamment distribuer des aide-mémoires et former des agents de liaison afin d'améliorer l'accompagnement des députés sortants. Par ailleurs, le Comité sur les conditions de travail et les diverses allocations versées aux députés, présidé par M. Marc Picard, a été informé des préoccupations soulevées par les membres du Cercle.

Une autre proposition était que le Cercle envoie un courriel aux députés sortants pour leur dire que nous comprenons leur réalité. À cet effet, nous avons envoyé une lettre aux députés sortants.

■ **Véronique Tremblay**
Députée de Chauveau (2015-2018)



Raymond Bernier
Président

COMITÉ DES ACTIVITÉS

Le Comité des activités a contribué à l'organisation d'événements virtuels et en présentiel. Le jumelage de ces deux formules a permis de rejoindre un plus grand nombre de personnes qui ne pouvaient se déplacer pour des raisons de santé ou d'éloignement au cours des derniers mois.

En 2021, un café-rencontre virtuel a eu lieu avec M. Jean Charest, premier ministre du Québec de 2003 à 2012, sur les relations avec les États-Unis et l'ouverture des frontières.

En mars 2022, une activité comprenant un dîner et une conférence sur la démocratie s'est déroulée en présence de 37 personnes. Il y avait une possibilité

pour les personnes qui ne pouvaient être présentes d'assister à la conférence en virtuel.

Le Comité des activités a l'intention de poursuivre l'organisation d'événements en formule hybride pour la prochaine année.

Parmi les événements à venir, un café virtuel sera offert afin de sensibiliser les ex-députés sur les réalités et les pratiques avec les peuples autochtones.

Enfin, je désire également réitérer mon invitation afin d'obtenir la collaboration des membres pour intégrer le Comité des activités ou pour suggérer de nouveaux sujets.

■ Raymond Bernier

Député de Montmorency (2003-2007, 2008-2012 et 2014-2018)



Membres du conseil d'administration du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec présents à l'ITHQ en compagnie de M. Charles-Philippe David et de M^{me} Liza Frulla

PRIX JEAN-NOËL-LAVOIE 2021 ET 2022

Le prix Jean-Noël-Lavoie est décerné à une ou un ex-parlementaire qui s'est particulièrement distingué par son engagement auprès du Cercle et de ses membres. Il souligne donc son implication au sein du conseil d'administration, des différents comités ou des activités de l'association.

PRIX JEAN-NOËL-LAVOIE 2021

Présentatrice

Allocution de M^{me} Carole Théberge
Députée de Lévis (2003-2007)



C'est avec un grand plaisir que je vous présente le lauréat du prix Jean-Noël-Lavoie 2021, notre collègue Yvan Bordeleau.

Yvan Bordeleau a siégé 11 ans au conseil de notre Amicale devenue le Cercle depuis, soit de 2009 à 2020. Nous avons travaillé ensemble pendant plus de la moitié de ses mandats.

Yvan est comme un secret bien gardé. On le découvre petit à petit en le côtoyant, en entendant les témoignages d'appréciation de ceux et celles qui ont travaillé ou œuvré avec lui, à travers les reconnaissances qu'il a reçues...

Je dois vous dire d'entrée de jeu que j'aime beaucoup Yvan. Que ce soit par sa présence rassurante ou son esprit d'analyse, Yvan est un homme qui observe beaucoup et lorsqu'il intervient, il le fait avec beaucoup de doigté.

Ses conseils sont recherchés; ses réalisations, nombreuses et reconnues.

Je dois vous dire aussi que Jean-Pierre Charbonneau et moi-même avons soumis sa candidature à l'Ordre national du Québec.

Permettez-moi de vous en présenter un résumé.

PARCOURS UNIVERSITAIRE (1968-1989)

De 1968 à 1989, Yvan œuvrait dans le monde universitaire.

Professeur titulaire à la maîtrise et au doctorat en psychologie industrielle et organisationnelle du Département de psychologie de l'Université de Montréal, un programme spécialisé unique au Québec, Yvan Bordeleau s'illustre à la fois comme enseignant, chercheur, coach et directeur de cette institution.

Invité à collaborer par plusieurs universités québécoises, canadiennes et internationales, il a siégé à différents conseils scientifiques, comités d'évaluation et conseils d'administration.

Conférencier recherché, il a présenté les résultats de ses recherches au Québec, au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine et dans les Antilles.

Il a écrit ou coécrit une quinzaine de livres ainsi que de nombreux articles scientifiques et plusieurs rapports de recherche qui ont fait école.

Travailleur déterminé, rigoureux, discipliné, généreux et empathique, son engagement envers l'éducation, la formation et le partage de connaissances n'a jamais fléchi.

EXPÉRIENCE POLITIQUE (1989-2007)

En 1989, il amorce sa carrière politique.

Élu député de l'Acadie à l'Assemblée nationale en 1989, il sera réélu à trois autres reprises.

Il a quitté la vie politique active en 2007 après avoir occupé plusieurs responsabilités importantes tant du côté gouvernemental que dans l'opposition officielle.

Il a siégé à plusieurs commissions parlementaires et a été adjoint parlementaire à la Sécurité publique,

aux Affaires municipales, au ministère des Relations internationales et de la Francophonie, à celui de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Il a aussi présidé le groupe de travail gouvernemental sur la prévention de la criminalité.

Très impliqué dans la diplomatie parlementaire, il a participé à un peu plus de 35 missions à l'étranger, en plus de jouer un rôle actif pour la surveillance de l'état de la démocratie au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

D'ailleurs, trois de ses ouvrages publiés traitent du rôle et des responsabilités du citoyen dans la sphère politique et démocratique :

- *La démocratie, une affaire de tous : redécouvrir le vrai sens de la politique;*
- *Le citoyen éclairé : échapper à l'illusion des certitudes;*
- *La crise de la démocratie : enjeux et responsabilités.*

Si certains titres nous font entrevoir son côté philosophe, son côté givré humoristique n'est jamais loin.

Rappelons-nous que, durant sa vie politique, il avait aussi écrit *Citations sur la politique et les politiciens (sérieuses, humoristiques, insolites)*.

Ces écrits et plusieurs autres témoignent de l'importance qu'il accorde à la démocratie ainsi qu'au rôle et à l'engagement des citoyens. Il prêche par l'exemple.

Une des plus grandes fiertés de ses mandats comme député de l'Acadie a été l'adoption de la *Loi proclamant le Jour commémoratif du génocide arménien* par le Québec.

Après bien des péripéties diplomatiques et des entraves de toutes sortes, cette loi a été adoptée en décembre 2003, comme il s'y était engagé à sa première campagne électorale.

En plus de la reconnaissance de la communauté arménienne du Grand Montréal, il a reçu, en 2015,

dans le cadre du 100^e anniversaire du génocide arménien, la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec pour son implication indéfectible pour donner une assise légale permanente à la reconnaissance du génocide arménien en faisant adopter par l'Assemblée nationale du Québec la *Loi proclamant le Jour commémoratif du génocide arménien* (loi 194).

EX-PARLEMENTAIRE

Il se joint à l'Amicale des anciens parlementaires en 2009.

Au cours des 11 années qui suivront, il mettra généreusement son expertise et son temps à profit pour soutenir les objectifs de notre regroupement, particulièrement dans son volet Archives et objets de mémoire.

Il a présidé le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale et s'est engagé de multiples façons envers l'association, ses membres et sa mission, dont le parlementarisme et la démocratie.

Je veux aussi mentionner un élément dont il peut être très fier : le rapatriement du local officiel des ex-parlementaires dans l'Assemblée nationale. Pour lui, la réintégration du local dans l'Assemblée nationale était un geste tangible et une marque de respect pour reconnaître les services rendus à la société par les ex-parlementaires. Je pense que nous lui en sommes tous reconnaissants.

Durant son mandat, il aussi négocié l'entente à long terme de financement entre le Cercle des ex-parlementaires et la présidence de l'Assemblée nationale.

Deux gestes tangibles permettant aux ex-parlementaires de garder contact et de continuer leur engagement envers la démocratie.

RETRAITE ACTIVE (2007-2021)

Il a aussi été un membre actif et dévoué de la Fondation des parlementaires québécois – Cultures à partager, engagée dans le soutien à la lecture auprès des populations du tiers-monde.

Depuis 2016, il s'est aussi investi dans le développement de l'usage de la philosophie pour éduquer les enfants aux valeurs démocratiques de dialogue, de tolérance et de responsabilités citoyennes, d'abord au sein du Centre international PhiloJeunes (où il fut un collaborateur engagé et inspirant), puis de l'Institut Philosophie Citoyenneté Jeunesse de l'Université de Montréal.

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Le monde de l'éducation, celui de la politique et notre association ont été privilégiés d'avoir profité des talents, des connaissances et de la générosité de notre ami, Yvan Bordeleau.

Félicitations, Yvan, pour ce prix Jean-Noël-Lavoie bien mérité!

PRIX JEAN-NOËL-LAVOIE 2021

Réципиendaire

Allocution de M. Yvan Bordeleau
Député de l'Acadie (1989-2007)



Monsieur le Président du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec, membres du conseil d'administration, présidents des comités, collègues ex-parlementaires et parlementaires actuels,

Je désire d'abord remercier sincèrement le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec de m'attribuer cette année ce prix qui a une connotation bien particulière pour tous les ex-parlementaires et encore plus pour les lauréats puisqu'il s'agit de reconnaître l'engagement d'un membre

pour sa contribution au développement de notre Cercle et pour son dévouement auprès de ses collègues ex-parlementaires.

Je veux également remercier ma collègue Carole Théberge pour sa présentation mettant en évidence certaines des actions que j'ai pu, à titre de président, réaliser avec la collaboration exceptionnelle des membres du conseil d'administration, et ce, au bénéfice de tous les ex-parlementaires.

Un petit rappel historique de l'origine de ce prix Jean-Noël-Lavoie s'impose, car il s'agit de rappeler la mémoire de ce député qui a joué un rôle déterminant au moment de la création de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, devenue depuis quelques années le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec.

Jean-Noël Lavoie est élu député de la circonscription de Laval en 1960 et démissionne en 1969. En 1970, il est élu de nouveau dans la même circonscription et il prend sa retraite de l'Assemblée nationale en 1981. Durant cette dernière période, il assume la présidence de l'Assemblée nationale de 1970 à 1976. Pour donner suite à l'adoption, en 1994, de la loi constituant l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, Jean-Noël Lavoie accepte de devenir le premier président de notre association qui regroupe tous les ex-parlementaires ayant eu le privilège de siéger à l'Assemblée nationale du Québec.

Le prix Jean-Noël-Lavoie prend une signification bien particulière pour les ex-parlementaires parce qu'il concerne directement la raison d'être de notre Cercle. Celui-ci souhaite entretenir des liens entre tous les collègues qui, durant une période de leur vie, ont siégé dans ce parlement, à titre de représentant de leurs concitoyens et avec la confiance de ces derniers. Pour chacun des ex-parlementaires, ce fut assurément un des plus grands événements que nous avons tous vécus. Sans fausse modestie, il faut souligner que la vitalité de notre regroupement est largement reconnue par plusieurs autres parlements canadiens ou internationaux. Voilà l'essentiel des raisons pour lesquelles plusieurs ex-parlementaires se sont impliqués dans le conseil d'administration

de notre Cercle qui existe incidemment depuis plus de 27 années.

Peu importe nos partis politiques respectifs, c'est cette expérience que les membres du Cercle ont le plaisir de continuer à partager en participant aux activités organisées annuellement; accroître la visibilité du travail effectué par tous les ex-parlementaires en en conservant dans la mémoire populaire et celle du parlementarisme québécois le rôle que nous avons tous assumé sur le plan politique dans le développement de nos régions respectives et du Québec.

Ce parlement, qualifié de maison du peuple, fut également la nôtre durant un certain temps, et elle le demeure toujours. Je vous invite donc à aller voir la plaque apposée à l'entrée du salon réservé aux ex-parlementaires (auparavant le local de la Boutique de l'Assemblée nationale), dont le texte est le suivant : « En hommage aux femmes et aux hommes qui ont consacré une partie de leur vie à servir la démocratie ». Les ex-parlementaires ont toujours leur place dans l'édifice de l'Assemblée nationale et, à chacun de vos passages, profitez bien de votre salon.

Nous tous aujourd'hui présents, nous nous devons de continuer à appuyer les efforts faits par la direction actuelle du Cercle pour assurer le développement et la présence de notre Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec.

Merci encore de m'avoir attribué le prix Jean-Noël-Lavoie dont je suis particulièrement fier, car il s'agit d'une marque de reconnaissance qui vient de mes collègues ex-parlementaires.



PRIX JEAN-NOËL-LAVOIE 2022

Présentatrice

Allocution de M^{me} Marie Malavoy
Députée de Sherbrooke (1994-1998)
et de Taillon (2006-2014)



Chères anciennes et chers anciens collègues,

J'ai le grand plaisir de vous présenter le lauréat du prix Jean-Noël-Lavoie, remis à un ancien parlementaire qui s'est particulièrement distingué par son engagement auprès du Cercle et de ses membres. Aujourd'hui, nous honorons notre collègue René Blouin pour son apport comme président du Comité des communications, et particulièrement comme rédacteur en chef de la revue *Le Temps de parole*.

Mais avant de vous parler de l'homme consacré à ces nobles tâches, faisons un petit rappel de son parcours, ma foi, assez original. En effet, avant d'embrasser la carrière politique, le cheminement de René fut pour le moins varié : étudiant au Conservatoire d'art dramatique de Québec à la fin des années 1970, puis en enfance inadaptée et en criminologie durant la décennie suivante, et enfin en psychologie au début des années 2000. Il fut donc comédien, éducateur auprès de jeunes prédélinquants et chef d'unité en réadaptation. Cela le prédisposait-il à devenir attaché politique de Guy Chevrette, puis député de Rousseau de 1981 jusqu'en 1985? Quoi qu'il en soit, c'est par ce biais que René s'est joint au Cercle des ex-parlementaires en insufflant au Comité des communications un élan nouveau. Sous son règne, en effet, de 2016 à 2020, le *Bulletin de l'Amicale* est devenu *Le Temps de parole*. Le changement n'est pas

purement sémantique. C'est un clin d'œil, certes, à ce temps si précieux encadrant rigoureusement notre participation à la vie parlementaire. Mais c'est aussi une façon de manifester que nous sommes toujours engagés dans l'actualité, que nous avons des choses à dire et à partager.

Si vous parcourez les six numéros dont René fut le rédacteur en chef, vous verrez que la revue a gagné en substance, en profondeur, en qualité d'impression. Car René est un travailleur rigoureux, consciencieux, infatigable, cherchant les collaborations en provenance de plusieurs horizons, mettant la main à la pâte jusque dans les détails pour que le résultat soit à la hauteur de la réputation qu'il souhaitait pour la revue. Grâce à lui, on peut dire sans fausse modestie que celle-ci arrive en tête des publications des différents parlements canadiens. Entre autres raisons parce que René a su développer l'art de proposer des contenus à la fois pertinents pour les membres du Cercle et pour la société en général : portraits d'hommes et de femmes politiques importants, célébrations d'événements marquants comme les anniversaires de partis politiques, thèmes portant à réfléchir sur les grands enjeux et défis de la société, dont l'arrivée des femmes en politique et le rôle des médias. *Le Temps de parole* donc, tout en conservant son rôle de lien entre les ex-parlementaires, relatant leurs actions et publications, est devenu, comme son nom l'indique, un carrefour d'idées et de réflexions.

Voilà pour le côté visible de la chose. Le produit final a une belle facture et nous en sommes bien fiers. Mais savez-vous ce que cache cette enviable réussite? Des heures et des heures de travail minutieux, de planification, de recherche de collaborateurs, de révision de textes. Et savez-vous les qualités qu'il faut pour y parvenir? Le sens de l'organisation bien sûr, du leadership pour animer le comité de rédaction, un brin d'humour discret, un talent de rédacteur — mais surtout, un calme olympien! Avec René, pas d'inquiétude, pas de panique, jamais d'esclandre. De la confiance, de la persévérance, du doigté. Dans le fond, c'est aussi ce qu'il faut pour travailler avec des délinquants... ou en politique, n'est-ce pas?

C'est pour cela que nous rendons hommage à René Blouin en lui décernant le prix Jean-Noël-Lavoie. Nous lui disons ainsi notre grande appréciation pour son travail, son engagement, son apport à notre Cercle. Son nom restera gravé dans la revue *Le Temps de parole*, mais aussi dans nos mémoires d'anciens collègues et amis.



PRIX JEAN-NOËL-LAVOIE 2022

Récipiendaire

Allocution de M. René Blouin
Député de Rousseau (1981-1985)



Merci à Marie Malavoy, qui, comme toujours, sait faire preuve de finesse et d'intelligence. Je rêve du jour où je pourrai, moi aussi, rendre hommage à cette femme d'exception dont le dynamisme et l'engagement ne se tarissent pas.

Aujourd'hui, c'est une journée marquée par l'émotion. D'abord, cet hommage rendu au grand commis de l'État et à l'homme politique colossal qu'était Jacques Parizeau. Cela m'émeut, car, pendant un peu plus de deux ans, j'ai eu la chance d'être un de ses proches collaborateurs. Il m'a appris beaucoup et j'ai grandement apprécié cette période passée auprès de lui.

Évidemment, c'est également émouvant de recevoir ce prix. S'il est vrai qu'entre 2016 et 2019, j'ai mis pas mal d'énergie à travailler à la publication du *Temps de parole*, il ne faut jamais oublier que le succès d'une revue dépend du travail de toutes les collaboratrices et de tous les collaborateurs qui y mettent leur cœur et leur énergie. Je ne vais pas commencer à nommer ceux et celles que j'ai en tête, ça ne finirait plus. Si ça pique votre curiosité, vous les retrouverez en consultant les numéros du *Temps de parole* qui apparaissent tous sur le site Web du Cercle.

Je me joins à vous pour remercier chaleureusement tous ces gens de talent qui unissent leurs forces pour permettre au lectorat de mieux saisir l'univers des thèmes qu'ils et elles abordent. À titre d'exemples, les numéros portant sur les femmes

en politique et le quatrième pouvoir, soit celui de la presse, nous ont permis d'éclairer ces univers à travers les témoignages de personnes significatives qui vivent ces réalités ou d'experts qui les analysent.

Je veux terminer en vous disant que travailler à l'Assemblée nationale m'a comblé. Et au surplus, il y a plus de 30 ans, j'y ai rencontré ma conjointe, Claudine, qui m'a toujours épaulé et que j'embrasse.

Encore une fois, merci à Marie, merci aux membres du comité de sélection des prix, et longue vie au Cercle!



PRIX RENÉ-CHALOULT

Le prix René-Chaloult est décerné à un ou une ex-parlementaire en reconnaissance de son engagement au service de ses concitoyens et concitoyennes avant, pendant et après sa vie parlementaire. Il constitue un hommage à l'ensemble d'une carrière particulièrement prolifique.

PRIX RENÉ-CHALOULT 2021

Présentatrice

Allocution de M^{me} Marie Malavoy
Députée de Sherbrooke (1994-1998)
et de Taillon (2006-2014)



Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Président du Cercle des
ex-parlementaires,

Chères amies et chers amis,

Chère Françoise,

C'est avec grand plaisir que je vous présente la lauréate du prix René-Chaloult pour l'année 2021, M^{me} Françoise David. Vous constaterez comme moi que son parcours conduit tout naturellement à cette reconnaissance puisque ce prix est remis à une ou un ex-parlementaire pour souligner son engagement au service de ses concitoyennes et concitoyens avant, pendant et après son passage en politique. Même si vous ne connaissez pas tout de la vie de Françoise — je vais essayer de vous en dévoiler quelques pans — vous en savez assez pour penser qu'elle mérite pleinement le prix René-Chaloult. Et pourtant, lorsque je lui ai annoncé qu'elle avait été choisie, elle fut stupéfaite et me confiait, pour employer ses mots, qu'elle était « tombée en bas de sa chaise »! Alors, autant pour Françoise que pour nous, je vais refaire le chemin de sa vie publique et nous verrons bien que le parallèle avec le prix est justifié.

La première partie de la vie de Françoise m'est familière. Nous sommes nées la même année, en 1948, nous avons été toutes les deux cheftaines de guides, nous avons fait des études en service social à l'Université de Montréal, nous nous sommes engagées dans des projets communautaires et nous étions de cette génération de jeunes femmes qui avaient le sentiment d'avoir une place à occuper dans la société québécoise. Je cesse là le parallèle pour me concentrer sur Françoise. En revoyant sa vie active, une chose me frappe : la droiture de son engagement. Il n'y a pas de détour, pas de concession, pas de tergiversation. On lui reprochera parfois ces caractéristiques de son tempérament — je me souviens de Lucien Bouchard disant un jour « Il n'y a pas moyen de négocier avec elle! » —, mais il faut reconnaître que c'est ainsi qu'elle a partout laissé sa trace, comme une personne profondément authentique.

Voici donc quelques jalons qui reflètent cette authenticité. Dès l'adolescence, encouragée par sa mère, Françoise va aider des familles en situation de pauvreté, puis elle dirige la colonie de vacances du Sacré-Cœur qui accueille des enfants issus de milieux défavorisés. Elle passe ensuite six mois au Rwanda comme enseignante dans une école secondaire avant de parfaire ses études universitaires. Sa fibre féministe se révèle très tôt. Organisatrice communautaire au Centre des services sociaux du Montréal métropolitain de 1972 à 1986, elle devient présidente de son syndicat et responsable du comité de la condition féminine de la Fédération de la santé et des services sociaux de la Confédération des syndicats nationaux. Durant cette période, elle milite également au sein du groupe marxiste-léniniste En lutte! La voilà partie sur une longue trajectoire de militante engagée qui demeure, encore aujourd'hui, son image de marque.

En 1987, Françoise David devient coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec,

puis, en 1994, elle accède à la présidence de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), poste qu'elle occupera jusqu'en 2001. Sous son règne, la FFQ gagne en poids politique. En 1995, Françoise organise, avec l'appui du mouvement des femmes, la marche Du pain et des roses, qui culmine devant le parlement à Québec alors que sont déposées des revendications pour mettre fin à la pauvreté des femmes. Je me souviens parfaitement de l'événement. J'étais de l'autre côté de la barrière ce jour-là, au sens littéral des mots. Aux côtés de Jacques Parizeau, premier ministre, mes collègues de la députation et moi faisons face à cette marée humaine dont nous comprenions si bien les préoccupations. À vrai dire, plusieurs d'entre nous auraient eu envie de sauter la barrière... Je me suis dit toutefois qu'il y avait un rôle à jouer aussi à l'intérieur des parlements et que nous devons être les relais des revendications des femmes. Peut-être Françoise a-t-elle pensé la même chose lorsqu'elle est devenue députée à son tour. Mais ne précipitons rien. Nous n'en sommes pas encore là.

Après la marche Du pain et des roses, Françoise organise la Marche mondiale contre la pauvreté et la violence, en l'an 2000. Puis, après 14 années passées au sein du mouvement des femmes, elle fait un stage au Mali avec l'organisme Solidarité Union Coopération et se joint, à son retour, au groupe Au bas de l'échelle pour travailler à une réforme de la Loi sur les normes du travail. Et puis, il y a un tournant qui rapproche peu à peu Françoise d'un engagement clairement politique. En 2002, elle fonde D'abord solidaires, un mouvement citoyen de vulgarisation des programmes des partis politiques visant à mettre en lumière les dangers de « la droite ». En 2004 naît sous son leadership Option citoyenne, mouvement politique qui fusionnera avec l'Union des forces progressistes pour devenir, en 2006, Québec solidaire.

Petit à petit, comme une tendance qui s'est développée au cours des années, Françoise se rapproche du Parlement. Co-porte-parole de ce nouveau parti de 2006 à 2017, elle est candidate aux élections de 2007 et 2008. En 2012, elle est élue députée de Gouin, puis réélue en 2014 avec 51 % des suffrages. J'ai bien connu Françoise à cette époque, étant

moi-même députée entre 2006 et 2014. Il y a parfois des gens chez qui le passage du temps fait son œuvre, émoussant les convictions, arrondissant les angles, diluant les principes. Pas chez Françoise. La même force de caractère, les mêmes idées, défendues à toutes les tribunes, très enracinée dans les besoins des citoyennes et citoyens de sa circonscription et, plus largement, du Québec. Certaines personnes y ont vu parfois de l'intransigeance ou de l'entêtement. Mais les véritables progrès se font-ils à coups de compromis? Il faut de temps en temps qu'un phare éclaire les côtes et, en ce sens, trace le chemin.

En janvier 2017, Françoise David quitte la vie politique, avec soi-disant l'intention de se reposer. Cela n'a pas duré longtemps. Depuis 2018, elle est vice-présidente du Mouvement démocratie nouvelle, qui lutte pour l'obtention d'une réforme du mode de scrutin. Elle participe aussi à des émissions et des entrevues, écrit, prononce des conférences. Elle se joint au Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale dès sa création en 2016, lui apportant son appui et son regard vigilant, me demandant parfois gentiment de changer une phrase dans un texte pour correspondre à ses principes. J'acquiesce, d'une part parce qu'elle a généralement raison, mais aussi parce que je la connais depuis si longtemps que je sais inutile de contester.

Voilà bien rapidement résumées 40 années d'engagement social et politique au service de la société québécoise, portées par des idéaux de justice et de bien commun. Voilà à l'évidence les raisons qui soutiennent la remise aujourd'hui du prix René-Chaloult. Françoise David est, à sa manière, une figure marquante de la société québécoise, un bel exemple de femme à inscrire dans les pages de notre histoire.

PRIX RENÉ-CHALOULT 2021

Récipiendaire

Prix remis à M^{me} Françoise David
Députée de Gouin (2012-2017)



PRIX RENÉ-CHALOULT 2022

Présentateur

Allocution de M. André Gaulin
Député de Taschereau (1994-1998)



Le prix René-Chaloult de notre Cercle est donné annuellement à un ex-élu du Québec qui s'est illustré avant, pendant et après la vie parlementaire. Notre collègue Matthias Rioux correspond bien à ce profil.

Avant ses deux mandats de vie politique, soit de 1961 à 1994, Matthias Rioux a une carrière très riche et variée. Il est tour à tour ou simultanément professeur à la Commission des écoles catholiques de Montréal, vice-président de la Centrale de l'enseignement du Québec, président de l'Alliance des professeurs du Québec, coprésident fondateur du

Mouvement Québec français, secrétaire de l'Union des artistes, journaliste, animateur de radio, propriétaire et éditeur du magazine *MéMo* sur le « nouveau sens des affaires ».

Député de Matane, élu à deux reprises de 1994 à 2003, il est ministre du Travail dans le gouvernement Bouchard et ministre responsable des Aînés. Il assure par après la présidence de la Commission de la culture ainsi que la présidence de la Commission de l'économie et du travail. C'est un député présent, défenseur constant de sa Gaspésie natale, un ministre capable de susciter l'adhésion.

Son après-vie parlementaire reste également tout à fait active. Il est membre de la Commission municipale du Québec (2003-2008) et coordonnateur du Comité de vigie sur la référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (2013-2014). En outre, défiant l'âge et ayant poursuivi pendant six ans des études doctorales, il devient docteur en sociologie. Par ailleurs, il ne manque pas l'occasion d'être présent à l'Amicale, puis au Cercle, notamment en ayant joué un rôle important dans l'Union mondiale des associations d'anciens parlementaires francophones, où il a exercé beaucoup d'ascendant sur nos collègues et anciens parlementaires africains. Il signe également, sans esprit partisan, plusieurs articles dans *Le Temps de parole*, notamment sur des collègues parlementaires illustres, vivants ou décédés.

Pour toutes ces raisons, il répond bien au profil du prix René-Chaloult, et le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec reconnaît aujourd'hui sa candidature méritante et prestigieuse.

PRIX RENÉ-CHALOULT 2022

Récipiendaire

Allocution de M. Matthias Rioux
Député de Matane (1994-2003)



Chers collègues,

C'est un grand honneur de me voir décerner le prix René-Chaloult. Quand j'ai appris que je recevais un tel prix, je me suis dit : mais qu'ai-je fait d'important pour mériter que mon nom soit associé à celui d'un homme aussi éminent que René Chaloult?

Immanquablement, je me suis rappelé qui est René Chaloult. D'abord un homme libre, un combattant pour la liberté et un défenseur de la démocratie représentative.

Pour ceux qui le connaissent moins, René Chaloult a profondément marqué l'histoire politique du Québec! En effet, c'est grâce à son acharnement que le fleurdelisé a été adopté comme drapeau de la nation par le gouvernement du Québec. Il s'est fait connaître au sein du groupe des quatre mousquetaires du Québec. Ce groupe était composé du D^r Philippe Hamel, d'Oscar Drouin, d'Ernest Grégoire et de René Chaloult. Croyez-moi, ces mousquetaires ont fait grand bruit, ils ont laissé des traces et marqué leur époque. Leurs idées ont fait du chemin et influencé la pensée des révolutionnaires tranquilles des années 1960 que furent Georges-Émile Lapalme, René Lévesque, Paul Gérin-Lajoie et Claude Ryan.

En 1948, après une campagne menée à travers le Québec, le député René Chaloult avait annoncé qu'une motion serait déposée afin que l'Assemblée nationale adopte un drapeau. Mais l'habile

premier ministre d'alors, Maurice Duplessis, l'a devancé et, un peu avant 15 h, le fleurdelisé flotait alors pour la première fois sur la tour de l'hôtel du Parlement à Québec! Le premier ministre Duplessis était ratoureux et laissait peu place à ses adversaires. René Chaloult, le plaideur redoutable, dérangeait le chef de l'Union nationale par son nationalisme fervent. Ses interventions, toujours pertinentes et très documentées, plaçaient le chef dans l'embarras.

René Chaloult a appartenu à trois partis différents : l'Union nationale, le Parti national et le Parti libéral. Il était mal à l'aise au sein d'un parti politique. La discipline de parti ne lui convenait pas. Elle brimait sa liberté de parole et son action politique. Il rageait contre la domination du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif. Selon le juriste Chaloult, cette ingérence empêche ou entrave le nécessaire contrôle du gouvernement par les députés. Il terminera sa carrière comme indépendant. Malgré les embuches, Chaloult, un homme aux talents multiples, aura exercé une grande influence et marqué profondément l'histoire politique du Québec. Il a démontré qu'un député seul peut jouer un grand rôle au sein d'un Parlement dominé par le bipartisme.

Oui, j'aime René Chaloult! Vous l'aurez compris. Vous me remettez ce prix et cela m'étonne et m'émeut. Je ne boude pas mon plaisir. Car, cet hommage me stimule. Mieux, il m'invite à poursuivre ma route en espérant y trouver des pas laissés là, par Chaloult!

Merci encore.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2021

Rappelons-nous de cette rencontre en temps de pandémie.



Une assemblée générale en mode pandémie résulte en une photographie des membres présents différente de nos photographies traditionnelles...



Le conseil d'administration



Les présidentes et présidents des comités du Cercle

SOUS L'OEIL DES PHOTOGRAPHES



France Dionne, Normand Jutras, Yvan Bordeleau, Rita Dionne-Marsolais



Cécile Vermette, Rita Dionne-Marsolais, Normand Jutras, Sylvie D'Amours, Marie Malavoy, Lise Lavallée, Serge Ménard



Yvan Bordeleau, Christian Lévesque, Françoise David, Serge Ménard, Véronyque Tremblay, Normand Jutras



Claude L'Ecuyer, Jean Dampousse, Gérard Gosselin et sa conjointe



Carole Théberge, André Drolet, Norbert Morin, Guy Bourgeois, Clément Gignac, France Dionne



Jacques Tremblay, Agnès Maltais, Rita Dionne-Marsolais, Marie Malavoy



Isabelle Melançon, Françoise David, Hélène David, Gabriel Nadeau-Dubois



Participants en mode virtuel

SOUS L'OEIL DES PHOTOGRAPHES



Stéphane Bergeron



Roger Bertrand



Norbert Morin



Gilbert Paquette



Cécile Vermette



Françoise David



Carole Théberge



Claude L'Écuyer



Raymond Bernier

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2022



Traditionnelle photographie des membres

SOUS L'OEIL DES PHOTOGRAPHES



Le conseil d'administration



Jean-Pierre Paquin, Danielle Doyer



Agnès Maltais, Serge Ménard



Matthias Rioux, André Gaulin



Michel Matte



Jean-Paul Champagne, André Pelletier

SOUS L'OEIL DES PHOTOGRAPHES



Le conseil d'administration



Jean Damphousse, Michel Matte



François Gendron au micro



Jacques Brassard, Gérard Harvey



Jean Damphousse, Francine Bissonnette, Janvier Grouin,
Jean-Pierre Paquin, Jean Dubuc, Jean-Louis Béland



Denise Larose, Carole Théberge, André Drolet,
Daniel Rath  , Michel Matte, Marjolaine Julien,
Serge Simard, Caroline Dufour

SOUS L'OEIL DES PHOTOGRAPHES



Conjointe d'André Pelletier, Danielle Doyer, Jacques Brassard, Dave Turcotte, André Harvey, Diane Leblanc



Francine Lauzon, Émilien Pelletier, Claude Lachance, Jacinthe Bruneau, Marie Picard, Camille Picard



René Blouin, Claudine Harnois, France Dionne, Christian Lévesque, Marie Malavoy, Matthias Rioux, Normand Jutras, André Gaulin



Agnès Maltais, Roger Bertrand, Michèle Leduc, Linda Goupil, Raymond Brouillet, Rémy Trudel, Denise Beaudoin



Michel Leduc, Jean-Paul Champagne, Véronyque Tremblay, Gilbert Paquette, Rita Dionne-Marsolais, Serge Ménard, Luce Dionne



Christian Lévesque saluant les participants

LE DÉPUTÉ ARRIVANT À QUÉBEC ÉVOQUE 230 ANS DE DÉMOCRATIE

Le *député arrivant à Québec* n'est pas qu'une simple statue dans les Jardins de l'Assemblée nationale du Québec.

Sa présence est le résultat des démarches entreprises par les membres du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec (Cercle). En effet, le 13 mai 2015, lors de l'assemblée générale, M. André Gaulin a proposé la résolution suivante, secondée par M. Matthias Rioux :

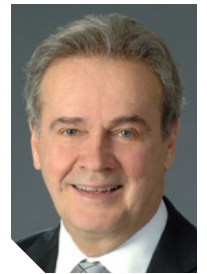
« Que l'Amicale assure le suivi à donner pour que mémoire soit faite du premier Parlement du Québec (1792-1838) dans le parc Montmorency de la capitale, Parlement dont on soulignera le 225^e anniversaire en décembre 2017 ».

Les membres du Cercle souhaitaient ainsi faire reconnaître l'endroit où fût érigé le premier Parlement du Québec, soit le parc Montmorency

dans le Vieux-Québec. Dans les faits, dans ce parc, on faisait alors mémoire du premier Parlement de la province du Canada et non pas du premier Parlement du Québec. Pourtant ces deux parlements ont siégé à cet endroit.

En même temps, en vue de souligner le 225^e anniversaire de la naissance du parlementarisme au Québec (1792-2017), une statue a été faite d'après un bronze du sculpteur M. Alfred Laliberté.

Cette statue devait initialement être installée dans le parc Montmorency. Cependant, Parcs Canada refusa que cela soit le cas parce qu'elle ne correspondait pas à sa désignation historique, qui ne faisait référence qu'au parlement fédéral de la province du Canada. Devant ce refus, la statue fut donc installée, en 2018, dans les Jardins de l'Assemblée nationale du Québec.



Normand Jutras



SYMBOLIQUE

Le monument inspiré du bronze *Le député arrivant à Québec* est une allégorie évoquant l'arrivée des premiers députés à Québec pour la toute première session parlementaire, le 17 décembre 1792.

Ce monument est installé à gauche en entrant dans les Jardins de l'Assemblée nationale, près de la fontaine de Tourny, lorsque l'on fait face au Parlement.

PRÉSENTATION DE L'ŒUVRE ORIGINALE

Le *député arrivant à Québec* est représenté en habits d'hiver : chapeau, foulard, grosses mitaines, « capot d'étoffe du pays » et ceinture fléchée. Son sac de voyage en loup-marin est posé sur un petit baril. Celui-ci contenait des denrées — du lard, ou autres —, car à l'époque, n'ayant pas d'indemnité, le député se devait d'apporter quelques provisions pour le temps de la session. Réalisée entre 1927 et 1931, cette œuvre

s'inscrit dans la série *Métiers, coutumes et légendes d'autrefois*, commandée par le gouvernement pour le Musée de la province de Québec, aujourd'hui le Musée national des beaux-arts du Québec.

En mai 2019, les membres du Cercle ont adopté une nouvelle résolution :

« Que l'Amicale² assure le suivi complet de cette proposition de 2015 auprès des instances concernées pour que le bronze commémoratif soit érigé à l'endroit qui correspond à l'histoire ».

Le président de l'Assemblée nationale, M. François Paradis, assurait alors le Cercle de son appui dans ces démarches auprès de Parcs Canada.

Il nous fallait obtenir de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada un changement de désignation du parc Montmorency pour que cet oubli historique soit corrigé et que l'on

reconnaisse que ce parc a aussi été le siège du premier Parlement du Québec. M^{me} Rita Dionne-Marsolais, alors présidente du conseil d'administration du Cercle, et le soussigné, secrétaire du Cercle, ont rencontré le ministre M. Jean-Yves Duclos, député fédéral de la circonscription où est situé le parc, qui nous a assurés de sa collaboration.

La demande de changement de désignation a, donc, été faite à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada et cette dernière, en novembre 2020, autorisait le changement.

Ainsi, à l'automne 2022, après consultation, entre autres, des historiens de l'Assemblée nationale du Québec, la Commission a dévoilé la plaque de bronze suivante :

2 Le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec était alors l'Amicale des anciens parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec.

LE PARC MONTMORENCY

Durant près d'un siècle, les conseillers législatifs et les députés du Parlement du Bas-Canada (1792-1838), de la province du Canada (1852-1854; 1860-1865), puis ceux de la province de Québec (1867-1883) siègent ici. Ce lieu est associé aux faits marquants qui jalonnent l'histoire politique et constitutionnelle du pays. Parmi lesquels s'inscrit la conférence de Québec de 1864, où les délégués de colonies de l'Amérique du Nord britannique rédigent les 72 résolutions à l'origine de la Confédération de 1867. Après l'incendie qui détruit le parlement, en 1883, ce site cesse d'être un lieu de pouvoir et devient un parc public dix ans plus tard.



Éli Franc, Parcs Canada

Lors de l'assemblée générale en juin 2022, les membres du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec ont adopté cette autre résolution proposée par M. André Gaulin et secondée par M. Matthias Rioux :

« Que, saluant tous les efforts qui ont été mis dans ce projet, soit complétée, dans le parc Montmorency, la reconnaissance du premier parlement du Bas-Canada.

Que, cependant, le bronze du Premier député arrivant à Québec et rappelant le premier parlement du Bas-Canada demeure dans le parc des Jardins de l'Assemblée nationale du Québec ».

Par conséquent, les membres du Cercle sont très heureux et fiers d'avoir obtenu la reconnaissance du parc Montmorency comme lieu du premier Parlement du Québec et ne souhaitent plus déménager *Le député arrivant à Québec*. Ce changement de cap tient aux faits suivants :

- La statue est installée et intégrée dans les Jardins de l'Assemblée nationale depuis 2018.
- La déménager engendrerait des coûts importants.
- De plus, depuis 1886, soit depuis 137 ans, les députés arrivant à Québec se présentent au parlement sis sur l'avenue Honoré-Mercier, à Québec; et ce sera le cas de nombreux autres députés qui seront élus dans le futur. Le député est, donc, au lieu où il doit demeurer pour leur souhaiter la bienvenue.
- *Le député arrivant à Québec* commémore celui de 1792, mais aussi tous ceux et toutes celles qui, depuis, ont été élus et élues et ont représenté les Québécois et Québécoises, dans le cadre de notre démocratie parlementaire.

Le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec se réjouit d'avoir obtenu la correction de cet oubli ainsi que la reconnaissance de la vérité historique, à savoir que le parc Montmorency a accueilli non seulement le Parlement du Canada, mais aussi le Parlement du Québec, et il a été ainsi le lieu du début du parlementarisme québécois.

■ Normand Jutras

Député de Drummond (1994-2007)



Le conseil d'administration du Cercle tient à remercier chaleureusement M. Normand Jutras, actuel vice-président, et M^{me} Rita Dionne-Marsolais qui occupait les fonctions de présidente et de présidente sortante au cœur du dossier, pour tous les efforts déployés dans la réalisation de cet important projet.

LETTRE OUVERTE : LA CULTURE DE LA DÉMOCRATIE, UN PATRIMOINE À PRÉSERVER

Le déclin de la démocratie est un sujet qui interpelle les membres du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec. Lors de l'assemblée générale annuelle en juin 2022, M^{me} Linda Goupil a proposé la résolution suivante :

« Que le Cercle des ex-parlementaires prépare une lettre ouverte invitant la population à exercer son droit de vote, et laquelle lettre puisse être transmise aux médias pour diffusion ».

Les membres présents ont adopté unanimement cette résolution et, pour y donner suite, un comité d'écriture a été formé par M^{mes} France Dionne, Caroline Simard, Linda Goupil et M. Matthias Rioux. La version finale de la lettre a été envoyée aux membres du Cercle, qui ont été invités à y ajouter leur signature.

Cet exercice a permis à plus de 150 ex-parlementaires ayant représenté différents partis politiques d'apposer leur nom. Voici le texte de la lettre ainsi que les signataires. Nous vous remercions d'avoir répondu en si grand nombre.



Linda Goupil proposant aux autres membres d'écrire une lettre ouverte

LETTRE OUVERTE

La culture de la démocratie : un patrimoine à préserver

Le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec (Cercle) est un organisme trans-partisan créé en 1993. Il entend participer à la délibération citoyenne et contribuer à la promotion de la démocratie parlementaire, favorisant ainsi le rayonnement de nos institutions démocratiques.

Nos membres, lors de l'assemblée générale annuelle du 2 juin 2022, ont demandé à ce que le Cercle intervienne lors de la campagne électorale pour rappeler l'importance de protéger la démocratie.

Le contexte nord-américain et la situation internationale nous envoient des messages révélateurs concernant les dangers qui menacent la démocratie. La démocratie est FRAGILE. Pensons notamment à :

- La montée fulgurante du populisme propulsé par les réseaux sociaux;
- L'assaut du Capitole de Washington le 6 janvier 2021;
- Les rues de la Ville d'Ottawa paralysées pendant plus de trois semaines;
- La guerre en Ukraine, dont les atrocités se déroulent au quotidien sous nos yeux;
- Le faible taux de participation aux élections en Ontario (43 %) en 2022;
- La diminution de la représentation de gouvernements élus démocratiquement partout dans le monde.

Au Québec, on se plaît à vanter la stabilité et la vigueur de notre démocratie plus que bicentenaire. Pourtant, elle n'est pas à l'abri de dérives surnoisées. Nous savons d'expérience, comme anciens membres de l'Assemblée nationale du Québec, que les parlementaires québécois peuvent prendre de la hauteur et transcender les clivages partisans. C'est ce que nous vous proposons, au nom de la démocratie.

Aussi imparfait que puisse être notre système démocratique, il assure à chacune et à chacun d'entre nous la possibilité de s'exprimer et de choisir librement les personnes qui nous représentent et nous gouvernent. Les parlements ont le devoir de préserver les valeurs démocratiques. La démocratie suppose la participation. Plus elle s'exerce, plus notre système démocratique s'en porte mieux et est renforcé. C'est un très grand privilège que nous avons de vivre dans un pays démocratique, il nous faut le soutenir et le défendre avec conviction. Le citoyen-électeur est le maître du jeu électoral en cours et sa responsabilité est considérable quant à l'issue de la prochaine élection.

Nous vous invitons donc à accueillir avec bienveillance les candidates et candidats, valeureux porte-étendards des différents partis politiques, qui frapperont à votre porte. Ces candidates et candidats ont le goût du service public et à cœur le bien commun : écoutez-les, questionnez-les et n'hésitez pas à leur partager vos inquiétudes, vos passions et vos attentes. Nous vous invitons également à tendre l'oreille au discours de la cheffe et des chefs de partis et à leur engagement quant aux grands enjeux de société, notamment lors des débats télévisés.

Nous, les ex-parlementaires, au-delà de la partisanerie, en appelons aux citoyennes et aux citoyens qui sont les garants de la démocratie. Voter, c'est exercer le pouvoir et le sanctionner constamment. C'est un geste beaucoup plus puissant qu'on ne le croit.

Prenons le temps de nous impliquer, de participer aux débats et surtout de VOTER, car les enjeux sont extrêmement importants.

France Dionne, présidente du CA du Cercle et députée de Kamouraska-Témiscouata (1985-1997)
Caroline Simard, députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré (2014-2018)
Linda Goupil, députée de Lévis (1998-2003)
Matthias Rioux, député de Matane (1994-2003)

Ex-parlementaires signataires :

Lucien Bouchard, premier ministre (1996-2001) et député de Jonquière (1996-2001)

Jean Charest, premier ministre (2003-2012) et député de Sherbrooke (1998-2012)

Pauline Marois, première ministre (2012-2014) et députée de La Peltrie (1981-1985), de Taillon (1989-2006), de Charlevoix (2007-2012) et de Charlevoix-Côte-de-Beaupré (2012-2014)

Philippe Couillard, premier ministre (2014-2018) et député de Mont-Royal (2003-2007), de Jean-Talon (2007-2008), d'Outremont (2013-2014) et de Roberval (2014-2018)

Claude Vaillancourt, président de l'Assemblée nationale (1980-1983) et député de Jonquière (1976-1983)

Jean-Pierre Saintonge, président de l'Assemblée nationale (1989-1994) et député de La Prairie (1981-1994)

Roger Bertrand, président de l'Assemblée nationale (1994-1996) et député de Portneuf (1993-2003)

Jean-Pierre Charbonneau, président de l'Assemblée nationale (1996-2002) et député de Verchères (1976-1989) et de Borduas (1994-2006)

Louise Harel, présidente de l'Assemblée nationale (2002-2003) et députée de Maisonneuve (1981-1989) et d'Hoche-laga-Maisonneuve (1989-2008)

Michel Bissonnet, président de l'Assemblée nationale (2003-2008) et député de Jeanne-Mance-Viger (1981-2008)

François Gendron, président de l'Assemblée nationale (2008-2009) et député d'Abitibi-Ouest (1976-2018)

Yvon Vallières, président de l'Assemblée nationale (2009-2011) et député de Richmond (1981-2012)

Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale (2011-2018) et député de Saint-Louis (1985-1994) et de Westmount-Saint-Louis (1994-2018)

Agnès Maltais, députée de Taschereau (1998-2018)

Alain Marcoux, député de Rimouski (1976-1985)

Alain Paquet, député de Laval-des-Rapides (2003-2012)

Alexandre Iracà, député de Papineau (2012-2018)

André Boulerice, député de Saint-Jacques (1985-1989) et de Sainte-Marie-Saint-Jacques (1989-2005)

André Drolet, député de Jean Lesage (2008-2018)

André Gabias, député de Trois-Rivières (2003-2007)

André Gaulin, député de Taschereau (1994-1998)

André J. Hamel, député de Sherbrooke (1985-1994)

André Pelletier, député d'Abitibi-Est (1994-2003)

André Simard, député de Kamouraska-Témiscouata (2010-2012)

Benoit Laprise, député de Roberval (1994-2003)

Carole Poirier, députée de Hochelaga-Maisonneuve (2008-2018)

Carole Théberge, députée de Lévis (2003-2007)

Catherine Fournier, députée de Marie-Victorin (2016-2021)

Catherine Morissette, députée de Charlesbourg (2007-2008)

Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin (1985-2007)

Charles Messier, député de Saint-Hyacinthe (1985-1994)

Christian Lévesque, député de Lévis (2007-2008)

Claire-Hélène Hovington, députée de Matane (1985-1994)

Claude Dauphin, député de Marquette (1981-1994)

Claude Lachance, député de Bellechasse (1981-2003)

Claude L'Écuyer, député de Saint-Hyacinthe (2007-2008)

Claude Morin, député de Beauce-Sud (2007-2008)

Claude Surprenant, député de Groulx (2014-2018)

Claude Trudel, député de Bourget (1985-1989)

Daniel Paillé, député de Prévost (1994-1996)

Daniel Rathé, député de Blainville (2008-2014)

Danielle Doyer, députée de Matapédia (1994-2012)

Danielle St-Amand, députée de Trois-Rivières (2008-2014)

Dave Turcotte, député de Saint-Jean (2008-2018)

David Payne, député de Vachon (1981-1985) et (1994-2003)

Denis Trottier, député de Roberval (2007-2014)

Denis Vaugeois, député de Trois-Rivières (1976-1985)

Denise Carrier-Perreault, députée de Chutes-de-la-Chaudière (1989-2003)

Diane Leblanc, députée de Beauce-Sud (1997-2007)

Dominique Vien, députée de Bellechasse (2003-2007 et 2008-2018)

Etienne-Alexis Boucher, député de Johnson (2008-2012)

Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière (1994-2014)

France Hamel, députée de La Peltrie (2003-2007)

François Desrochers, député de Mirabel (2007-2008)

Geoffrey Kelley, député de Jacques-Cartier (1994-2018)

Gérald Tremblay, député d'Outremont (1989-1996)

Gérard Gosselin, député de Sherbrooke (1976-1981)

Gérard Latulippe, député de Chambly (1985-1989)

Ghislain Harvey, député de Dubuc (1973-1976)

Ghislain Maltais, député de Saguenay (1983-1994)

Gilbert Paquette, député de Rosemont (1976-1985)

Gilles Chapadeau, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue (2012-2014)

Gilles Labbé, député de Masson (1998-2003)

Gilles Ouimet, député de Fabre (2012-2015)

Gilles Robert, député de Prévost (2008-2012)

Guy Hardy, député de Saint-François (2014-2018)

Henri-François Gauthier, député de Verdun (1989-2014)

Jacques Côté, député de Dubuc (1998-2008)

Jacques Tremblay, député d'Iberville (1985-1989)

Jacques Veilleux, député de Saint-Jean (1970-1976)

Jacques-Yvan Morin, député de Sauvé (1973-1984)

Janvier Grondin, député de Beauce-Nord (2003-2012)

Jean Boucher, député d'Ungava (2014-2018)

Jean Damphousse, député de Maskinongé (2007-2008)

- Jean Leclerc, député de Taschereau (1985-1994)
Jean-François Lisée, député de Rosemont (2012-2018)
Jean-Marc Lacoste, député de Sainte-Anne (1976-1981)
Jean-Paul Champagne, député de Mille-Îles (1981-1985)
Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette (1976-2001)
Jean-Pierre Soucy, député de Portneuf (2003-2007)
Jocelyne Caron, députée de Terrebonne (1989-2007)
Julie Boulet, députée de Laviolette (2001-2018)
Karine Vallières, députée de Richmond (2012-2018)
Léopold Marquis, député de Matapédia (1976-1985)
Lévis Brien, député de Rousseau (1994-1998)
Linda Lapointe, députée de Groulx (2007-2008)
Line Beauchamp, députée de Sauvé (1998-2012)
Liza Frulla, députée de Marguerite-Bourgeoys (1989-1998)
Luc Blanchette, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue (2014-2018)
Luc Ferland, député d'Ungava (2007-2014)
Lucie Charlebois, députée de Soulanges (2003-2018)
Lucie Leblanc, députée de Deux-Montagnes (2007-2008)
Lucien Lessard, député de Saguenay (1970-1982)
Lucienne Robillard, députée de Chambly (1989-1994)
Lyse Leduc, députée de Mille-Îles (1994-2003)
Maka Kotto, député de Bourget (2008-2018)
Manon Blanchet, députée de Crémazie (1998-2003)
Marcel Landry, député de Bonaventure (1994-1998)
Margaret F. Delisle, députée de Jean-Talon (1994-2007)
Marie Bouillé, députée d'Iberville (2008-2014)
Marie Malavoy, députée de Sherbrooke (1994-1998) et de Taillon (2006-2014)
Maurice Richard, député de Nicolet et de Nicolet-Yamaska (1985-1994)
Maxime Arseneau, député des Îles-de-la-Madeleine (1998-2008)
Michel Audet, député de Laporte (2003-2007)
Michel Leduc, député de Fabre (1981-1985)
Michel Matte, député de Portneuf (2008-2012 et 2014-2018)
Michel Pigeon, député de Charlesbourg (2008-2012)
Michelyne C. St-Laurent, députée de Montmorency (2012-2014)
Mireille Jean, députée de Chicoutimi (2016-2018)
Monique Gagnon-Tremblay, députée de Saint-François (1985-2012)
Monique Richard, députée de Marguerite-D'Youville (2008-2012)
Nicole Léger, députée de Pointe-aux-Trembles (1996-2006 et 2008-2018)
Noëlla Champagne, députée de Champlain (2003-2007 et 2008-2014)
Norbert Morin, député de Montmagny-L'Islet (2003-2007 et 2008-2018)
Norman Macmillan, député de Papineau (1989-2012)
Normand Jutras, vice-président du Cercle et député de Drummond (1994-2007)
Patrick Huot, député de Vanier (2008-2012 et 2014-2018)
Pierre Corbeil, député d'Abitibi-Est (2003-2007 et 2008-2012)
Pierre Marois, député de Laporte (1976-1981) et de Marie-Victorin (1981-1983)
Raymond Bernier, député de Montmorency (2003-2007, 2008-2012 et 2014-2018)
Raymond Brouillet, député de Chauveau (1994-2003)
Raymond Francoeur, député de Portneuf (2007-2008)
Réjean Hébert, député de Saint-François (2012-2014)
Rémy Trudel, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue (1989-2003)
René Blouin, député de Rousseau (1981-1985)
René Gauvreau, député de Groulx (2008-2012)
Richard Merlini, député de Chambly (2007-2008) et de La Prairie (2014-2018)
Rita Dionne-Marsolais, députée de Rosemont (1994-2008)
Rita L.C. de Santis, députée de Bourassa-Sauvé (2012-2018)
Robert Benoit, député d'Orford (1989-2003)
Robert Libman, député de D'Arcy McGee (1989-1994)
Robert Poëti, député de Marguerite-Bourgeoys (2012-2018)
Roch Gardner, député d'Arthabaska (1966-1970)
Rodrigue Biron, député de Lotbinière (1976-1985)
Roger Paquin, député de Saint-Jean (1994-2003)
Russell Copeman, député de Notre-Dame-de-Grâce (1994-2008)
Russell Williams, député de Nelligan (1989-2004)
Sam Elkas, député de Robert Baldwin (1989-1994)
Sam Hamad, député de Louis-Hébert (2003-2017)
Scott McKay, député de l'Assomption (2008-2012) et de Repentigny (2012-2014)
Sébastien Proulx, député de Jean-Talon (2015-2019)
Serge Geoffrion, député de La Prairie (1998-2003)
Serge Ménard, député de Laval-des-Rapides (1993-2003)
Stéphane Bilette, député de Huntingdon (2008-2018)
Stéphanie Vallée, députée de Gatineau (2007-2018)
Suzanne Proulx, députée de Sainte-Rose (2012-2014)
Sylvain Pagé, député de Labelle (2001-2018)
Véronique Tremblay, députée de Chauveau (2015-2018)
Vincent Auclair, député de Vimont (2003-2012)
Yvan Bordeleau, député de l'Acadie (1989-2007)
Yves Bolduc, député de Jean-Talon (2008-2015)
Yvon Marcoux, député de Vaudreuil (1998-2014)
Yvon Picotte, député de Maskinongé (1973-1994)



Gilbert Paquette

JACQUES PARIZEAU, BÂTISSEUR DU QUÉBEC MODERNE

Le 1^{er} juin 2022, nous étions nombreux devant l'Assemblée nationale du Québec. En effet, parlementaires et ex-parlementaires de tous les partis politiques étaient présents pour assister au dévoilement du monument consacré à Jacques Parizeau, érigé à l'intersection des rues Jacques-Parizeau et des Parlementaires. L'œuvre des sculpteurs Jules Lasalle et Annick Bourgeau dévoilée ce jour-là a soulevé l'admiration de toutes et tous. Elle représente l'ancien premier ministre en position dynamique, le pied droit placé vers l'avant, en mouvement, la main gauche tendue comme pour interpeller une foule ou pour appuyer une explication.

La cérémonie de dévoilement s'est déroulée sept ans jour pour jour après le décès de ce bâtisseur du Québec moderne, en présence de son épouse, Lisette Lapointe, de son frère, Robert, de ses enfants et petits-enfants et des chefs des principaux partis politiques du Québec. Le premier ministre François Legault a eu M. Parizeau comme professeur à HEC Montréal. Il a souligné que le Québec

a eu « quelques grands hommes d'État », et que M. Parizeau était « parmi les plus importants ».

L'événement avait pour moi des allures de retrouvailles avec d'anciens élus du Parti québécois. Y participaient notamment les anciens premiers ministres Lucien Bouchard et Pauline Marois, l'ancien chef du parti Jean-François Lisée, son successeur Paul St-Pierre Plamondon ainsi que plusieurs de mes anciens collègues de l'Assemblée nationale ou du conseil exécutif du parti.

J'ai eu personnellement l'honneur de travailler de près avec Jacques Parizeau dans le gouvernement Lévesque. Il m'avait invité, à titre de ministre de la Science et de la Technologie, à participer au comité de développement économique qu'il présidait. Jeune ministre à l'époque, j'ai appris beaucoup à son contact. J'ai admiré les immenses qualités de cet homme hors de l'ordinaire, sa droiture, sa loyauté, sa fidélité à ses principes, sa détermination devant les obstacles, son immense capacité intellectuelle et sa vision large de ce que le Québec devait devenir.



Préoccupé par l'innovation scientifique et technologique, il a notamment rendu possible le financement de nouveaux centres de recherche, de programmes de soutien à l'emploi scientifique, de l'achat massif d'ordinateurs pour la formation dans les écoles. La création du crédit d'impôt à la recherche-développement a permis l'essor de nombreuses entreprises innovatrices. Beaucoup plus tard, après son départ du gouvernement, au début du nouveau millénaire, je me rappelle qu'il était bien informé sur les répercussions des réseaux sociaux et des innovations technologiques sur la vie économique, politique et démocratique.

Pendant toute sa carrière politique, Jacques Parizeau a fait de l'indépendance politique du Québec le combat de sa vie. Ministre des Finances du gouvernement de René Lévesque de 1976 jusqu'en 1984, il a quitté ses fonctions quand le Parti québécois a choisi de mettre en veilleuse la souveraineté en s'engageant dans le fédéralisme renouvelé. J'ai quitté le parti en même temps que lui et il m'avait alors confié qu'avant de reprendre la voie de l'indépendance, il faudrait « observer un deuil décent d'au moins cinq ans ». Revenu à la tête du Parti québécois quatre ans plus tard, il prépara activement le Québec à accéder à son indépendance. Son court mandat comme premier ministre lui a permis de déclencher le deuxième référendum sur la souveraineté, le 30 octobre 1995, qu'il a eu l'audace de tenir malgré les sondages. Il a presque gagné son pari, mais il n'a pu voir son rêve se réaliser de son vivant.

La plaque commémorative au pied de son monument rappelle les mots qu'il a voulu laisser à la jeune génération, sur laquelle il fondait ses espoirs pour l'avenir du Québec : « N'ayez pas peur. N'ayez pas peur de vos rêves; n'ayez pas peur de vos ambitions. N'ayez pas peur de construire une société qui soit à l'image de vos ambitions. N'ayez pas peur des obstacles que vous trouverez sur votre route. N'ayez pas peur de rêver ».

Économiste de renom, professeur respecté et haut fonctionnaire influent, Jacques Parizeau a laissé au Québec un immense héritage économique. Il a joué un rôle clé dans la nationalisation de l'électricité en plus de contribuer à la création des grandes institutions économiques du Québec : Régie des rentes, Société générale de financement et Caisse de dépôt et placement du Québec. La Caisse a rebaptisé l'édifice Jacques-Parizeau son principal bureau à Montréal, en hommage à ce grand Québécois pour sa contribution exceptionnelle à l'économie du Québec.

La situation de l'édifice Jacques-Parizeau sur la place Jean-Paul-Riopelle, nommée en l'honneur de l'un des plus grands peintres du Québec, rappelle aussi l'énorme importance que M. Parizeau accordait à la culture. Cette importance est soulignée par la fondation de la Maison Jacques-Parizeau, lieu de création destiné aux artistes, située dans la circonscription de L'Assomption qu'il a représentée comme député. Jacques Parizeau a toujours eu cette volonté de favoriser l'accès à la culture ainsi que son développement et son rayonnement. Il décrivait la culture comme le socle de notre nation et le ciment qui unit les peuples.

Cette cérémonie fut l'une des plus stimulantes auxquelles il m'a été donné d'assister depuis longtemps. Elle m'a rappelé tout le chemin que nous avons parcouru depuis la Révolution tranquille, et aussi ce qui reste à accomplir. J'aurais aimé que M. Parizeau soit toujours là pour montrer la suite du chemin. Mais je suis persuadé que son exemple et l'énorme héritage qu'il nous a laissé soutiendront toutes celles et tous ceux qui seront nombreuses et nombreux à vouloir s'y engager.

■ **Gilbert Paquette**

Député de Rosemont (1976-1985)



La foule avant le dévoilement



Lucien Bouchard en discussion avec François Gendron



Michel Leduc, André Gaulin, Jean-François Lisée,
Jean-Paul Champagne (de dos)



Geneviève Guilbault (de dos) et Pauline Marois



Au premier rang : John R. Porter, Robert Parizeau,
Lisette Lapointe, au deuxième rang : Roger Bertrand,
Jean-Martin Aussant



Gabriel Nadeau-Dubois, François Legault, Lisette Lapointe, François Paradis, Christine St-Pierre et Joël Arseneau



Lisette Lapointe et Robert Parizeau qui dévoilent la plaque commémorative



François Gendron, Gabriel Nadeau-Dubois, Pauline Marois, François Legault, Robert Parizeau, Lisette Lapointe, John R. Porter, Jean-Pierre Charbonneau, Jules La Salle, Jean-Martin Aussant, François Paradis, Roger Bertrand, l'honorable J. Michel Doyon, Lucien Bouchard, Christine St-Pierre, Annick Bourgeau et Marie-Claire Ouellet



Caroline Simard

ENTREVUE AVEC MAKA KOTTO, DÉPUTÉ DE BOURGET (2008-2018) ET CAROLINE ST-HILAIRE

Dans *Rénover sa maison sans démolir son couple*, un livre publié par les Éditions de l'Homme qui compte 209 pages, on constate dès l'avant-propos que Maka Kotto et Caroline St-Hilaire se connaissent extrêmement bien. Ils constituent un bel exemple illustrant que les contraires s'attirent, mais peuvent perdurer.

Le sujet et les premiers chapitres ont piqué ma curiosité et j'ai souhaité poursuivre ma lecture et en savoir plus. Préoccupés par le fait qu'ils « espèrent que les gens auront autant de plaisir à les lire qu'ils en ont eu à écrire », ils affirment avec bonhomie « s'être défoulés pour chasser le méchant », ce qui rend la lecture agréable, teintée d'un sentiment de compassion.

Objectif réussi!

Qui d'entre vous était le chef ou la cheffe des rénovations, s'il y a lieu?



Caroline parce que je suis perfectionniste. Quand quelque chose ne va pas, que ce n'est pas à mon goût, je suis insatisfait.



Oui, c'était moi. C'était mon initiative, mon idée. Je me suis autoproclamée cheffe.

Dans votre livre, vous abordez la question des boîtes d'archives de Maka. Est-ce que vous avez pensé offrir des documents (et non pas des boîtes de boîtes ou de la papeterie) aux archives de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale?



(rires) J'avais avantage à conserver mes documents. Je suis en train de terminer l'écriture de ma biographie. J'ai déjà pris contact avec le responsable de Bibliothèque et Archives nationales du Québec comme j'ai occupé un poste de ministre et que j'y ai un espace réservé.



Ça a été un chapitre thérapeutique pour moi! (rires)

Vous avez été dans l'obligation de vivre à Québec, soit à distance de votre maison de campagne qui était alors en rénovation. Comment avez-vous vécu cette expérience?



C'était laborieux. Nous ne pouvions nous déplacer d'une zone à l'autre lors du premier confinement, mais c'était important de visiter le chantier. Nous avons eu des surprises comme des fenêtres ouvertes à tout vent, le chauffage laissé au maximum.



Le passage à Québec aurait pu être différent si ça n'avait été de la pandémie. Notre studio était inadéquat pour un couple vivant avec son fils. C'était étouffant. Nous n'étions pas préparés à ça.

Vous terminez le chapitre 4, intitulé « Le choix de l'entrepreneur général », par ceci : « Il faut éviter de s'emballer devant la plus basse soumission, tant qu'on n'a pas les détails tangibles et concrets de celle-ci. » Pourquoi ce conseil en particulier?



On a fait confiance à un monsieur qui avait une bonne réputation, mais, à sa décharge, la pandémie lui a joué des tours. Il faut toujours aller dans le détail, qu'on connaisse une personne ou pas. Nous n'avions pas envisagé des dégâts dans le jardin comme un chantier possible.



On s'enthousiasme quand c'est moins cher. La soumission avait l'air détaillée, mais elle ne l'était pas assez. Il faut aussi avoir un agenda, une séquence de réalisation.

Si c'était à recommencer, que feriez-vous autrement?



Déjà pour le choix de l'entrepreneur, on voudrait le connaître; on se lierait d'amitié et on l'étudierait.



L'erreur qu'on ne refera plus, c'est de quitter. Même si les entrepreneurs n'aiment pas ça, il faut tout suivre. C'est fondamental d'être là avant que les murs soient montés et les fils installés.

Quelles sont les trois principales qualités d'une ou d'un parlementaire qui vous ont aidés dans la réussite de votre projet de rénovation?



La diplomatie nous mène à développer un peu plus (rires), à faire attention à ce que l'on dit, à utiliser le bon ton, la façon de faire. Le parlementarisme nous apprend à formuler nos pensées pour ne pas blesser l'autre, même quand on est frustré.

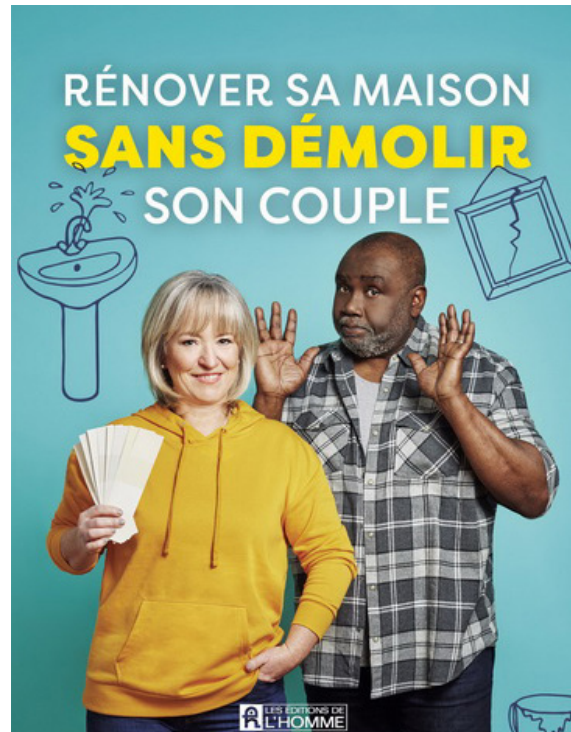


Aptitude à la communication et planification pour ramener sur la table ce que l'entrepreneur avait à faire; capacité à faire face aux surprises pour ne pas grimper dans les rideaux, puis passer immédiatement en mode solution; capacité à bien jauger un individu pour avoir une idée claire de la personne avec qui on s'embarque.

■ **Caroline Simard**

Députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

■ **Caroline St-Hilaire** a été mairesse de la Ville de Longueuil de 2009 à 2017 et députée fédérale de Longueuil–Pierre-Boucher de 1997 à 2008.

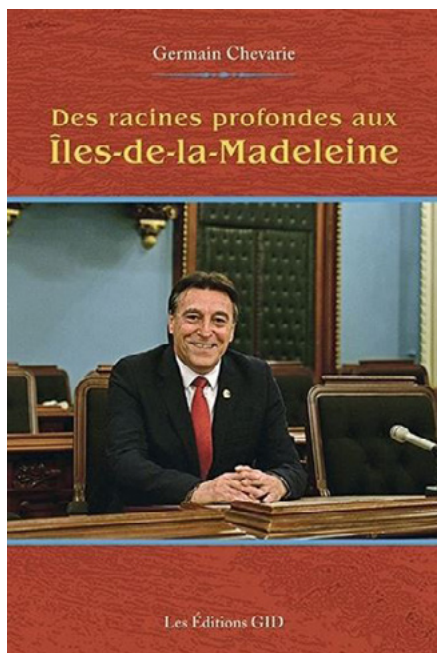




Caroline Simard

ENTREVUE AVEC GERMAIN CHEVARIE, DÉPUTÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (2008-2012 ET 2014-2018)

Ex-collègue avec lequel j'ai toujours aimé discuter, Germain est un homme de cœur, généreux et authentique, qui fait preuve d'un attachement sans frontière à son coin de pays, les Îles-de-la-Madeleine, là où il a des racines profondes. Ce fut un privilège de discuter avec lui de son premier livre *Des racines profondes aux Îles-de-la-Madeleine*, publié par Les Éditions GID. *Milesker*³, Germain!



Quand j'ai lu ton livre, je me suis posé une question. Tu as rédigé un livre vraiment très personnel, pourquoi alors cette page couverture?

La plupart des éditeurs se donnent le privilège de choisir avec l'auteur la page couverture, la photo et le titre. M. Lambert a choisi la photo. Le titre et le contenu étaient plus importants pour moi.

Quel a été l'accueil de ton livre?

Ça a beaucoup marché aux Îles-de-la-Madeleine. Les Îles ont une relation très proche avec les Maritimes puisque nous sommes des Acadiens. Une centaine de personnes étaient présentes au lancement. Deux maisons d'édition étaient intéressées.

Comment as-tu vécu ta première expérience comme auteur?

Parler de soi, faire de la politique, des discours, « placoter », c'est une chose, mais écrire sur soi, c'en est une autre. C'est assez difficile. J'aime écrire, mais là, c'était différent. Je ressentais une espèce de gêne.

C'est un livre que j'ai mis beaucoup de temps à rédiger. Je mijotais depuis 25 ans d'écrire sur mes ancêtres. Au fil du temps, j'ai ajouté d'autres chapitres à la demande de mes enfants, Michelle et Mathieu; un sur moi-même; sur la mort de ma première femme, la mère de mes enfants, puis sur ma carrière politique.

Qu'en est-il de l'état de la démocratie aux Îles-de-la-Madeleine alors que vous avez travaillé fort pour qu'elles soient une entité distincte?

La démocratie aux Îles se porte bien depuis l'octroi d'un statut particulier accordé par M. Couillard, en 2016, qui avait été précédé d'une belle contribution du Parti libéral sous la gouverne de M. Charest. Mais il faut continuer. Les rôles des sous-ministres en titre et de l'appareil gouvernemental sont fort importants pour un milieu isolé comme le nôtre, accessible par avion ou navire uniquement; bref, dans un contexte maritime. Les programmes doivent être adaptés à la communauté insulaire dans un objectif d'équité. Les statistiques démontrent que notre archipel est parmi les 100 municipalités les plus peuplées du Québec. Le gouvernement ne peut, par exemple, exiger tous les mêmes critères standardisés.

3 *Merci* en basque. Clin d'œil à Antoine Detcherri, ancêtre de Germain.

En ce qui concerne la démocratie, les Îles-de-la-Madeleine constituent un petit milieu. La seule communauté qui pourrait s'apparenter à la nôtre est la communauté autochtone. Les Madelinots ont l'impression que la terre leur appartient. C'est tout à fait naturel pour eux. C'est fréquent de voir un Madelinot utiliser la comparaison pour mieux faire comprendre ce sentiment d'appartenance quand il échange avec quelqu'un du continent. Cet esprit-là est intégré. Il ne faut pas oublier que la terre est prêtée de génération en génération. C'est pour cette raison que je tenais à écrire un chapitre sur le Québec comme nation. Pour moi, c'est le Québec d'abord... mais dans le système canadien.

Ta devise à titre de parlementaire était *Être la voix des Îles à Québec et non l'inverse*. Plusieurs années plus tard, comment demeures-tu actif?

Ma devise parlementaire me guide toujours. Compte tenu de la situation géographique particulière des

Îles, je fais acte de présence active autrement. Ça ne m'empêche pas d'être solidaire. D'ailleurs, j'espère que le candidat élu adhère au même principe, peu importe celui-ci.

Parmi les caricatures publiées à l'annexe 8 de ton livre, laquelle est ta préférée?

Celle avec Gaétan Barrette qui pointe les Îles-de-la-Madeleine sur la carte du Québec, surtout parce que je lui signifie que nous sommes un milieu insulaire. C'était dans le contexte où je négociais l'autonomie des Îles pour le réseau de la santé.

■ **Caroline Simard**

Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

« Aux Îles, c'est pas pareil! »
Leitmotiv de Germain Chevarie



Germain Chevarie et son petit-fils, Michaël, aux Îles-de-la-Madeleine



Caroline Simard

ENTREVUE AVEC FRANÇOISE DAVID, DÉPUTÉE DE GOUIN (2012-2017)

En 2019, Françoise David a reçu un appel téléphonique inattendu, celui d'une journaliste souhaitant rédiger non pas un, mais deux livres à son sujet. N'ayant encore jamais imaginé écrire sur sa personne, cette femme inspirante, des plus engagées socialement depuis un demi-siècle, hésita d'abord à répondre par l'affirmative, puis décida d'accepter avec grande gentillesse. Et par chance! J'ai eu l'occasion de découvrir un peu plus Françoise, mon ex-collègue parlementaire, de même que Françoise, la femme avec de multiples chapeaux. Je me souviendrai de notre conversation et de cette matinée. Merci de la sensibilité!

Vous avez publié en 2022 *Du cœur au combat : Françoise David en cinq temps*. Pourquoi avoir décidé de vous dévoiler ainsi à cette étape de votre vie?

C'est Lisa-Marie Gervais qui m'a approchée en 2019 pour m'annoncer que la maison d'édition Atelier 10 souhaitait lancer « Transmission », une nouvelle collection dont l'objectif est de présenter ce que des personnes d'un certain âge veulent transmettre aux plus jeunes générations. J'étais la première personne choisie par Atelier 10. La maison d'édition désirait publier deux livres en même temps, soit un livre biographique pour adultes et un livre jeunesse, dont le sujet était la marche Du pain et des roses.

Comment avez-vous réagi à cette invitation?

Au début, j'étais un peu hésitante. Je me demandais si j'étais rendue à l'âge de la transmission. Après une rencontre avec Lisa-Marie, j'ai accepté le concept proposé par Atelier 10 parce que je le trouvais intéressant et qu'elle est une journaliste sympathique et féministe que j'aime bien. Et finalement, je me suis laissé gagner par l'idée de la transmission. Il y a beaucoup de personnes qui ont

trois quarts de siècle qui ont des choses à dire. On ne dit pas aux gens : « Voici ce que j'ai fait et vous devez en faire autant! » Ce serait ridicule! Mais on peut trouver des leçons dans des expériences vécues. Autre chose : je parle au *je* dans mon livre biographique, mais aussi beaucoup au *nous*, car ce sont des milliers de femmes qui ont lutté pour leurs droits. J'y tenais!

De quelle façon vous y êtes-vous prise pour la rédaction de ces deux livres?

Pour *Du cœur au combat : Françoise David en cinq temps*, nous avons procédé par le biais de cinq très longues entrevues par Zoom. C'est un livre pandémique! Lisa-Marie me posait des questions larges et enregistrerait tout ce que je disais. Elle choisissait ensuite ce qu'elle estimait être le plus important dans les moments marquants. Après chaque entrevue, elle écrivait un texte qu'elle m'envoyait. Il y a eu



de multiples allers et retours de textes durant près d'un an. J'ai été très impliquée avec Lisa-Marie et l'éditrice adjointe jusqu'à l'impression du livre. J'ai beaucoup aimé cette expérience de rédaction.

Quant à la bande dessinée *Un grand moment dans la vie de Françoise David : la marche Du pain et des roses*, c'est Lisa-Marie qui est la principale autrice. J'ai fourni des renseignements, mais peu discuté des textes.

Pourquoi était-ce important pour vous d'écrire pour un jeune public de 9 à 13 ans?

À 9, 10, 11 ans, les jeunes ont besoin de lire des histoires qui ne parlent pas seulement de chevaliers et de princesses. Les enfants d'aujourd'hui se posent de plus en plus de questions sur le monde qui les entoure. Ils sont confrontés à des réalités diverses, évidemment sur les réseaux sociaux, mais aussi dans la rue, avec les amis et amies. Ils ont plein de questions, par exemple sur l'environnement, les rapports entre garçons et filles, etc.

C'est important pour moi que les jeunes comprennent qu'ils ont le droit de rêver et que leurs rêves peuvent devenir accessibles; qu'ils ne doivent pas rester seuls parce que c'est important d'être ensemble pour combattre les injustices et réaliser des projets. On le voit avec le cours *Éthique et culture religieuse* qui va s'appeler *Culture et citoyenneté québécoise* dès la rentrée scolaire 2023-2024 : les enfants sont mûrs pour les découvertes et le



dialogue. Quand je regarde les livres jeunesse à la bibliothèque de mon quartier — et j'en achète aussi —, je vois bien qu'une infinité de sujets sont abordés.

Quand j'ai imaginé la marche Du pain et des roses, je n'ai jamais cru en un tel succès, même dans mes rêves les plus fous. Jamais je n'aurais pensé que 18 000 personnes nous attendraient à Québec. Cette marche peut donc être une source d'inspiration pour les jeunes.

En 2022, est-ce qu'il y aurait encore lieu d'organiser une marche Du pain et des roses, comme vous l'avez fait en 1995? Si oui, pourquoi?

Oh, oui! D'ailleurs, il y a eu une très belle marche organisée le 8 mai dernier, jour de la fête des Mères, par Ma place au travail, qui revendique d'avoir plus de places en garderie — il y a 40 000 à 50 000 femmes qui ne peuvent retourner au travail après un an faute d'une place en garderie —, et par le groupe Mères au front, dont les membres se préoccupent de l'avenir de la planète en pensant à leurs enfants et petits-enfants. Elles étaient 8 000 femmes devant l'Assemblée nationale. Elles ont baptisé l'événement la marche Du pain et des forêts. J'y ai pris la parole pour rappeler la marche Du pain et des roses.

Et le 3 septembre dernier, une dizaine de milliers de jeunes ont marché pour le climat. J'ai marché avec eux en compagnie de ma petite-fille de six ans. Ce jour-là, elle m'a dit vouloir protéger la nature. Elle m'a parlé des déchets qu'elle a ramassés aux Îles avec sa maman. Elle m'a demandé pourquoi les gens marchaient; je lui ai répondu que c'était pour en alerter d'autres et qu'on verrait la marche à la télé. On a donc regardé le reportage au bulletin de nouvelles. La transmission, ça se fait aussi comme ça. C'est publier des livres et passer à l'action avec les enfants et les adolescents et adolescentes. J'aime bien ce côté bigénérationnel!

On n'a pas fini de marcher. Les jeunes vont nous demander d'être à leurs côtés pour avoir une planète viable pour eux. Il y a le défi des services publics : un système de santé malade, des écoles en difficulté, des services sociaux qui ne suffisent pas à la tâche. Et les inégalités qui se perpétuent. Il faut continuer à marcher si on en a le goût, la force, la santé.

Aujourd'hui, de quelle façon demeurez-vous engagée socialement pour la cause des femmes et la justice sociale?

Je reste engagée, mais je ne suis plus à la tête d'un mouvement féministe et c'est bien ainsi. Je peux écrire, parler, donner des entrevues. J'appuie de

bonnes causes, par exemple en matière de logement ou de droits des personnes sans statut ou réfugiées. Depuis quatre ans, je suis très engagée dans le Mouvement démocratie nouvelle, dont je suis l'une des vice-présidentes. La question de la démocratie revient à l'ordre du jour. On doit s'interroger sur notre système de représentation politique et s'organiser pour que toutes les idées soient représentées adéquatement au parlement. Des jeunes nous interpellent et nous disent qu'ils veulent travailler avec notre mouvement; c'est nouveau. Mais la démocratie, c'est aussi de décider dans nos quartiers, nos régions; ce sont les questions d'aménagement du territoire, de protection des cours d'eau; de plus en plus de citoyens et citoyennes sont impliqués et c'est excellent!

C'est ma manière de m'engager et je le fais en tenant compte de mes capacités. Je n'aurai plus jamais la vie trépidante que j'ai menée durant des années. Par contre, je continue d'avoir des amis et amies dans divers réseaux sociaux. C'est très bon pour la santé mentale. C'est chouette de rester connectée!

Dans les deux dernières années, j'ai reçu des invitations pour donner des conférences. La question qui m'a été le plus souvent posée est : « Dites-moi ce qui vous rend encore optimiste? » Je trouve que ça témoigne d'un grand désarroi, par exemple à l'égard de l'urgence climatique. On me demande de parler de mes grandes réalisations et mobilisations, d'expliquer comment on a réussi ensemble à organiser tout ça. Pour s'en inspirer, peut-être?

Votre sœur Hélène, après vous avoir rejoint à l'Assemblée nationale, vous retrouve parmi les ex-parlementaires. Quels conseils lui avez-vous donnés pour cette nouvelle étape de sa vie professionnelle?

En fait, je lui ai dit qu'elle devait commencer par dormir; par se reposer et se vider un peu l'esprit. Je le dirais à n'importe qui : c'est éreintant, fatigant, stressant, la politique! Mon premier conseil est vraiment de dormir, de prendre du temps pour soi, pour prendre l'air et même voyager, si possible. Il faut se

laisser quelques mois pour récupérer et se poser la question suivante : « Qu'est-ce que je veux faire de ma vie? » Selon l'âge, peut-être qu'une personne aura le goût d'écrire, de faire du bénévolat, d'offrir son aide à un organisme — la réponse n'est jamais non —, il y a 1 000 façons de s'occuper.

Les gens quittent souvent avec l'inquiétude de ne plus avoir une vie intéressante, mais il est rare que ça arrive quand ils ont bien fait leur travail en politique. La plupart du temps, il y a des gens qui se rappellent que telle personne était députée, ministre. Beaucoup comprennent que, quand tu es en politique, tu développes certaines compétences et qualités. Il ne faut donc pas succomber à une espèce d'affolement. Des offres viendront.

Prendre sa retraite politique ne signifie pas passer le reste de sa vie à ne rien faire. Laissez monter en vous émotivement ce qui vous tente, mais aussi ce que vous ne voulez plus jamais faire! Faites votre liste, cochez oui, cochez non, mais PRENEZ LE TEMPS.

■ **Caroline Simard**

Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

Depuis la sortie du livre jeunesse *Un grand moment dans la vie de Françoise David : la marche Du pain et des roses*, Françoise David précise que beaucoup de mamans achètent ce livre pour leurs filles. Mais elle insiste : « Il faut aussi sensibiliser les garçons. Il ne faut pas les oublier ».



QUESTIONS ET RÉPONSES À DANIEL TURP, DÉPUTÉ DE MERCIER (2003-2007)

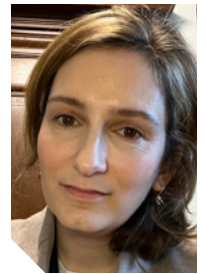
Daniel Turp a codirigé un ouvrage collectif : *Une personnalité juridique pour le Fleuve Saint-Laurent et les Fleuves du monde*, publié aux Éditions JFD, afin de pérenniser les contributions d'une vingtaine de conférenciers et conférencières qui ont participé à un webinaire le 22 juin 2020 au sujet des personnalités juridiques et des droits pour les fleuves. Curieuse d'en savoir plus sur ce que cela signifie pour le Québec, je lui ai posé ces trois questions sur ce livre de 531 pages.



Brièvement, pouvez-vous nous expliquer ce que cela apporterait de plus au fleuve Saint-Laurent d'obtenir une personnalité juridique?

La reconnaissance d'une personnalité juridique pour le fleuve impliquerait de lui attribuer des droits comme celui à la protection, à la conservation, au respect de ses cycles vitaux, à sa biodiversité naturelle et à la restauration. D'autres droits pourraient lui être conférés, comme ceux d'exister et de couler, de maintenir son intégrité, de remplir des fonctions essentielles au sein de son écosystème, de nourrir et d'être nourri par des aquifères et affluents, d'être à l'abri de toute contamination, de même que le droit à la régénération et à la restauration, et celui d'ester en justice.

Étant donné que le fleuve ne pourrait pas se représenter lui-même, la nomination de gardiens et gardiennes serait nécessaire afin d'assurer le respect de ses droits devant les instances où ses intérêts seraient discutés. Les gardiens et gardiennes du fleuve devraient être multiples et provenir tant du gouvernement, qui est déjà le gardien de l'eau, selon la [Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés](#) (RLRQ, c. C-6.2) (ci-après appelée la *Loi québécoise sur l'eau*), que des communautés riveraines, des peuples autochtones, des organisations non gouvernementales qui œuvrent déjà pour la protection du fleuve, des municipalités et de la société civile.



Alexandra Takech

Attribuer une personnalité et des droits au fleuve Saint-Laurent ne signifiera pas que les Québécois et Québécoises ne pourront plus utiliser l'eau du fleuve. Dans une perspective écocentriste, l'être humain fait aussi partie des espèces de l'écosystème du Saint-Laurent qui dépendent de ce fleuve pour leur survie. Cet être humain devra continuer d'avoir accès aux ressources du fleuve, mais d'une manière à respecter tant les droits du fleuve que le droit de survie des autres espèces.

En quoi consiste précisément la démarche pour le Québec?

La démarche privilégiée est celle de l'adoption, par l'Assemblée nationale du Québec, d'une loi qui attribuerait une personnalité juridique au fleuve Saint-Laurent, garantirait des droits à celui-ci et instituerait des mécanismes visant à assurer le respect de tels droits. Un premier projet de loi, soit la *Loi conférant des droits au fleuve Saint-Laurent* (projet de loi n° 990), a été présenté lors de la deuxième session de la 42^e législature en 2022. Pour assurer son intégration au corpus législatif québécois, ce projet de loi prévoyait en outre des modifications à la *Loi québécoise sur l'eau*, à la [Loi sur la conservation du patrimoine naturel](#) (RLRQ, c. C-61.01) et à la [Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs](#) (RLRQ, c. M-30.001).

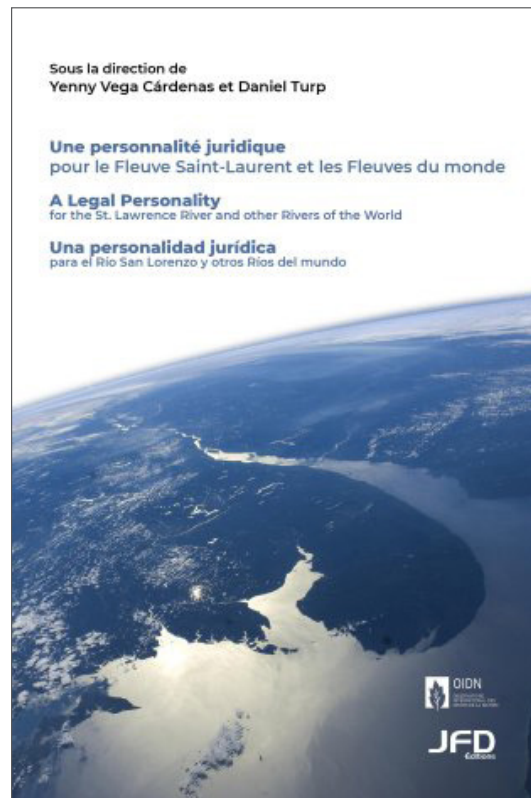
Ce projet de loi étant mort au feuillet avec la dissolution de la 42^e législature, il est à espérer qu'un nouveau projet de loi sera présenté durant la 43^e législature et qu'il pourra susciter un intérêt pour l'ensemble de la députation, y compris pour celle du parti gouvernemental. L'attribution de la personnalité juridique du fleuve et la nomination des gardiens et gardiennes contribueraient d'ailleurs à la réalisation d'objectifs formulés par François Legault dans son essai [Cap sur un Québec gagnant : le Projet Saint-Laurent](#) paru, en 2013, aux Éditions du Boréal.

Quel est votre apport dans le dossier?

C'est en ma qualité de professeur de la Faculté de droit de l'Université de Montréal et dans le cadre d'une école d'été au Costa Rica que j'ai d'abord proposé que les étudiants et étudiantes rédigent un projet de loi visant à attribuer une personnalité juridique au fleuve Saint-Laurent. Cet exercice pédagogique a été transformé en une initiative politique prise par l'[Observatoire international des droits de la nature](#) (OIDN), dont je préside le conseil d'administration, et portée par la coauteure de l'ouvrage collectif, Yenny Vega Cárdenas, et l'équipe de l'OIDN. Je continuerai de soutenir cette initiative, car le fleuve Saint-Laurent fait partie du patrimoine culturel et historique du Québec et participe de l'identité québécoise.

■ Alexandra Takech

Coordonnatrice du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec



QUESTIONS ET RÉPONSES À YVAN BORDELEAU, DÉPUTÉ DE L'ACADIE (1989-2007)

Yvan Bordeleau a publié, en 2022, un ouvrage de 320 pages aux Éditions XYZ intitulé *L'éducation à la citoyenneté guérira-t-elle la démocratie?* Reconnaisant son intérêt marqué et remarqué pour la démocratie, un sujet sur lequel il a écrit à maintes reprises à ce jour, j'ai jugé pertinent de profiter de l'occasion pour lui poser quelques questions à ce sujet.



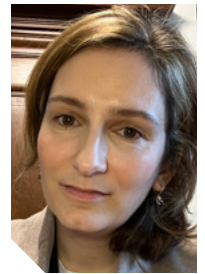
Vous avez un intérêt marqué pour la démocratie. À quand remonte-t-il?

En 2007, au moment de prendre ma retraite après 18 années de vie politique active, j'aurais assurément pu, comme de nombreux ex-collègues



députés et députées, raconter les divers événements qui ont jalonné ma carrière politique. J'ai eu l'occasion de faire amplement cet exercice dans le cadre de quatre témoignages enregistrés pour *Mémoires de députés*. Compte tenu des perceptions très critiques envers cet univers de la politique, du désintéressement et du désengagement des citoyens, de la méconnaissance du public envers cette réalité qui marque le développement de toutes les sociétés et, inévitablement, la vie de toutes et tous, j'ai alors ressenti un très grand inconfort par rapport à ce milieu dans lequel j'ai vécu plusieurs années et qui mérite certainement mieux dans l'œil du public. J'ai alors décidé de m'investir plutôt dans un sujet qui a été au cœur de ma vie de député en réfléchissant sur la démocratie et en partageant mes impressions avec mes concitoyennes et concitoyens.

Dans un premier temps, j'ai procédé à une analyse critique du fonctionnement de la démocratie avec ses institutions, ses différents acteurs politiques et ses valeurs¹. Le résultat s'est traduit dans un premier livre qui, dans mon esprit, devait être une activité unique parmi mes autres champs d'intérêt. Mais voilà que cette réflexion s'est poursuivie en abordant le rôle et les responsabilités des citoyennes et citoyens, actrices et acteurs les plus importants dans une démocratie, aux processus et aux limites des perceptions et des connaissances politiques ainsi que les habiletés nécessaires à la préparation de citoyennes et citoyens responsables². Face aux événements inquiétants de la dernière décennie qui ont mis en évidence des attaques multiples visant l'essence de la démocratie et sa très grande fragilité, je me suis donné le mandat d'analyser les nombreuses causes de cette crise de la démocratie³. Après ces diagnostics sur la santé précaire de la démocratie, je viens de publier un quatrième ouvrage portant sur un investissement plus que fondamental, soit celui de l'éducation à la citoyenneté. Ce dernier ouvrage⁴ a pour objectif de mettre sur la table des éléments de réflexion qui pourraient permettre, en y consacrant les ressources, le temps et la persévérance nécessaires, de former, avec les adaptations nécessaires aux divers niveaux de scolarisation, les jeunes élèves, les étudiantes et étudiants



Alexandra Takech

plus avancés et les adultes. Dans cette perspective à court, moyen et long terme, il s'agirait là d'un engagement constructif qui pourrait préparer notre société à s'orienter vers un meilleur avenir pour une vie démocratique plus assumée par ses citoyennes et citoyens.

Quelle est votre perception actuelle de la démocratie?

Malheureusement, encore aujourd'hui, la situation de la démocratie n'est guère réjouissante. Nous sommes quotidiennement témoins du rejet de ce qui constitue l'essence même des valeurs de la démocratie de la part de pays qui se prétendent démocratiques. La liste des sujets d'inquiétude pourrait être très longue, mais allons à l'essentiel : la montée de la radicalisation qui fait fi de la vie humaine; le manque de respect envers les différences humaines; le rejet des valeurs démocratiques et de nos institutions politiques. Avant qu'il ne soit trop tard, nous devons assumer collectivement nos responsabilités citoyennes afin de sortir la démocratie de son marasme actuel parce qu'il constitue un danger majeur pour l'avenir de toutes les sociétés démocratiques. Sans l'engagement de tous les citoyens, la vie démocratique est impossible et nous laissons alors la voie libre au populisme, aux gouvernements totalitaires, aux dictateurs.

Après 15 ans, qu'est-ce qui vous inspire encore à écrire sur ce thème?

Après avoir consacré plusieurs années de ma retraite à vouloir sensibiliser nos concitoyens aux diverses facettes de la vie démocratique, aux causes multiples de la crise actuelle de la démocratie, au

fait que nous pouvons améliorer la qualité de la vie démocratique en acceptant les responsabilités qui nous incombent quand nous avons le privilège de vivre dans une société démocratique, je crois avoir répondu le mieux possible en apportant ma modeste contribution. J'espère que les nombreuses heures investies dans la rédaction de ces ouvrages trouveront maintenant un bon accueil auprès de mes concitoyennes et concitoyens qui veulent contribuer activement à l'amélioration de notre propre démocratie et de celle des autres sociétés qui y aspirent.

Conscient du poids des années qui nous accompagnent toutes et tous, le moment est venu pour moi de prendre un certain recul, tout en continuant de me préoccuper intensément du sort et de la promotion de la démocratie...

¹ BORDELEAU, Yvan. *La démocratie, une affaire de tous : redécouvrir le vrai sens de la politique*, Montréal, Éditions Liber, 2012.

² BORDELEAU, Yvan. *Le citoyen éclairé : échapper à l'illusion des certitudes*, Éditions Liber, 2016.

³ BORDELEAU, Yvan. *La démocratie en crise : l'urgence de réagir*, Paris, L'Harmattan, 2022.

⁴ BORDELEAU, Yvan. *L'éducation à la citoyenneté guérira-t-elle la démocratie?*, Montréal, Éditions XYZ, 2022.

■ Alexandra Takech

Coordonnatrice du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec

QUESTIONS ET RÉPONSES À ALAIN PAQUET, DÉPUTÉ DE LAVAL-DES-RAPIDES (2003-2012)

Après un premier échange qui fut suffisant pour me convaincre de l'expertise approfondie et de la passion d'Alain pour l'économie en général, je l'ai invité à me faire parvenir un texte qu'il venait de rédiger. Titré « [De l'influence de la pensée macroéconomique sur la direction des politiques économiques au Québec de 1936 à 2003](#) », ce texte de 71 pages publié dans le numéro 67 de la revue *Interventions économiques* traite des approches et des influences concevables de la pensée économique sur la politique publique québécoise à partir de l'émergence du keynésianisme jusque dans les années 1960 ainsi qu'entre 1970 et 2003.

Alain, pourquoi avoir mené cette recherche sur l'influence de la pensée macroéconomique sur les orientations et les politiques économiques au Québec?

Les éditeurs de la revue *Interventions économiques*, les professeurs Christian Deblock et Michèle Rioux, dirigeaient un numéro spécial portant sur la sociologie et l'histoire de la pensée économique au Québec. Remarquant qu'à quelques exceptions près une attention plutôt limitée avait été accordée



à la contribution de l'évolution de la pensée macroéconomique sur la conception et la pratique des politiques économiques, ils m'ont invité à proposer un article en ce sens sur la base de mon cheminement professionnel combinant des fonctions de professeur-chercheur universitaire, de consultant occasionnel au Canada et à l'étranger, puis de conseiller et de décideur public en matière de politiques économiques.

à la contribution de l'évolution de la pensée macroéconomique sur la conception et la pratique des politiques économiques, ils m'ont invité à proposer un article en ce sens sur la base de mon cheminement professionnel combinant des fonctions de

Pour ma part, la formation en économie reçue aux universités Laval, au Québec, Queen's, en Ontario, et de Rochester, aux États-Unis, et de la part de professeurs marquants avait significativement contribué à ma façon d'aborder les enjeux économiques, de prioriser des avenues d'actions et d'évaluer l'à-propos de politiques. Par la suite, la réceptivité et l'ouverture d'esprit aux idées économiques des personnalités politiques avec lesquelles j'ai eu le privilège de collaborer étroitement, dont Claude Ryan et Jean Charest, ainsi que mes collègues ministres responsables des dossiers des finances et de l'économie m'ont permis de proposer et de diffuser des avenues inspirées par les connaissances de l'économie.

C'est ainsi que j'ai premièrement cherché à vérifier comment, depuis l'avènement des idées keynésiennes auxquelles se sont ajoutés d'autres courants, la pensée en macroéconomie avait fini par influencer les politiques publiques au Québec. Des travaux antérieurs avaient documenté que cela s'était produit plus rapidement au niveau fédéral qu'au niveau du gouvernement provincial, sans nécessairement expliciter quelles pouvaient en être les raisons. Puis, je me rappelle que Robert Bourassa, Raymond Garneau, Jacques Parizeau et Bernard Landry avaient été exposés à des formations économiques dans les années 1950, puis qu'ils avaient été appelés à travailler à divers titres dès les années 1960 avec des collaborateurs clés au sein de la fonction publique. Au-delà de considérations ou mouvances partisans, je montre que les orientations et les actions économiques qu'ils ont mises de l'avant ont souvent pris racine dans la formation qu'ils ont reçue et les enseignements et enseignants auxquels ils ont été exposés.

Sans faire une analyse biographique ou une étude complète de leurs contributions et décisions publiques en matière économique, je trouve que l'ensemble des acteurs considérés de 1970 à 2003 ont fait preuve d'une continuité dans les influences économiques, avec des accents particuliers, mais sans cassure, alors que les idées se sont



Caroline Simard
Présidente

graduellement transmises par étape, avec un effet cumulatif. Je discute notamment d'exemples clés de politiques économiques qu'ils ont mis en œuvre en matière de fiscalité, de la gestion des déséquilibres budgétaires, des investissements publics et d'interventionnisme.

À la suite de la lecture du texte, Pierre Lortie⁴ me faisait la remarque suivante : « Il semble que les théoriciens universitaires ont beaucoup plus d'influence qu'on ne leur prête dans l'opinion populaire ». Je pense que cela a été le cas, que c'est rassurant et qu'il faut souhaiter que l'époque des faits alternatifs qui affligent la planète ne nous le fasse pas oublier.

Les théories macroéconomiques sont-elles toujours d'actualité dans le contexte actuel, avec un taux d'emploi élevé et l'inflation grimpeante?

J'en suis profondément persuadé. Les sciences économiques ne prétendent pas avoir réponse à tout, mais elles imposent une discipline de raisonnement pour identifier les objectifs poursuivis par les agents économiques (citoyens, organisations ou gouvernements) et les contraintes auxquelles ils sont confrontés, pour ensuite réfléchir aux incitatifs auxquels ils répondent. La qualité et la profondeur du débat public ne peuvent qu'être renforcées, lorsqu'on n'essaie pas d'en faire fi, d'autant plus que les effets recherchés par les politiques publiques sont tributaires de leur crédibilité. Les citoyens et la démocratie en ressortent alors gagnants.

Par exemple, contrairement à ce que pourraient laisser croire certains cadres financiers de programmes politiques, un gouvernement ne fait rien avec rien. Autrement dit, dans le langage des économistes, nonobstant toute orientation ou couleur politique, tout gouvernement doit faire face annuellement à une contrainte budgétaire. Puis, d'une année à l'autre, les contraintes budgétaires de l'État ne sont pas indépendantes.

Les questions d'actualité que vous évoquez fournissent de bons exemples pour les connaissances macroéconomiques.

Premièrement, l'économie du travail et les théories de la croissance économique ont beaucoup à dire sur la situation économique que nous connaissons, qui est caractérisée en même temps par un taux d'emploi élevé et une pénurie répandue de la main-d'œuvre. D'excellentes études démontrent comment et jusqu'à quel point l'immigration fait partie de la solution.

Par ailleurs, l'inflation élevée qui s'est installée depuis environ un an et demi résulte de deux causes. La première découle des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement dans la foulée de la pandémie, de la guerre en Ukraine, etc. La seconde est liée au fait que les banques centrales, comme la Banque du Canada, ont dû recourir de manière provisoire à une politique monétaire qui était nécessaire pour empêcher que les économies de la planète soient affligées d'une crise financière en sus de la crise sanitaire et économique liée à la pandémie et aux mesures requises pour en limiter l'impact. La politique monétaire n'a pas d'outils pour s'attaquer à la première, mais c'est justement aux banques centrales de maintenant éponger la liquidité excédentaire qui a dû être injectée. C'est d'ailleurs ce qu'elles ont commencé à faire, peut-être un peu tardivement.

■ Caroline Simard

Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré
(2014-2018)

4 Pierre Lortie a été chef de cabinet de Raymond Garneau de 1970 à 1972. Ancien président de la Bourse de Montréal et acteur de premier plan dans le secteur privé, il a également réalisé plusieurs mandats publics gouvernementaux. Il est présentement conseiller principal chez Dentons Canada.

RÉFLEXIONS PERSONNELLES À LA SUITE LA CONFÉRENCE DU PROFESSEUR CHARLES-PHILIPPE DAVID

À l'invitation du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec (Cercle), M. Charles-Philippe David, professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal, président de l'Observatoire sur les États-Unis, fondateur et titulaire (1996-2016) de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, a présenté, lors de la rencontre du 25 mars dernier, une conférence portant sur sa vision de la démocratie et de la sécurité mondiale.

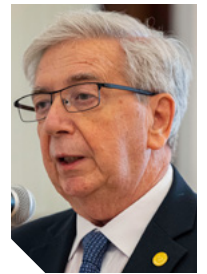
C'est avec intérêt que les membres du Cercle ont apprécié l'exposé du professeur David. Il a présenté la crise actuelle de la démocratie en référant à plusieurs événements qui constituent des manifestations malheureuses illustrant l'état inquiétant de la démocratie vécue à travers le monde : la Première et la Deuxième Guerre mondiale, les nombreux génocides, la progression du populisme, la crise que traverse la démocratie américaine et notamment la guerre et l'invasion en cours en Ukraine, menées par la Russie. Une triste réalité qui nous laisse inquiets et perplexes face à l'affaiblissement des démocraties sous la férule de dirigeants populistes et de dictateurs. La démocratie vit présentement des heures douloureuses qui nous mènent au seuil de l'hécatombe.

À la suite de cette présentation très intéressante, je me suis posé la question suivante, qui me paraît incontournable : « Comment en sommes-nous arrivés à cet état déplorable de la vie démocratique? » Si nous voulons en arriver à identifier les causes profondes de cet état de crise qui attaque les fondements mêmes de la démocratie, nous devons mieux comprendre ce qui s'est passé pour être en mesure de tenter d'améliorer le fonctionnement et d'assurer la survie de nos démocraties modernes. Prendre conscience actuellement des nombreuses formes d'éclosions antidémocratiques est très salutaire, mais il faut, de façon urgente, aller beaucoup plus loin, soit à la source de ce mal qui ronge la santé de la démocratie. Pour tous les citoyens et citoyennes, notamment les ex-parlementaires qui

valorisent la démocratie, il est urgent d'y réfléchir et d'agir!

La démocratie ne semble plus répondre adéquatement aux besoins et aux attentes de la population alors que nous observons une méconnaissance et un désintérêt de tout ce qui entoure les processus de fonctionnement des institutions démocratiques et les rôles et responsabilités de tous les acteurs politiques : les hommes et les femmes politiques, les journalistes et les citoyens eux-mêmes en tant que partie prenante la plus importante dans toutes les sociétés démocratiques. Soulignons un certain nombre de ces comportements qui illustrent concrètement la crise actuelle de la démocratie, voire un désengagement civique tel qu'il devrait affecter sérieusement tous ceux et toutes celles qui ont consacré un certain nombre d'années à la vie politique :

- l'incompréhension et la perte de confiance dans les institutions démocratiques, soit l'assemblée parlementaire, le gouvernement, l'opposition et les partis politiques;
- la méconnaissance du rôle et des responsabilités de chacun des acteurs politiques, soit les députés, les journalistes et les citoyens;
- l'accroissement de l'absentéisme lors des consultations électorales, particulièrement chez les jeunes;
- le respect manifesté par les parlementaires à l'égard du mandat que les électeurs ont confié à leurs représentants élus ou députés de les représenter dans les instances démocratiques et de parler en leur nom;
- le contact étroit que les élus doivent entretenir avec leurs commettants pour être toujours pertinents dans leur mission de représentation;
- le temps nécessaire pour informer les citoyens, échanger avec eux et leur expliquer les enjeux sur lesquels les parlementaires se penchent;



Yvan Bordeleau

- les écarts des médias d'information et des journalistes au regard de leur niveau de respect, de leur mission, de leur rôle et de leur responsabilité sociale en contexte de démocratie;
- la qualité discutable de l'information transmise aux citoyens par les médias d'information, ce qui ne favorise pas nécessairement une bonne compréhension de la complexité des enjeux et des dossiers que les gouvernements ont à traiter;
- la responsabilité qu'ont les médias d'information et les journalistes de bien informer les citoyens pour qu'ils développent leur compétence civique en devenant des citoyens éclairés capables de contribuer positivement à l'essor de leur communauté;
- le très grand cynisme de la population envers tout ce qui concerne l'environnement politique;
- la perception négative et les préjugés de la population quant à l'intégrité et à l'honnêteté des politiciens;
- les jugements accusateurs, les préjugés et le manque de respect pour ceux et celles qui acceptent de consacrer une partie de leur vie à représenter leurs citoyens et à travailler pour le bien de la collectivité;
- le manque de curiosité, d'esprit critique et de compétence civique des citoyens quant aux grands enjeux politiques qui animent les diverses facettes de leur propre vie en collectivité;
- le rééquilibrage de l'exigence accrue de la part des citoyens quant au respect de leurs droits par rapport au peu d'empressement des citoyens à assumer leurs devoirs civils et politiques.

Il est compréhensible que les acteurs du monde politique doivent souvent répondre à des besoins d'urgence pour tenter d'éteindre les feux qui mettent en danger le respect de la démocratie. Cependant, il est tout aussi urgent, si nous souhaitons bâtir pour l'avenir des sociétés démocratiques plus saines et plus dynamiques, de nous préoccuper d'agir en amont des nombreuses manifestations inacceptables présentes dans la crise actuelle de la démocratie, de nous pencher sur l'importance des valeurs mises de l'avant en démocratie et sur

leur acceptation effective par chaque citoyen. De plus, le fait d'être un citoyen responsable vivant en démocratie doit signifier que nous avons tous individuellement un rôle à accepter et des responsabilités citoyennes à assumer dans nos collectivités respectives. Nous avons également la responsabilité de préparer les jeunes, les moins jeunes et les adultes à devenir des citoyens responsables en mesure de contribuer, avec leurs concitoyens, à bâtir et à entretenir nos milieux sains de vie démocratique de telle sorte que nous pourrions laisser en héritage aux générations futures des démocraties plus dynamiques et plus respectueuses.

Permettez-moi de mentionner que, depuis ma retraite de la politique active, en 2007, je me suis consacré à beaucoup réfléchir sur les diverses composantes de la crise de la démocratie, ses multiples causes et les actions à entreprendre pour tenter de remettre la démocratie en meilleure santé en retournant à la source des valeurs qui constituent, dans son essence, la démocratie. C'est seulement de cette façon que nous pourrions recommencer à construire des sociétés démocratiques sur des assises solides, incontournables et garantes de changements positifs pour l'avenir de la démocratie :

- Quelles sont les valeurs fondamentales qui servent de ferment dans l'édification de toute société démocratique?
- Doit-on retenir que vivre en démocratie implique pour toute personne d'assumer dans sa collectivité une responsabilité citoyenne qui lui permettra, ainsi qu'à ses concitoyens, de se développer personnellement tout en contribuant au développement de sa communauté?
- Comment approcher la formation des citoyens en ayant comme objectif de mieux préparer les citoyens actuels et futurs pour en faire des personnes matures sur les plans des capacités personnelles et de la maîtrise de l'organisation de la vie en démocratie?
- Que pouvons-nous faire pour ne pas oublier que la démocratie ne pourra jamais être plus forte que la qualité des hommes et des femmes qui l'animent quotidiennement, et ce, peu importe le rôle que chacun de nous occupe dans la société?

- En misant sur le capital humain, est-ce que cette éducation à la citoyenneté nous permettra d'espérer que la démocratie pourra vivre des lendemains meilleurs?

Après plus de 18 années en politique active, je me suis autorisé à réfléchir à cette question de la crise de la démocratie qui me préoccupe sérieusement, mais surtout sur les mesures à prendre pour espérer sortir de cet état moribond. J'ai publié plusieurs ouvrages sur cette question, ils pourraient intéresser celles et ceux qui sont aussi préoccupés que moi quant à l'avenir de la démocratie à travers le monde :

BORDELEAU, Yvan. *La démocratie, une affaire de tous : redécouvrir le vrai sens de la politique*, Montréal, Éditions Liber, 2012.

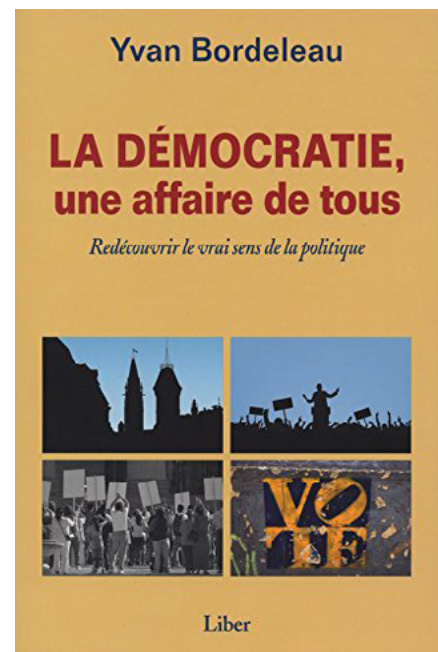
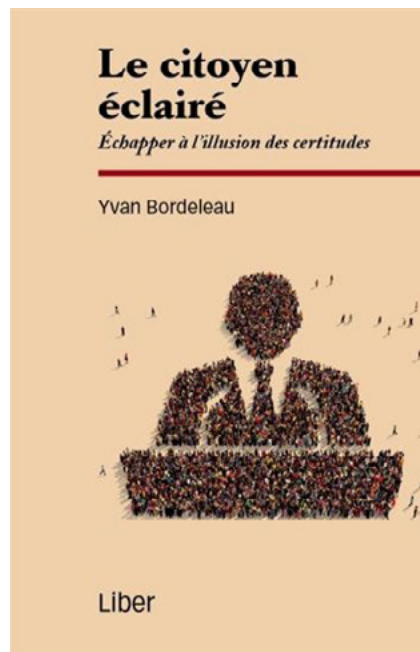
BORDELEAU, Yvan. *Le citoyen éclairé : échapper à l'illusion des certitudes*, Montréal, Éditions Liber, 2016.

* BORDELEAU, Yvan. *La crise de la démocratie : enjeux et responsabilités*, Montréal, BouquinBec, 2021.

BORDELEAU, Yvan. *L'éducation à la citoyenneté guérira-t-elle la démocratie?*, Montréal, Éditions XYZ, 2022.

* Publié à l'été 2022, à Paris, aux éditions L'Harmattan, sous le titre *La démocratie en crise : l'urgence de réagir*.

- **Yvan Bordeleau**
Député de l'Acadie
(1989-2007)



RETOUR SUR L'EXPOSITION *DRÔLES D'ÉTATS*



Du 4 mai au 26 juin 2022, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a présenté *Drôles d'états*, une exposition proposant une incursion dans le quotidien de plus de 80 parlementaires qui ont marqué la vie démocratique québécoise. À travers les photographies, l'exposition évoquait l'intimité d'un domicile familial et brossait le portrait de l'humain derrière la ou le parlementaire, bien au-delà de l'idée habituelle que l'on se fait du rôle d'élue et d'élue.

À la suite de l'inauguration grand public de l'exposition, une table ronde d'ouverture, réalisée en collaboration avec BAnQ et la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ), a été présentée dans l'agora du pavillon d'accueil de l'Assemblée nationale, le 4 mai 2022.

Organisée par la SOPPOQ, la table ronde avait pour thème *Pourquoi collectionner des objets du patrimoine politique?* et a réuni deux ex-députés, soit :

M. Dave Turcotte, député de Saint-Jean de 2008 à 2018, à titre de collectionneur;

M^{me} Marie Grégoire, députée de Berthier de 2002 à 2003, à titre d'animatrice et de présidente-directrice générale de BAnQ.

Ils ont eu le plaisir de s'entretenir avec M. Alain Lavigne, collectionneur et professeur titulaire à l'Université Laval.

M. Matthias Rioux, député de Matane de 1994 à 2003, y était également à titre de président de la SOPPOQ.

À cette occasion, MM. Turcotte et Lavigne ont pu échanger sur leur collection d'objets politiques et l'importance de celles-ci. En effet, pour ses deux collectionneurs, les objets permettent d'humaniser les parlementaires et sont un moyen utile pour garder leur legs vivant.

Pour ne rien manquer des prochaines activités organisées à l'Assemblée nationale qui interpellent les ex-parlementaires, vous pouvez consulter les pages Facebook et LinkedIn du Cercle.

<https://www.facebook.com/cepanq>

<https://www.linkedin.com/company/cepanq/>

VOICI QUELQUES PHOTOS PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE CETTE EXPOSITION



Maurice Duplessis à la clinique de réhabilitation, 1951 (premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959)

Source : Photographe : Claude Décarie, Archives nationales à Montréal, Fonds du ministère de la Culture et des Communications, série Office du film du Québec



Visite des duchesses du carnaval au premier ministre Jean-Jacques Bertrand, février 1970 (premier ministre du Québec de 1968 à 1970)

Source : Photographe : Jules Rochon, Archives nationales à Québec, Fonds ministère des Communications



Robert Bourassa à la Baie-James, 1971 (Robert Bourassa, père du développement hydroélectrique de la Baie-James et premier ministre du Québec de 1970 à 1976 et de 1985 à 1994)

Source : Photographe : Jean-Claude Angers, Archives nationales à Québec, Fonds Jean-Claude Angers



René Lévesque au distributeur de cigarettes de l'hôtel Paul Baillargeon, 1984 (premier ministre du Québec de 1976 à 1985)

Source : Daniel Lessard, Archives nationales à Québec, Fonds ministère des Communications



Dévoilement du monument en hommage aux femmes en politique : Pauline Marois, première femme première ministre du Québec rappelle la longue marche des pionnières, 2012 (première ministre de 2012 à 2014)

Source : Photographe : Patrick Lachance, Archives nationales à Québec, Fonds ministère du Conseil exécutif

VOICI UNE SÉLECTION DE PHOTOS DE LA TABLE RONDE PRÉSENTÉE LE 4 MAI À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Julien Saguez

Matthias Rioux, président de la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ)



Julien Saguez

Dave Turcotte, Marie Grégoire et Alain Lavigne



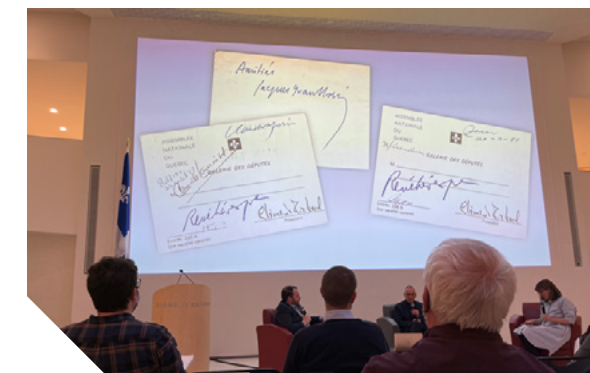
Julien Saguez

Dave Turcotte et Alain Lavigne exposant des objets de leur collection



Julien Saguez

Dave Turcotte et Alain Lavigne discutant de leur collection d'objets



Cartes d'accès à la galerie des députés signées par Claude Morin, René Lévesque, Clément Richard, Camille Laurin et Jacques-Yvan Morin



Julien Saguez

Objets exposés par Dave Turcotte : souliers de Pauline Marois portés le soir de son élection (2012) à titre de première ministre; pipe de Marcel Léger, député de LaFontaine (1970 à 1985)

LA FONDATION JEAN-CHARLES-BONENFANT EN 2021-2022

Après une année nécessairement un peu au ralenti à cause du contexte pandémique, la Fondation Jean-Charles-Bonenfant a repris la majorité de ses activités en 2021-2022, en particulier grâce au dynamisme de ceux et celles qui y travaillent et que nous tenons à remercier.

Le programme de stages parlementaires est en quelque sorte le programme-phare de la Fondation. Il permet à cinq personnes issues de nos universités de passer une année à l'Assemblée nationale, chacune étant jumelée à deux députés, soit un premier à l'automne et un second à l'hiver. Le stage se termine normalement par une mission à l'étranger et la rédaction d'un mémoire. Le contexte le permettant de nouveau cette année, les cinq stagiaires se sont envolés pour l'Espagne en mai pour une série de rencontres avec des représentants élus, des professeurs d'université, des membres de la

fonction publique et des acteurs du milieu journalistique à Madrid, Bilbao et Barcelone afin d'étudier le système politique espagnol et de le comparer au système fédéral canadien.

Les activités habituelles du programme *Vox Populi : Ta démocratie à l'école!* ont aussi pu reprendre leur rythme normal. Entre autres, plus d'une centaine d'écoles ont reçu la visite d'un membre de l'équipe de formation et 1160 élèves ont été formés. À l'époque où nous vivons, qui est malheureusement caractérisée par un recul global de la démocratie dans le monde, on ne peut que se réjouir que la Fondation développe ainsi le sentiment démocratique chez des jeunes.

Concernant les questions financières, la campagne de financement mise en route l'an dernier se poursuit et nous sommes confiants que de nouveaux partenaires se joindront à la Fondation. En raison du contexte pandémique qui a limité plusieurs activités, le budget 2021-2022 affiche un surplus. Il faut en outre noter que le budget 2022-2023 approuvé par le conseil d'administration, qui contient une subvention de 50 000 \$ du Secrétariat à la jeunesse, permet un meilleur appui aux stagiaires et le développement de quelques nouvelles activités.

Nous voulons souligner en terminant que la Fondation souhaite mettre sur pied un programme d'appui par les ex-parlementaires qui seraient appelés à verser une modeste contribution annuelle. Considérant l'importance de la mission démocratique de la Fondation, nous appuyons fortement cette idée et nous sommes convaincus qu'un grand nombre d'ex-parlementaires verront positivement cette initiative.



Sur la photo : stagiaires 2020-2021 et 2021-2022 de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant en compagnie de Samuel Poulin, Michel Pigeon, Raymond Brouillet, Maryse Gaudreault, du personnel de l'Assemblée nationale du Québec et des membres du conseil d'administration

■ **Michel Pigeon**
Député de Charlesbourg
(2008-2012)

■ **Raymond Brouillet**
Député de Chauveau
(1994-2003)



COMMENT APPUYER LA FONDATION JEAN-CHARLES BONENFANT?

En ligne

Visitez le www.fondationbonenfant.qc.ca/don pour donner en ligne.

Envoi postal

Faites parvenir votre chèque à l'ordre de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, à l'adresse :

Fondation Jean-Charles-Bonenfant
1020, rue des Parlementaires, 7^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Un reçu fiscal vous sera remis pour un don supérieur à 25 \$.

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION JEAN-CHARLES BONENFANT

Afin de pourvoir des postes au sein de son conseil d'administration, la Fondation Jean-Charles-Bonenfant est à la recherche de trois personnes qui désirent s'engager pour l'éducation à la démocratie.

Notre mission est de favoriser et de promouvoir les connaissances sur les institutions politiques et parlementaires. Pour y parvenir, nous apportons un soutien financier à des personnes et à des organismes qui s'intéressent à la vie démocratique.

Profil recherché

La Fondation souhaite recevoir la candidature de personnes motivées, qui ont une réelle volonté de s'investir pour la cause. Vous avez de l'expérience dans les domaines de la gouvernance, de la philanthropie ou de la recherche de financement? C'est encore mieux!

Implication et responsabilités

Le conseil d'administration tient un minimum de deux rencontres par année et peut être appelé à siéger lors de séances extraordinaires. Ses membres participent à l'élaboration des orientations stratégiques de la Fondation, s'assurent du suivi du plan d'action et veillent à la saine gouvernance de l'organisme.

Notre mission vous intéresse? Soumettez votre candidature en nous faisant parvenir les documents suivants :

- une lettre de motivation dans laquelle sont énoncées :
- les raisons de votre intérêt à devenir membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant,
- la manière dont votre expérience et vos compétences seraient mises à contribution dans l'accomplissement de la mission de la Fondation,
- votre vision pour la Fondation et ses activités;
- votre curriculum vitae.

Pour soumettre votre candidature ou obtenir plus d'information

M. Mathew Lagacé, secrétaire-trésorier

fondationfjcb@assnat.qc.ca

418 643-1992, poste 70356

www.fondationbonenfant.qc.ca



Monique Richard

CULTURES À PARTAGER – MOT DE LA PRÉSIDENTE



FONDATION DES
PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS
CULTURES À PARTAGER

DES PARTENARIATS MOBILISATEURS

L'année 2021-2022, toujours à l'enseigne de certaines mesures de santé publique, nous a quand même permis de travailler à la mise en place de partenariats que nous souhaitons établir depuis un moment.

Nous avons d'abord conclu une entente avec la *Fondation Paul Gérin-Lajoie*.

Nos deux organisations partagent des valeurs et des champs d'action puisqu'elles interviennent en appui à des besoins en éducation, particulièrement dans des pays de l'Afrique francophone.

La Fondation Paul Gérin-Lajoie a maintenant sept bureaux à travers le monde, financés par Affaires mondiales Canada, soit six en Afrique et un en Haïti. Elle aide, entre autres, au développement de bibliothèques et met l'accent sur la formation des filles et la formation professionnelle et technique.

Cultures à partager, pour sa part, se consacre essentiellement à l'envoi de livres pour contribuer à la scolarisation des jeunes et, à l'occasion, des adultes. Les envois se font sur la base de commandes précises des pays demandeurs. Ce sont des milliers de livres qui comblent chaque année les besoins exprimés.

Il se trouve que les deux fondations interviennent parfois dans les mêmes pays. Elles partagent également une même philosophie d'intervention, soit de

« faire vivre l'histoire et l'expérience africaines » — d'où l'idée d'unir nos forces et d'élaborer un projet commun.

C'est pourquoi nous avons convenu de travailler ensemble :

- à la rédaction d'un **protocole global** de collaboration. Ce protocole est en voie d'être finalisé après avoir été discuté par les parties et adapté à leurs réalités respectives.
- à l'élaboration d'un **projet pilote** dans un ou deux pays, par exemple pour y **établir une bibliothèque**. Dans les faits, un premier projet est en voie de réalisation en **République démocratique du Congo**, avec l'école Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, dans la ville de Beni.
- à l'analyse d'un **projet de bibliothèques « hybrides »** mettant à profit les modes virtuel et présentiel afin que les apprentissages puissent s'appuyer sur du matériel pédagogique présenté en classe ou transmis en ligne sur des tablettes électroniques. Un partenariat avec l'organisme Éducateurs sans frontières est envisagé.
- à un **projet ad hoc avec le Sénégal**, ce projet s'étant matérialisé par l'envoi de plusieurs milliers de livres à la suite du décès de leur propriétaire qui avait pris l'engagement de les donner à ce pays.

« RECONSTRUIRE HAÏTI PAR LE LIVRE »

Ce projet est rendu possible grâce à la collaboration de plusieurs partenaires : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le ministère de la Culture et des Communications, la Fondation des parlementaires québécois – Cultures à partager et l'organisme Partenariat pour le développement des communautés, lequel est à l'origine de cette association.

À l'occasion de ce projet, la participation de la Fondation des parlementaires québécois a consisté à mettre en place, avec BAnQ, une collecte de 40 000 livres à faire parvenir en Haïti, une opération qui a été menée entre les mois de mai et d'août 2022.

Ce don de livres permettra d'appuyer l'effort de la Bibliothèque nationale d'Haïti pour reconstituer son fonds documentaire et les collections de bibliothèques touchées par le séisme du 14 août 2021.

Quant à notre collaboration avec la Caisse Desjardins de l'Administration et des Services publics, elle a pris un nouvel élan grâce à la collaboration du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Ce partenariat a permis la mise en place d'un espace de collecte de livres à l'édifice Marie-Guyart (complexe G), à Québec, près des locaux de la Caisse Desjardins de l'Administration et des Services publics.

Cette collecte de livres a été un succès au-delà de nos espérances. Elle nous a permis, depuis le mois de novembre 2021, de récupérer quelque 392 caisses de livres tout en assurant, par une visibilité accrue, notre présence dans la ville de Québec.

Ces partenariats ont contribué à faire connaître notre mission dans des milieux de travail où la Fondation était peu connue. Ils nous permettent également de raffermir nos liens avec nos partenaires dans les pays de la francophonie où nous sommes déjà bien implantés.

■ Monique Richard

Députée de Marguerite-D'Youville (2008-2012)
Présidente de la Fondation des parlementaires
québécois – Cultures à partager

LAURÉATS ET LAURÉATES DE LA 20^E ÉDITION DES PRIX DU LIVRE POLITIQUE

Le 25 mai dernier, les Prix du livre politique 2022 ont été remis à l'Assemblée nationale.

Au cours d'une cérémonie présidée par le vice-président, M. Marc Picard, les lauréats de chaque catégorie ont été dévoilés et ont reçu la Médaille de l'Assemblée nationale. Les récipiendaires ont également obtenu une bourse à titre de lauréat ou de finaliste.



Marc Picard et Louise Harel lors de la cérémonie de remise des Prix du livre politique

« Cette année, les Prix du livre politique ont 20 ans. Au fil des ans, nous avons reçu des centaines de candidatures et avons récompensé des dizaines d'œuvres des plus pertinentes et intéressantes. Ce 20^e anniversaire des Prix permet de prendre conscience de l'importance de ce concours unique en son genre qui regroupe des ouvrages sur la politique québécoise. Les auteures et auteurs ainsi que les étudiantes et étudiants universitaires qui proposent ces écrits ont le mérite notamment de susciter des réflexions sur notre société et c'est avec grand plaisir que nous les honorons aujourd'hui », a indiqué M. Picard.

Le Prix de la présidence de l'Assemblée nationale souligne la qualité, la pertinence et l'originalité de livres traitant de la politique québécoise

Jonathan Livernois, lauréat (6 500 \$)

Entre deux feux : Parlementarisme et lettres au Québec (1763-1936)

Éditions du Boréal

Pierre Anctil, finaliste (2 000 \$)

*Antijudaïsme et influence nazie au Québec
Le cas du journal L'Action catholique (1931-1939)*

Les Presses de l'Université de Montréal

Virginie Hébert, finaliste (2 000 \$)

L'anglais en débat au Québec : mythes et cadrages

Les Presses de l'Université Laval



Par ailleurs, une table ronde ayant pour thème *L'évolution politique du Québec depuis 2002* a été organisée à l'agora du pavillon d'accueil.

Trois ex-parlementaires ont pris part aux discussions, soit M^{me} Louise Harel de même que MM. Geoffrey Kelley et Christian Lévesque. L'événement a été animé par M^{me} Marjorie Champagne.



Marjorie Champagne, Louise Harel, Geoffrey Kelley et Christian Lévesque



Louise Harel



Louise Harel (de dos), Geoffrey Kelley et Christian Lévesque

La Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec vous invite à consulter [l'exposition virtuelle](#) qui raconte l'histoire des Prix du livre politique et met en lumière ses artisans et artisanes, ses finalistes et ses personnes lauréates.



Carole Théberge

LES ARTS AU CŒUR DE QUÉBEC DEPUIS PLUS DE 50 ANS

C'est avec un plaisir sincère que je m'adresse à vous, collègues et membres du Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec. Je souhaite d'entrée de jeu saluer particulièrement celles et ceux qui ont dirigé le ministère de la Culture et des Communications depuis les années 1960, contribuant ainsi au rayonnement de la culture sous toutes ses formes ainsi qu'à l'épanouissement individuel et collectif de la population.

Poursuivant un objectif similaire, le Grand Théâtre de Québec a récemment réalisé, dans la foulée des célébrations entourant son 50^e anniversaire, un important projet rétrospectif. En effet, la maison d'édition Septentrion a publié *Le Grand Théâtre de Québec : l'histoire vivante d'une scène d'exception*, lequel témoigne du contexte politique, artistique et



social qui a donné naissance à l'organisme. Étant membre du conseil d'administration de cette institution depuis 2015 et agissant à titre de présidente de ce conseil d'administration depuis 2018, je suis immensément fière de vous présenter ce magnifique ouvrage.

Projet déterminant pour le président-directeur général du Grand Théâtre de Québec, Gaétan Morency, ce livre est le fruit de recherches approfondies et de collaborations étroites. Sous la direction de Louis Jolicœur et d'André Morency, et avec la participation de 16 auteurs invités, dont Robert Lepage, il présente le Grand Théâtre de sa genèse à

aujourd'hui; de sa majestueuse murale créée par Jordi Bonet lors de la construction jusqu'à la réalisation récente de son ingénieux écrin de verre, en passant par sa programmation pluridisciplinaire et son audacieux mandat de diffusion des arts numériques.

Pour l'équipe du Grand Théâtre et moi-même, il s'agissait donc de mettre en exergue un pan important de l'histoire de notre capitale et d'offrir un legs substantiel aux citoyennes et citoyens ainsi qu'aux artisanes et artisans. Des thèmes tels que l'histoire, l'architecture et la politique, sans oublier les différentes disciplines des arts vivants, y sont abordés au fil des 396 pages richement illustrées. Vous découvrirez les faits saillants qui ont jalonné le parcours de cette institution qui a agi comme témoin et acteur incontournable de la vie culturelle régionale depuis son inauguration en 1971.

Parmi les moments marquants, notons les spectacles d'Harmonium, de Starmania et de Genesis, ceux de Miles Davis, de Keith Jarrett et de Diane Dufresne ainsi que la compétition amicale entre Jean Lapointe et Yvon Deschamps, qui rivalisaient pour y offrir le plus grand nombre de représentations.



Ce ne sont que quelques exemples puisqu'en 50 ans, le Grand Théâtre a présenté plus de 5 000 créations et plus de 15 000 représentations dans toutes les disciplines des arts de la scène, touchant ainsi au-delà de 15 millions de spectateurs de tout acabit.

Saviez-vous qu'en plus de favoriser l'épanouissement culturel et de promouvoir la vie artistique dans la région, le Grand Théâtre participe à plusieurs initiatives sociales qui répondent à ses valeurs d'engagement, de collaboration, de créativité et de respect? En effet, le projet d'apiculture urbaine en



collaboration avec Alvéole, celui de jardin public avec Les Urbainculteurs et Loisirs Montcalm, de même que l'installation d'un piano public extérieur en sont des exemples. De plus, la mise en œuvre de plusieurs initiatives visant à réduire son empreinte

environnementale lui vaudra, en 2021, son accréditation Scène écoresponsable de niveau or.

Sans l'ombre d'un doute, un avenir fort prometteur se dessine pour le Grand Théâtre. Il continuera assurément de créer des moments mémorables pour le précieux public qui fréquente ses salles Louis-Frédéric et Octave-Crémazie, ses foyers et son polyvalent STUDIOTELUS.

Ce livre captivant est offert au Grand Théâtre, chez votre libraire préféré ou sur le site des éditions du [Septentrion](#).

Bonne lecture et longue vie à nos institutions culturelles!

■ **Carole Théberge**
Députée de Lévis
(2003-2007)





Dave Turcotte

FÉLIX-GABRIEL MARCHAND, LE RÉVOLUTIONNAIRE TRANQUILLE AVANT L'HEURE

En cette année du 125^e anniversaire de l'élection du premier ministre Félix-Gabriel Marchand, diverses commémorations sont organisées. En février 2023, la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ) a présenté une exposition et des conférences à l'Assemblée nationale.

De plus, le Musée virtuel d'histoire politique du Québec consacre à Marchand une exposition de plus de 225 documents et objets. Vous pouvez visiter l'exposition complète à l'adresse suivante : politiquequebec.com/marchand. En voici un résumé.

Félix-Gabriel Marchand est né le 9 janvier 1832 à Saint-Jean-sur-Richelieu. Il est élevé dans la religion de son père, mais dans la langue de sa mère. Il reçoit ses premiers enseignements en anglais, mais apprend finalement le français. Malgré quelques difficultés, Félix-Gabriel maîtrise de mieux en mieux le français, tellement qu'il le placera au cœur de sa vie professionnelle en devenant auteur et journaliste à l'âge adulte.

Félix-Gabriel épouse Hersélie Turgeon

en 1854. Le couple s'installe à Saint-Jean-sur-Richelieu, sur le domaine de Beauchamp dont Félix-Gabriel a hérité à la suite du décès de son père. De cette union, 11 enfants voient le jour, dont Gabriel, député de Saint-Jean de 1908 à 1910, et Joséphine, une des premières féministes québécoises.



Photographie de Félix-Gabriel Marchand enfant (+/- 1845)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Félix-Gabriel est reçu notaire en 1855 et ouvre une étude à Saint-Jean. Très actif au sein de la Chambre des notaires, il en est le président de 1894 à 1897. Tout au long de ses 44 ans de pratique, Félix-Gabriel a rédigé 6 324 actes. Il est d'ailleurs le seul notaire à avoir été premier ministre dans toute l'histoire du Québec.

Tout jeune, il aime déjà écrire en vers. Cependant, c'est davantage comme dramaturge que comme poète qu'il sera connu. Grandement apprécié pour son apport à la littérature québécoise, il est surnommé « notre Molière québécois » par ses contemporains, principalement en raison de son style ironique. Félix-Gabriel Marchand a reçu plusieurs honneurs, ici et ailleurs, pour ses œuvres.

Intellectuel assumé, Marchand aime transmettre ses connaissances, mais aussi son opinion. Il voit l'occasion idéale de le faire en écrivant dans plusieurs journaux. En 1883, il fonde *Le Temps de Montréal* avec Honoré Mercier. Mais son œuvre journalistique la plus marquante est la fondation du journal *Le Canada Français*, le deuxième plus vieux journal francophone d'Amérique du Nord encore publié aujourd'hui.

LE DÉPUTÉ

En 1867, Marchand est élu député de Saint-Jean. Il siège aux côtés de ses 11 collègues libéraux, derrière leur chef Henri-Gustave Joly de Lotbinière. Ils font face aux 51 députés du gouvernement conservateur du premier ministre Pierre-Joseph-Olivier Chauveau.

Lors de l'élection de 1871, Marchand est réélu sans opposition. Dans ce mandat, outre l'abolition du double mandat, il propose avec succès un amendement aux lois de chasse. Il demande également qu'on révise les lois municipales et celles sur l'agriculture.

LE MINISTRE

Le 7 juillet 1875, lors de la première élection québécoise au scrutin secret, Marchand est réélu,

mais le premier ministre conservateur Charles-Eugène Boucher de Boucherville est reporté au pouvoir. Coup de théâtre, ce dernier est démis de ses fonctions en 1878 à la suite d'un conflit avec le nouveau lieutenant-gouverneur, de tendance libérale, Luc Letellier de Saint-Just. Le libéral Joly est chargé de former un nouveau gouvernement. Marchand est



Mosaïque du cabinet du premier ministre du Canada Sir Wilfrid Laurier (23-06-1896) et du cabinet du premier ministre du Québec Félix-Gabriel Marchand (11-05-1897)
Collection Dave Turcotte

nommé secrétaire provincial.

Ce premier gouvernement libéral de l'histoire du Québec est de courte durée. Le jour même de son assermentation, le 8 mars 1878, il est défait et une élection est déclenchée.

Le 1^{er} mai 1878, sans surprise, Marchand est réélu avec une majorité accrue. Déjà minoritaires,

les libéraux se maintiennent au pouvoir par l'appui des députés conservateurs indépendants.

Reconduit dans ses fonctions, Marchand se fait le promoteur d'une mesure centrale du programme libéral : abolir le Conseil législatif. En mars 1879, le cabinet Joly est remanié et Marchand devient commissaire des Terres.

En octobre 1879, le gouvernement Joly est défait en chambre après la défection de cinq députés libéraux qui se joignent aux conservateurs. Parmi eux se trouvent le futur premier ministre Edmund James Flynn et Alexandre Chauveau, fils de l'ex-premier ministre conservateur Chauveau. Le nouveau premier ministre conservateur Joseph-Adolphe Chapleau et son cabinet sont assermentés. Marchand doit retourner dans l'opposition.

À l'élection de 1881, Marchand est réélu et le gouvernement conservateur de Chapleau est maintenu au pouvoir. Honoré Mercier, une étoile montante, succède à Joly en 1883 à la tête des troupes libérales. Il prône l'idée d'un parti national qui regrouperait toutes les forces progressistes du Québec.

L'élection de 1886 est alimentée par l'impopularité du gouvernement conservateur d'Ottawa qui a ordonné la pendaison du chef métis Louis Riel l'année précédente. Comme prédit par Mercier, le gouvernement conservateur de John Jones Ross perd l'élection. Malgré la majorité libérale, les conservateurs tentent de rester au pouvoir. Constatant son incapacité à gouverner, le premier ministre Ross démissionne finalement le 25 janvier 1887. Le conservateur Louis-Olivier Taillon est désigné premier ministre par le lieutenant-gouverneur le jour même.

LE PRÉSIDENT

Le 27 janvier 1887, au cœur de cette querelle politique, Marchand est élu président de l'Assemblée législative. Seulement trois jours après son assermentation, le gouvernement Taillon est renversé. Taillon se voit forcé de donner sa démission. Il est le premier ministre ayant eu le mandat le plus court de l'histoire du Québec. Mercier est finalement assermenté premier ministre plusieurs mois après son élection.

Marchand et le gouvernement Mercier sont facilement réélus en 1890 et Marchand est maintenu à la présidence. Il redonne du lustre et du prestige à la fonction de président et à l'Assemblée. Il le fait tout en pratiquant une gestion rigoureuse des deniers publics.

Le 21 décembre 1891, à la suite du scandale de la baie des Chaleurs, le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers destitue Mercier. Le jour même, le conservateur Boucher de Boucherville, qui a été premier ministre de 1874 à 1878, est de nouveau assermenté. Minoritaire, il déclenche une élection pour un scrutin le 8 mars 1892. Bien que Marchand soit réélu, il doit céder sa fonction de président après la réélection des conservateurs.

LE CHEF DE L'OPPOSITION

Sans chef, les libéraux se tournent vers Marchand dont la réputation d'honnêteté est reconnue. Du côté des conservateurs, les premiers ministres se succèdent et le 11 mai 1896, Edmund James Flynn est assermenté. Les libéraux mettent de l'avant la figure emblématique de Wilfrid Laurier, premier



Macaron du premier ministre Félix-Gabriel Marchand. Production Le macaronier (+/-1980) Collection Dave Turcotte

français à devenir premier ministre du Canada. D'ailleurs, le mot d'ordre « Votez pour Marchand contre Flynn » devient « Votez pour Laurier contre Flynn ».

Le 11 mai 1897, le gouvernement conservateur est défait. Marchand fait élire 51 députés avec 53 % des votes et Flynn, 23 avec 43 %. Flynn sera le dernier chef conservateur à occuper la fonction de premier ministre dans l'histoire du Québec. Marchand est, quant à lui, le premier d'un long règne libéral ininterrompu jusqu'à l'élection de l'unioniste Maurice Duplessis en 1936.

LE PREMIER MINISTRE

Le 24 mai 1897, Félix-Gabriel Marchand est assermenté comme 11^e premier ministre du Québec. Dès l'ouverture de la Chambre, Marchand présente la politique qu'il entend mettre en œuvre afin de restaurer les finances publiques. Il soulève également le litige quant aux frontières entre le Québec



et l'Ontario et aborde la question de l'instruction publique.

Tout comme Chauveau, premier premier ministre du Québec et lui aussi homme de lettres, Marchand souhaite créer un véritable ministère de l'Instruction publique. Bien que l'Assemblée législative adopte le projet de loi, le clergé s'y oppose et réussit à le faire battre par le Conseil législatif. Marchand réplique en demandant l'abolition du Conseil législatif, sans succès.

En mai 1900, Marchand, malade et affaibli, doit cesser ses activités. De retour au travail à la fin d'août, il rechute et doit de nouveau se retirer. Il s'installe chez son gendre, le Dr Arthur Simard, où il décède le 25 septembre 1900 à l'âge de 68 ans et 8 mois. Il devient le premier premier ministre du Québec à mourir en fonction. Le Québec tout entier est en deuil de ce grand homme politique respecté de tous. Le gouvernement du Québec lui offre de grandioses funérailles d'État.

Le gouvernement Marchand est souvent associé à l'expression « Révolution tranquille Marchand », car il faudra attendre la Révolution tranquille pour que le gouvernement libéral de Jean Lesage crée enfin, en 1964, un ministère de l'Éducation au Québec et que le gouvernement unioniste de Jean-Jacques Bertrand réussisse à abolir, en 1968, le Conseil législatif. Si Marchand n'était pas décédé en fonction et avait pu poursuivre son œuvre, on peut se demander si la Révolution tranquille aurait eu lieu 60 ans plus tôt. Par sa vision politique, Félix-Gabriel Marchand était sans aucun doute un révolutionnaire tranquille avant l'heure.

■ **Dave Turcotte**

Député de Saint-Jean (2008-2018)

Photographie des milliers de citoyens rendant un dernier hommage à Félix-Gabriel Marchand devant le Parlement (28-09-1900) Archives de la ville de Québec

RENÉ LÉVESQUE, QUELQUE CHOSE COMME UN GRAND... HOMME!

L'année 2022 a marqué le 100^e anniversaire de naissance de René Lévesque. Diverses commémorations ont été organisées, dont une exposition du Musée virtuel d'histoire politique du Québec, disponible en ligne : [René Lévesque | Musée virtuel d'histoire politique du Québec \(politiquequebec.com\)](https://www.museevirtuel.qc.ca/renelavesque)

René Lévesque est né le 24 août 1922. En l'absence d'hôpital dans leur région, ses parents Diane Dionne et Dominique Lévesque doivent se rendre à l'Hôtel-Dieu de Campbellton, au Nouveau-Brunswick, pour donner naissance à leur enfant. Il est l'aîné d'une famille de quatre enfants. C'est dans la résidence familiale, située au 16, rue Mount Sorel à New Carlisle, en Gaspésie, que René Lévesque passe son enfance et une partie de son adolescence.

Après le décès de son père, sa famille déménage à Québec où il poursuit ses études au Collège Saint-Charles-Garnier. Il entreprend des études de droit à l'Université Laval qu'il abandonne pour poursuivre en journalisme. Après avoir agi comme agent de liaison et correspondant de guerre pour l'armée américaine, il travaille comme journaliste et animateur à la radio. C'est à la télévision qu'il anime sa mythique émission *Point de mire* diffusée tous les dimanches, à 23 h 15, à Radio-Canada.

Communicateur hors pair et grand démocrate, René Lévesque se lance en politique dans l'équipe du tonnerre de Jean Lesage. René Lévesque est élu député libéral de Montréal-Laurier, en 1960, avec une majorité de 129 votes. Fait inusité, il affronte un autre René Lévesque, candidat libéral indépendant. Il est réélu, en 1962 ainsi qu'en 1966, avec une majorité plus forte malgré la défaite du gouvernement libéral.

Acteur incontournable de la *Révolution tranquille*, il pilote la nationalisation de l'hydroélectricité. Dans le cabinet du premier ministre, Jean Lesage, René Lévesque est ministre des Ressources hydrauliques et ministre des Travaux publics, du 5 juillet 1960 au 28 mars 1961. Puis, il est ministre des Richesses naturelles, du 28 mars 1961 au 19 janvier 1966, et

ministre de la Famille et du Bien-être social, du 14 octobre 1965 au 16 juin 1966.

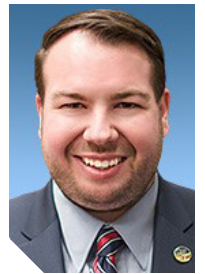
Insatisfait de l'offre constitutionnelle de son parti, il quitte le Parti libéral et fonde le Mouvement Souveraineté-Association, en 1967, puis le Parti Québécois, en 1968.

Sous la bannière du Parti Québécois, il est défait dans Laurier, en 1970, et dans Dorion, en 1973. Le 15 novembre 1976, il fait élire le premier gouvernement souverainiste de l'histoire du Québec. Comme premier ministre, on lui doit notamment l'assainissement du financement des partis politiques, l'assurance automobile, le zonage agricole et la *Charte de la langue française*.

En 1980, il demande aux Québécois, lors du référendum, le mandat de négocier un accord de souveraineté-association. Malgré cet échec crève-cœur, lors de l'élection de 1981, le Parti Québécois obtient 49,26 % des votes, le plus haut pourcentage d'appui de son histoire. Au sein de son propre cabinet, il assume l'intérim à titre de ministre des Affaires intergouvernementales, du 8 janvier au 17 février 1982, et de ministre délégué à la Condition féminine, du 27 novembre 1984 au 16 janvier 1985.

Le 20 juin 1985, René Lévesque démissionne comme président du Parti Québécois et, le 29 septembre 1985, comme député de Taillon. Il laisse la fonction de premier ministre du Québec, le 3 octobre 1985. Au total, ce dernier aura siégé à l'Assemblée nationale pendant 18 ans, 8 mois et 21 jours.

Après son départ de la vie politique, il accepte une chronique dans le Journal de Montréal et collabore à la radio, à CKAC, à l'émission *Point de vue sur l'actualité*. Il est producteur et animateur, à Télé-Métropole, de deux émissions spéciales diffusées à l'occasion du Sommet de la Francophonie, pour lesquelles il reçoit le *Prix du meilleur documentaire international de la Communauté des télévisions francophones*.



Dave Turcotte

JE ME SOUVIENS

Le 1^{er} novembre 1987, à 22 h 35, René Lévesque s'éteint dans sa résidence de L'Île-des-Sœurs, à l'âge de 65 ans et 2 mois. Le 5 novembre de la même année, il est inhumé dans le cimetière Saint-Michel, à Québec. Sur sa pierre tombale, on peut lire les mots de Félix Leclerc : « La première page de la vraie belle histoire du Québec vient de se terminer... Dorénavant, il fait partie de la courte liste des libérateurs de peuple ».

René Lévesque est le premier ministre le plus populaire dans la toponymie québécoise ex æquo avec Honoré Mercier. Selon la Commission de la toponymie, 41 lieux portent son nom. En plus de sa maison d'enfance, on compte parmi eux des

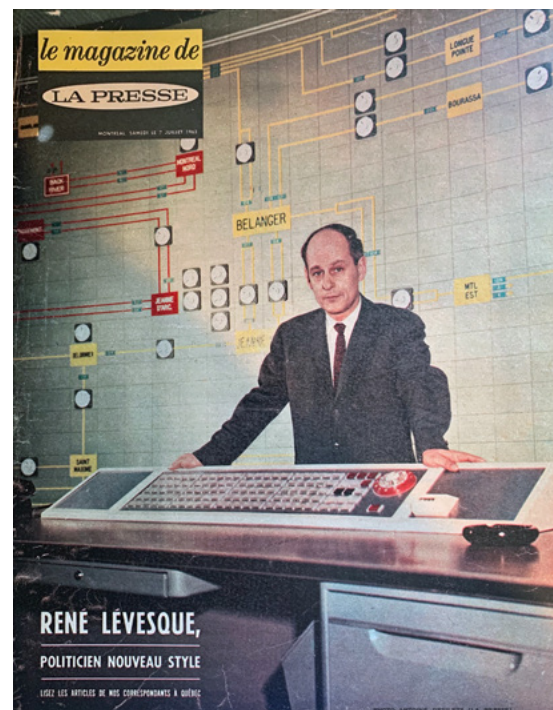
voies de communication (quinze boulevards, six rues, deux places, une autoroute, une promenade), des lieux naturels (six parcs, une rivière, un lac, une place), des lieux de loisirs (un centre communautaire, un centre sportif, un pavillon) ainsi qu'une centrale hydroélectrique, l'édifice d'Élections Québec et même une circonscription sur la Côte-Nord.

Respecté de tous, il a profondément changé le Québec. Il est peut-être quelque chose comme un grand... homme !

■ Dave Turcotte
Député de Saint-Jean (2008-2018)



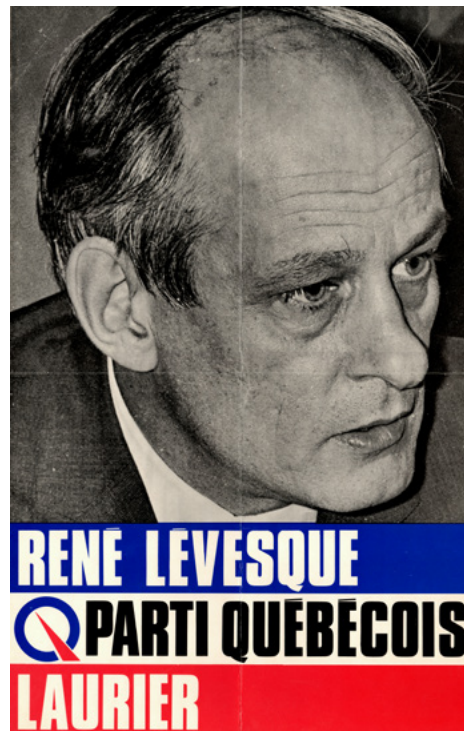
Publicité électorale du Parti libéral du Québec (1960)
Collection Partis politiques, Assemblée nationale du Québec



Une du magazine de *La Presse* (07-07-1962)
Collection Dave Turcotte



Publicité de la chronique *Point de mire* dans le journal *Dimanche-Matin* (1966) Collection Dave Turcotte



Affiche électorale de René Lévesque dans Laurier (1970) Collection Dave Turcotte



Une du journal *Montréal-Matin* (16-11-1976) Collection Dave Turcotte



Une du *Journal de Montréal* (06-11-1987) Collection Dave Turcotte

RENÉ ET LÉVESQUE : UNE EXPOSITION À NE PAS MANQUER

Le 16 novembre 2022, plus de 500 invités ont assisté à l'inauguration de l'exposition René et Lévesque au Musée de la civilisation de Québec. Pour cette occasion, M. Lucien Bouchard, premier ministre du Québec de 1996 à 2001 et député de Jonquière de 1996 à 2001, a pris la parole devant les personnes présentes. Cette exposition porte sur les moments clés de la vie de René Lévesque et sera à l'affiche du Musée jusqu'au 4 septembre 2023.



Lucien Bouchard, président d'honneur des commémorations entourant le 100^e anniversaire de naissance de René Lévesque




Les enfants de René Lévesque, les membres de la Fondation René Lévesque, des membres de Québec et le PDG du Musée de la civilisation


rené
ET
LÉVESQUE

Photos - B&O, Fonds La Presse et Fonds René Lévesque / MCC, don de la Société Radio-Canada, René Lévesque - Idem

En collaboration avec

 **Fondation René-Lévesque**

COMMENT RENÉ EST-IL DEVENU LÉVESQUE?
Jusqu'au 4 septembre 2023 - mcq.org

 **MUSÉE DE LA CIVILISATION**
Québec

ROBERT BOURASSA : L'HOMME POLITIQUE Premier ministre (1970-1976 et 1985-1994) Député de Mercier (1966-1976) et de Bertrand (1985-1994)

Le 2 octobre 2021 marquait le 25^e anniversaire du décès de Robert Bourassa. Gouvernant à une époque où des dossiers d'envergure à caractère économique et social comme le développement de la Baie-James, la Charte des droits et libertés de la personne, la Loi sur l'assurance-maladie, la réforme constitutionnelle et l'avenir de la langue française occupaient le débat public, il a laissé sa marque au Québec. Sondés par courriel pour savoir comment ils décrivent aujourd'hui l'homme politique qu'était Robert Bourassa, plusieurs membres du Cercle ont répondu par un témoignage ressenti. En voici 16 :



Collection Alain Lavigne

Mes respects, monsieur le premier ministre!

Quand j'ai reçu le courriel, un souvenir m'est revenu, celui d'un rendez-vous manqué avec Robert Bourassa. C'était en 1996.

Ce qu'on connaît moins de lui, c'est son côté humaniste. De son vivant, ses réalisations sociales n'ont pas été appréciées à leur juste valeur. Pourtant, il avait un grand souci pour les personnes plus démunies. Ceux qui l'ont connu de près parlent de sa proximité avec les gens et de sa propension à maintenir un réseau de contacts. J'en ai fait l'expérience.

Alors que j'agissais à titre de porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales et de Francophonie, la commission politique du Parti libéral m'avait confié un important mandat. Une réflexion était en cours au sein d'un groupe de travail. J'invitais des experts externes pour échanger sur leur vision du Québec dans le monde. C'est ainsi que j'ai invité Robert Bourassa à l'une de nos réunions. Il avait confirmé sa présence. Or, il ne s'est pas présenté. Quelle ne fut ma surprise quand il m'a appelée à mon bureau pour s'excuser! J'en étais très émue. Puis, il s'est engagé avec enthousiasme dans une conversation sur le rôle du Québec dans le monde à l'ère de la mondialisation. J'ai eu droit à un cours professoral sur les relations internationales comme levier de progrès économique et culturel

du Québec. Il m'a parlé de l'importance, pour le Québec, de maîtriser la mondialisation, de prendre sa place sur la scène internationale par le rayonnement de sa langue et de sa culture et par l'exportation du savoir-faire de ses entrepreneurs et des talents de ses artistes et créateurs.

À peine cet appel terminé qu'on a frappé à ma porte. C'était M. Gosselin, l'un de mes collaborateurs au bureau de circonscription. Il avait les larmes aux yeux. « M. Bourassa a été hospitalisé. Je crains que ce ne soit la fin », me dit-il, déboussolé. « Qu'est-ce que vous racontez? Il vient tout juste de m'appeler », lui répondis-je. Pour le rassurer, je l'ai conduit à la secrétaire, à qui j'ai demandé : « C'était qui, le dernier appel que vous m'avez passé? » « M. Robert Bourassa », répondit-elle. Et M. Gosselin de préciser : « Je viens d'entendre la nouvelle à la radio. » Ainsi, c'est de son lit d'hôpital, alors qu'il combattait un cancer, que M. Bourassa s'est donné la peine de m'appeler pour s'excuser pour un rendez-vous manqué. À aucun moment lors de notre entretien il ne m'a fait sentir sa souffrance. Au contraire, il parlait de l'international avec un enthousiasme débordant. Il est décédé le 2 octobre 1996.

■ **Fatima Houda-Pepin**
Députée de La Pinière (1994-2014)

Robert Bourassa, un premier ministre visionnaire pour le Québec, près et à l'écoute de ses députés tout au long de sa carrière politique, ouvert aux idées nouvelles et à les concrétiser. Que dire de ses idées énergétiques, dès les années 1970, qui placent le Québec à l'avant-scène des solutions pour faire face aux changements climatiques et, surtout, à la transformation électrique!

C'était un honneur et un plaisir de le côtoyer!

■ **France Dionne**

Députée de Kamouraska-Témiscouata
(1985-1997)

J'ai eu le privilège de rencontrer M. Robert Bourassa à quelques occasions et de le voir à l'œuvre à l'Assemblée nationale pendant quelques années.

La première fois que je l'ai rencontré, j'étais étudiant au cégep Édouard-Montpetit. C'était dans le cadre de l'élection partielle qui se tenait alors dans la circonscription de Marie-Victorin. Il avait repris la tête du Parti libéral du Québec quelques mois plus tôt. Il était venu offrir son soutien à son candidat et, après l'événement, j'ai eu l'audace d'aller lui demander de rencontrer les membres du Regroupement des étudiants souverainistes du cégep Édouard-Montpetit, convaincu qu'il allait invoquer un agenda assurément chargé pour se défilier poliment. Or, à ma grande surprise, il a candidement accepté notre invitation. Il s'est assis dans notre local, a pris le temps de nous écouter et de nous expliquer, sans la moindre condescendance, pourquoi la prospérité du Québec passait, selon lui, par son appartenance au Canada. Personne, ce jour-là, n'aura réussi à convaincre qui que ce soit de changer d'avis sur le sujet, mais je n'oublierai jamais à quel point il s'était montré accessible et avenant. J'ai alors découvert un véritable gentleman et jamais il ne m'aura, par la suite, donné le moindre motif pour m'amener à remettre en question cette impression que j'avais eue de lui au moment de cette rencontre initiale...

La deuxième fois que je l'ai rencontré, c'était alors que j'étais stagiaire de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. Il avait tout aussi gentiment accepté de rencontrer la nouvelle cohorte de stagiaires, dans la salle du Conseil des ministres, que d'aucuns



Parti libéral du Québec

appelaient alors par dérision la « soucoupe volante ». Là encore, il s'était montré très patient et affable avec les jeunes stagiaires que nous étions, prenant le temps de nous expliquer en quoi consistaient ses responsabilités et répondant généreusement à chacune de nos questions.

Par la suite, c'est à titre d'attaché politique et de conseiller parlementaire du député de Bertrand à l'Assemblée nationale, M. François Beaulne, que j'ai pu le voir de près en pleine action. C'était un véritable bonheur d'assister à certains des échanges de haut niveau de M. Bourassa, politicien posé et respectueux, avec feu M. Jacques Parizeau.

Fédéraliste convaincu, M. Bourassa n'en a pas moins toujours placé le Québec au premier rang de ses préoccupations, se méritant parfois, en retour, le mépris de vis-à-vis fédéraux. Il fait irrémédiablement partie de cette classe de politiciens dont l'engagement politique était mû par leurs convictions profondes et qui donnaient assurément à la vie publique une dignité qui lui fait trop souvent défaut.

■ **Stéphane Bergeron**

Député de Verchères (2005-2018)

Un homme d'une très grande générosité et vision d'avenir pour le Québec; un homme simple. Le Québec était sa grande passion et sa fierté; il a tout donné pour lui, y compris sa santé.

■ **Ghislain Maltais**

Député de Saguenay (1983-1994)

Un homme d'État qui priorisait la réflexion plutôt que l'impulsivité. Un choix qui semble évident aujourd'hui, mais qui, à l'occasion de plusieurs situations vécues par M. Bourassa à titre de premier ministre du Québec, s'est vu critiquer. Il s'est toutefois avéré sage pour l'évolution du Québec.

■ **André Gabias**

Député de Trois-Rivières (2003-2007)

Un homme de coeur, doux et humble, voué à sa mission qui fut celle de servir. Un grand *bonhomme!*

■ **André Harvey**

Député de Chauveau (1970-1973) et de Charlesbourg (1973-1976)

Il était mon député. Le grand souvenir que je conserve de lui est sa déclaration après la défaite du lac Meech. Sans calculer, il laissa parler son cœur.

■ **René Gauvreau**

Député de Groulx (2008-2012)

Il était un visionnaire totalement dévoué au développement et à l'amélioration de la qualité de vie du peuple québécois à l'intérieur de la fédération canadienne.

■ **Michel Tremblay**

Député de Rimouski (1985-1994)

Personne ne comprenait les Québécois mieux que Robert Bourassa, qui a pu trouver le juste équilibre entre les ambitions nationalistes et le pragmatisme du choix fédéraliste.

■ **Robert Libman**

Député de D'Arcy-McGee (1989-1994)

Pour moi, il a été un premier ministre de grande qualité qui a laissé sa marque au Québec et au Canada. M. Bourassa a été un premier ministre nationaliste québécois et fédéraliste à ses heures (loi 22 sur le français langue officielle du Québec); un très bon économiste qui a eu de la vision pour le développement hydroélectrique de la Baie-James.

■ **Émilien Pelletier**

Député de Saint-Hyacinthe (2008-2014)

Il était un homme exceptionnel; toujours à l'écoute; cherchant la vérité sur les véritables enjeux de notre société. Grand bâtisseur tout en étant réaliste tant du point de vue de la situation économique qu'économique et sociale, il se questionnait tout le temps et demandait des conseils en restant très humble vis-à-vis de ses pairs.

■ **Huguette Boucher-Bacon**

Députée de Bourget (1989-1994)

M. Bourassa était un homme d'une grande bonté, d'une intelligence rare. Il se savait à l'écoute de ses députés. J'en sais quelque chose pour l'avoir rencontré pour des dossiers difficiles. Il connaissait l'environnement politique plus que tout autre. À vrai dire, il était un homme d'exception.

■ **Charles Messier**

Député de Saint-Hyacinthe (1985-1994)

M. Bourassa aimait profondément le Québec. Il a toujours placé les intérêts des citoyens au premier rang de ses préoccupations gouvernementales. Il a également été un bâtisseur de grands projets énergétiques qui ont permis de nous démarquer sur le plan international. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il était un visionnaire et qu'il a permis au Québec de connaître une prospérité économique et sociale.

■ **Raymond Bernier**

Député de Montmorency (2003-2007, 2008-2012 et 2014-2018)

D'avoir été personnellement élu en 1985 avec l'équipe de M. Robert Bourassa a été très valorisant. Au cours de ces années, j'ai été à même de constater à quel point cet homme a été un bâtisseur pour le Québec moderne tant du point de vue économique que social. J'en suis très reconnaissant, tant pour moi que mes descendants. Cet homme s'était engagé à faire prospérer le Québec. Je suis fier d'avoir fait partie d'une équipe qui mettait l'économie au centre de ses discussions gouvernementales pour la prospérité et l'avancement de toute la nation parce que, sans cette croissance économique, la nation aurait vécu une dure réalité par rapport à sa survie.

Quand le bureau du premier ministre m'a demandé de faire un petit discours pour des Franco-Américains en congrès à Québec, mon personnel a fait des recherches et j'ai été à même de constater qu'une nation sans une économie forte est appelée à disparaître. M. Bourassa avait compris que, sans une économie forte, la nation québécoise disparaîtrait et notre langue aussi. Il était un homme de vision, un homme engagé à relever les défis pour les Québécoises et Québécois.

Nous avons été chanceux de l'avoir comme premier ministre du Québec, il a laissé sa marque. Il était un homme humble et dévoué, avec une intelligence et des connaissances remarquables. Par-dessus tout, il aimait le Québec et le peuple québécois.

Encore une fois, quelle fierté pour moi d'avoir été député avec cet homme que j'ai admiré!

■ **Jacques Tremblay**
Député d'Iberville (1985-1989)

Robert Bourassa était un fin parlementaire. J'ai assisté à je ne sais plus combien de joutes verbales entre monsieur Bourassa et mon collègue Jacques Brassard - notre leader à l'Assemblée nationale du Québec - qui étaient de véritables spectacles! Jacques était un historien et un excellent tribun. Lui et monsieur Bourassa se relançaient tantôt avec un retour sur l'histoire, tantôt avec une citation d'un homme politique - sourires en coin et avec finesse, malgré quelques coups vicieux à l'occasion. Mais ils débattaient toujours avec respect. Monsieur Bourassa n'aurait jamais dit à propos des péquistes que nous étions des ennemis qu'il fallait haïr. Malgré des divergences d'opinions marquées, il était très respectueux de ses adversaires, de la démocratie et des institutions.

■ **Pauline Marois**, première ministre (2012-2014) et députée de La Peltrie (1981-1985), de Taillon (1989-2006), de Charlevoix (2007-2012) et de Charlevoix-Côte-de-Beaupré (2012-2014)⁵

Robert Bourassa était un homme plutôt discret, espiègle, à qui je vouais un grand respect. Ses grandes réalisations ont contribué à façonner le

Québec moderne. Il a participé à bâtir une société à son image, c'est-à-dire forte, innovatrice et ouverte sur le monde. Dès son entrée en politique, cet homme visionnaire a misé sur le potentiel technologique du Québec et des régions comme moteur de développement de notre économie.

Ce grand libéral a également le mérite d'avoir toujours valorisé l'union des forces et de la concertation. Selon Robert Bourassa, il était impensable d'atteindre nos objectifs s'il n'y avait pas au départ une base solide de confiance et de collaboration. Quelle que soit l'origine ou l'allégeance politique des gens, il savait les rallier autour de projets bénéfiques pour notre société. C'était un maître dans l'art du compromis, voilà ce qui a fait de lui un rassembleur exceptionnel. Il était profondément engagé socialement et déterminé à donner aux femmes leur chance de faire valoir leurs compétences à une époque où les hommes occupaient la majorité des postes influents.

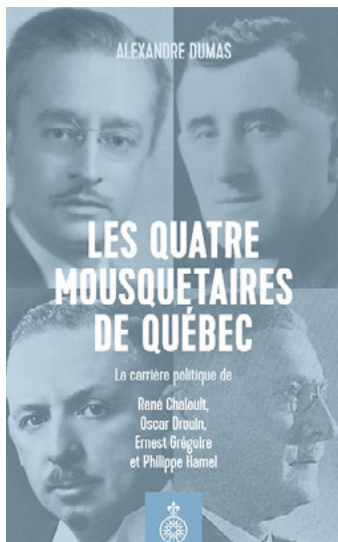
Robert Bourassa a aussi fait la différence en ce qui concerne l'intégration des immigrants. Lors des pourparlers entourant l'accord du lac Meech en 1990, il a convaincu son homologue fédéral, Brian Mulroney, de la nécessité de conclure une nouvelle entente sur l'immigration, peu importe l'issue des négociations. Malgré l'échec de l'accord du lac Meech, j'ai donc pu signer, avec Barbara McDougall, l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains en 1991. Dès lors, le Québec s'est doté du pouvoir exclusif de sélectionner, d'accueillir, de franciser et d'intégrer ses nouveaux arrivants. Cette entente, qui respecte notre caractère distinct, s'est concrétisée, encore une fois, grâce à la clairvoyance de Robert Bourassa. Il avait un talent peu commun d'habile communicateur.

Robert Bourassa aimait la politique et il maîtrisait le message. Homme de conviction, il a consacré avec noblesse sa carrière politique à défendre et à mettre de l'avant ses principes de grand humaniste.

■ **Monique Gagnon-Tremblay**
Députée de Saint-François (1985-2012)

⁵ Extrait du livre Robert Bourassa et nous de Marie Grégoire et Pierre Gince, paru aux Éditions de l'Homme (2019)

La description des ouvrages est celle des éditeurs et n'engage pas *Le Temps de parole*.

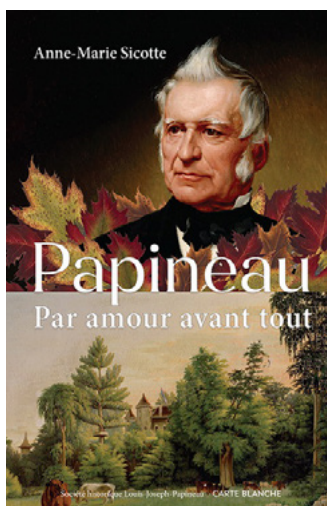


Les quatre mousquetaires de Québec. La carrière politique de René Chaloult, Oscar Drouin, Ernest Grégoire et Philippe Hamel

Par Alexandre Dumas
Septentrion, 2021, 294 pages

Nous connaissons bien Maurice Duplessis et ses opposants. Nous connaissons moins ceux qui l'ont soutenu avant de devenir ses détracteurs. L'Union nationale triomphe du Parti libéral en 1936 avec l'aide de quatre candidats vedettes qui deviendront ses adversaires acharnés. Ce sont René Chaloult, père du drapeau québécois; Oscar Drouin, grand défenseur des ouvriers; Ernest Grégoire, maire de Québec qui tente de libérer la politique municipale de toute influence occulte; et Philippe Hamel, promoteur de la nationalisation de l'électricité.

Ces quatre mousquetaires, ainsi nommés par leurs contemporains, contribuent à la première victoire de Duplessis, convaincus de sa volonté d'opérer une révolution sociale et nationale au Québec. Son abandon de leur programme électoral les conduit à former le Parti national en 1937 et à faire la lutte aux deux grandes formations politiques. Alexandre Dumas présente dans ce livre leur parcours politique et s'intéresse aux causes de leur échec.



Papineau : par amour avant tout

Par Anne-Marie Sicotte
Carte Blanche, 2021, 280 pages

Une lecture passionnante où l'auteur nous emmène dans l'intimité de Papineau : l'homme de famille, le seigneur... et même l'homme d'État toujours guidé par l'amour de la justice et de son pays. Ce livre est la première publication issue de l'enquête biographique d'envergure dans laquelle Anne-Marie Sicotte s'investit depuis des années. Papineau – Par amour avant tout est publié en collaboration avec la Société historique Louis-Joseph-Papineau dans le but de célébrer dignement le 150^e anniversaire de la mort de ce formidable patriote, le 23 septembre 1871.

Louis-Joseph Papineau a consacré sa vie, avec une immense générosité, à ses proches et au peuple dont il faisait partie. Ce livre le présente sous un jour totalement neuf, intensément humain, à l'opposé du froid personnage tissé par la légende.

L'homme derrière, Sylvain Vaugeois, un as de la gestion stratégique

Par Denis Vaugeois

Septentrion, 2020, 192 pages

« Personnage visionnaire et excessif, dans la vie comme en affaires, Sylvain Vaugeois, le créateur de la Cité du Multimédia et de la Cité du commerce électronique, est décédé comme il a vécu. De façon foudroyante. Malgré la controverse qu'ont pu soulever certaines de ses réalisations, la mort subite et prématurée de cet entrepreneur privera le Québec d'un générateur de projets économiques tout à fait exceptionnel », écrivait Jean-Philippe Décarie dans le Journal de Montréal du 27 août 2003. Sylvain Vaugeois n'était pas connu du grand public, mais il l'était de la classe politique, du monde des affaires et encore davantage du monde des médias. Il était l'homme derrière les grands projets. Il s'intéressait aux domaines les plus divers tels l'aviation, la presse écrite, le transport ferroviaire et, par-dessus tout, les nouvelles technologies. Il aimait répéter que le savoir remplacerait l'énergie comme moteur de développement. Pour lui, les jeux vidéo étaient une étape vers les technologies de l'information. Il avait vu venir les Google, Apple, Facebook et surtout Amazon.

Denis Vaugeois mène l'enquête sur cet homme d'affaires iconoclaste, comme le qualifiait le journaliste Alec Castonguay. Avec ses talents de conteur, il retrace certains épisodes de la vie de celui qui aurait pu mettre le Québec sur d'autres rails.

■ **Denis Vaugeois**, député de Trois-Rivières (1976-1985)



Guy Rocher, Tome 2 (1963-2021) Le Sociologue du Québec

Par Pierre Duchesne

Québec Amérique, 2021, 622 pages

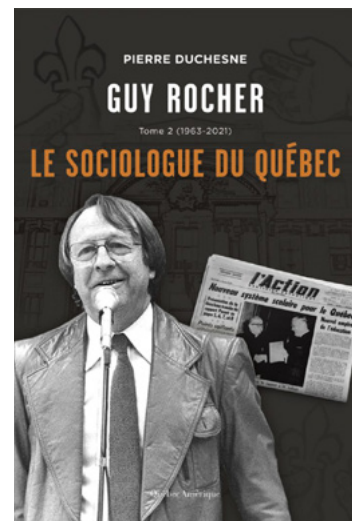
Depuis le dépôt du rapport Parent, dans les années 1960, l'apport de Guy Rocher à la société québécoise est intarissable. Entre la crise d'Octobre et le printemps érable, il est à la fois observateur et acteur. Sociologue dans la cité, le professeur d'université s'est constamment interdit de laisser ses valeurs personnelles teinter la matière qu'il enseignait.

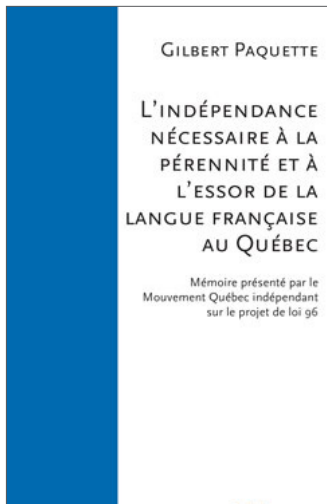
Langue, laïcité et indépendance, tel est le trinôme sur lequel se sont appuyées la pensée et les actions de cet homme. Il a contribué à chacune des plus cruciales décisions prises par le Québec moderne et à ses grands débats :

- formation des écoles secondaires publiques;
- création des cégeps;
- fondation de l'UQAM;
- rédaction de la loi 10;
- opposition au multiculturalisme de Pierre Trudeau;
- promoteur de l'idée d'indépendance du Québec;
- laïcité de l'État.

Dans une société de plus en plus polarisée où le débat cède trop souvent aux prédications tranchantes, la voix posée de Guy Rocher, celle qui porte à la délibération publique, méritait une place, méritait une biographie.

■ **Pierre Duchesne**, député de Borduas (2012-2014)





L'indépendance nécessaire à la pérennité et à l'essor de la langue française au Québec

Par Gilbert Paquette

L'Action nationale, 2022, 72 pages

Mémoire présenté par le Mouvement Québec indépendant à la Commission parlementaire de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre de la consultation générale et des auditions publiques sur le projet de loi 96.

■ **Gilbert Paquette**, député de Rosemont (1976-1985)



La Petite fille de la crèche

Par Maxime Arseneau

Les Éditions de la Francophonie, 2021, 264 pages

Élisa, je suis la personne ayant été la plus proche de toi, de tes pensées, depuis un demi-siècle. Je sais combien tes démarches, tes attentes et tes déceptions furent délicates et difficiles à vivre. Jamais tu n'aurais voulu faire de peine à Fred et Rose, tes père et mère.

Comment ils t'ont aimée et étaient fiers de toi. Combien ils furent importants pour toi. Toi, leur fille adoptive ! Rares sont les enfants naturels à avoir fait montre d'un tel attachement, d'un tel dévouement, d'un tel accompagnement, jusqu'aux tous derniers moments de l'existence de leurs parents.

Combien il t'a fallu faire preuve de patience envers les Services sociaux ! Un dossier qui avançait pouce par pouce. Puis, le point culminant, ressenti comme un deuxième abandon, deuxième rejet ! Comment tourner la page ? L'image qui me vient est celle d'une chercheuse d'or qui, pendant toutes ces années, filtre les eaux de la rivière de la vie, cherchant le trésor, le filon, celle qui lui a donné naissance...

■ **Maxime Arseneau**, député des Îles-de-la-Madeleine (1998-2008)

Debout devant l'injustice

Par Nathalie Normandeau

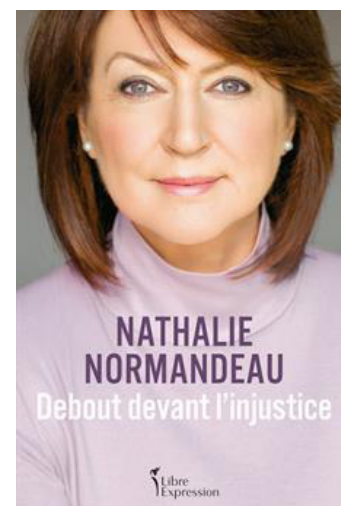
Les Éditions Libre Expression, 2021, 360 pages

Le 17 mars 2016 à 6 heures du matin, Nathalie Normandeau, ex-vice-première ministre du Québec, est arrêtée chez elle par deux enquêteurs de l'UPAC. La province reçoit cette nouvelle comme une véritable bombe.

Presque cinq ans après le début de cette saga, elle est libérée des accusations de corruption, de collusion, de fraude et d'abus de confiance qui pèsent contre elle. Pendant ces années de procédures et de démarches judiciaires, elle n'a jamais pu livrer sa version des faits et n'a jamais eu droit à un procès, pourtant réclamé. Comment le patron et les enquêteurs de l'UPAC ont-ils pu conclure à des gestes criminels ? Comment a-t-elle vécu son arrestation ? Comment a-t-elle mené son combat pour obtenir justice ? Que sait-on sur cette femme, sa vie, ses convictions, son parcours politique ?

Dans ce récit, elle raconte les épisodes les plus significatifs de son périple judiciaire et tente de comprendre comment elle s'est trouvée prise dans les mailles du filet de la police pour des crimes qu'elle aurait commis dans le cadre de ses fonctions. Selon plusieurs spécialistes, cette cause n'a aucun précédent dans les annales judiciaires du Québec et en marquera son histoire. Les autorités ont-elles voulu faire d'elle un symbole de leur lutte contre la corruption ? Pourtant, sa capacité à se tenir debout dans l'adversité a fait d'elle un tout autre symbole, celui de la résilience face aux épreuves. Ce livre traduit la vérité de Nathalie Normandeau

■ **Nathalie Normandeau**, députée de Bonaventure (1998-2011)



Le guide pratique de la voiture électrique... et plus !

Par Daniel Breton

Les Éditions de l'Homme, 2022

Vous songez à vous procurer un véhicule électrique?

Ce guide renferme TOUT ce que vous devez savoir!

Contenu pratique, accessible et complet

- Le coût d'un véhicule électrique par rapport à un véhicule à essence
- L'abc du fonctionnement et de l'achat d'un véhicule électrique
- L'abc du plein d'électricité et des bornes de recharge
- Les programmes de rabais gouvernementaux
- Le Circuit électrique, colonne vertébrale de la recharge au Québec

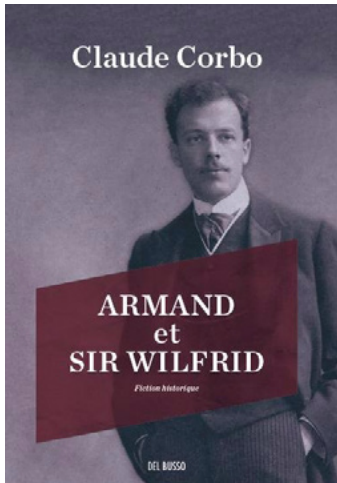
Analyse de tous les véhicules partiellement et entièrement électriques
Essais comparatifs de six véhicules électriques en été... puis en hiver!

Section science et technologie

- L'impact écologique d'un véhicule électrique vs un véhicule à essence
- Les batteries: le point sur les métaux rares et les technologies de demain
- Les véhicules lourds électriques: un secteur en pleine émergence!

■ **Daniel Breton**, député de Sainte-Marie–Saint-Jacques (2012-2014)

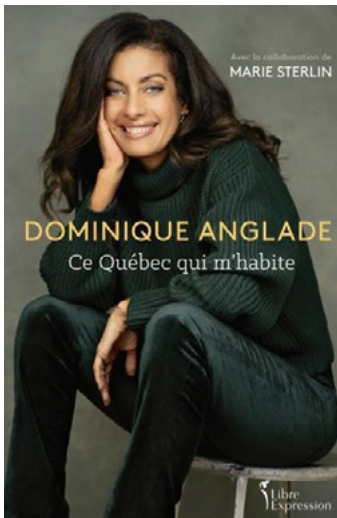




Armand et Sir Wilfrid

Par Claude Corbo
Del Busso, 2022, 274 pages

Dans cette fiction historique, Claude Corbo explore les relations de sir Wilfrid Laurier et Armand La Vergne, deux hommes incarnant des visions opposées du destin du Québec, tout en étant liés par des sentiments qui auraient pu être ceux d'un père et d'un fils.



Ce Québec qui m'habite

Par Dominique Anglade
Libre expression, 2021, 260 pages

Née au Québec de parents haïtiens, Dominique Anglade a un parcours fascinant, inspirant. Ce livre raconte avec franchise ses souvenirs d'enfance, sa jeunesse, ses séjours à l'extérieur du Québec, le drame du tremblement de terre de 2010, de même que ses nombreuses expériences personnelles et professionnelles qui lui ont permis de se rendre jusqu'à la tête du Parti libéral du Québec en 2020. Une première pour quelqu'un qui a déjà été quatre fois minoritaire : par sa langue, son sexe, son âge et son origine ethnique.

- **Dominique Anglade**, députée de Saint-Henri–Sainte-Anne (2015-2022)



Guerre froide, P.Q. – La CIA, le KGB et l'énigme québécoise

Par Jean-François Lisée
Carte blanche, 2021, 232 pages

Des agents de la CIA, du KGB, des services français et cubains ont arpenté les rues et fréquenté les bars de Montréal, avant, pendant et après les années d'effervescence du nationalisme québécois des années soixante et soixante-dix. Il y a eu, oui, des espions, des indics, des trompeurs et des trompés, des Russes et des Yankees et des Cubains et des Français. Des taupes, des vols de documents, des bombes et des incendies suspects. Des gestes illégaux. Un investissement canadien massif – en fait gigantesque – en filatures, en écoutes pour suivre à la trace tout ces étrangers suspects de vouloir infiltrer, contrôler, soudoyer autant des ministres des gouvernements du Québec que les indépendantistes violents du Front de libération du Québec ou les démocrates du Parti québécois.

- **Jean-François Lisée**, député de Rosemont (2012-2018)

Ce qui nous lie : l'indépendance pour l'environnement et nos cultures

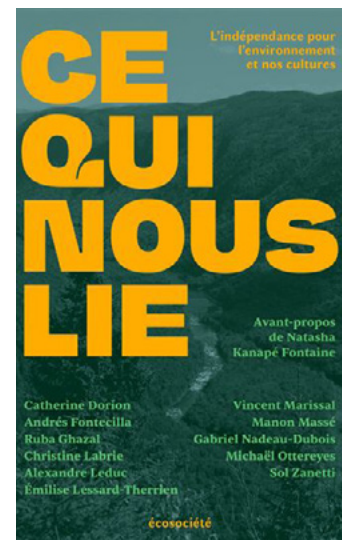
Par : Catherine Dorion, Andrés Fontecilla, Ruba Ghazal, Christine Labrie, Alexandre Leduc, Émilise Lessard-Therrien, Vincent Marissal, Manon Massé, Gabriel Nadeau-Dubois, Michaël Ottereyes et Sol Zanetti
Écosociété, 2021, 138 pages

«Il est temps de nous tourner vers ce qui nous lie. [...] Faire un pays souverain avec les peuples qui habitent ce territoire, pour moi, c'est plus que possible. C'est ce qui nous attend.» – Natasha Kanapé Fontaine

L'idée de faire du Québec un pays souverain n'est pas nouvelle. Pour renouer avec les «raisons fortes» de l'autodétermination, les autrices et auteurs de cet essai-manifeste défendent la nécessité d'articuler ce combat autour de l'écologie et de la culture. Surtout, ce projet doit être le fruit d'une lutte commune des peuples autochtones et québécois. Mais comment protéger notre territoire de l'exploitation irresponsable de ses ressources quand tant de leviers politiques nous échappent?

L'indépendance du Québec, grâce à une assemblée constituante, sera le moment fondateur d'une réelle souveraineté populaire pensée par et pour nos peuples. Il est urgent de bâtir un avenir meilleur qui tourne le dos à la destruction de la nature, aux injustices sociales et à l'érosion de nos cultures. Faire un pays pour changer le monde, en somme.

- **Catherine Dorion**, députée de Taschereau (2018-2022)
- **Andrés Fontecilla**, député de Laurier-Dorion depuis 2018
- **Ruba Ghazal**, députée de Mercier depuis 2018
- **Christine Labrie**, députée de Sherbrooke depuis 2018
- **Alexandre Leduc**, député d'Hochelega-Maisonnette depuis 2018
- **Émilise Lessard-Therrien**, députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue (2018-2022)
- **Vincent Marissal**, député de Rosemont depuis 2018
- **Manon Massé**, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques depuis 2014
- **Gabriel Nadeau-Dubois**, député de Gouin depuis 2017
- **Sol Zanetti**, député de Jean-Lesage depuis 2018



Pragmatique : quand le climat dicte l'action politique

Par : Sylvain Gaudreault
Somme toute, 2021, 152 pages

Le premier ministre François Legault le répète ad nauseam : il serait un homme pragmatique. Toutefois, l'appel à cette vertu semble surtout servir à masquer un manque d'ambition et de courage, voire de convictions quant à l'urgence de poser des gestes forts pour contrer la crise climatique. Dans la bouche de plusieurs élus, le pragmatisme devient ainsi un instrument pour opposer le développement économique et la lutte pour la sauvegarde de l'environnement. Pourtant, croissance économique, transition écologique et relance post-COVID verte et juste sont loin d'être inconciliables. Leur union peut même devenir un formidable outil pour favoriser la création de richesse et d'emplois de qualité.

- **Sylvain Gaudreault**, député de Jonquière (2017-2022)





Qu'on accuse ou qu'on s'excuse : les dessous de mon arrestation illégale

Par : Guy Ouellette

Hugo Doc, 2020, 350 pages

Un homme face à l'UPAC. Il fallait trouver un bouc émissaire. C'est lui qui a été désigné. Guy Ouellette, né le 13 décembre 1951 à Sherbrooke et retraité de la Sûreté du Québec (SQ), est un homme politique québécois, député de la circonscription de Chomedey. Élu à plusieurs reprises sous la bannière du Parti libéral du Québec, à la suite de son arrestation par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) le 25 octobre 2017, il s'est retiré du caucus libéral. Il siège dorénavant en tant que député indépendant.

L'un est commissaire de l'UPAC, l'autre est député. L'un veut transformer son unité d'enquête en corps de police. L'autre préside la commission qui en scrute la gestion. L'un a des ambitions démesurées. Par ses prises de position fermes, l'autre dérange, ce qui lui vaut d'être arrêté illégalement, sans aucune accusation. Fuites médiatiques, poursuite policière, écoute électronique, arrestations illégales, perquisitions, intimidation, filature. À partir d'informations orientées, trompeuses et incomplètes, cette trame a mené un juge à autoriser l'UPAC à piéger un député en fonction.

Les coulisses de « L'affaire Ouellette » révèlent les travers d'une concentration de pouvoirs au sein d'un système gangrené. Spécialiste des groupes de motards criminalisés, Guy Ouellette se lance en politique après trente-deux ans à la Sûreté du Québec. Reconnu pour sa rigueur et son intégrité, en 2007, il troque les tribunaux pour l'Assemblée nationale, où il se consacre à assurer la bonne gestion des deniers publics. Dans un livre-choc, il nous éclaire aujourd'hui sur les manigances de l'UPAC et la façon dont elle s'y est prise pour le neutraliser et détruire sa réputation.

■ **Guy Ouellette**, député de Chomedey (2007-2022)



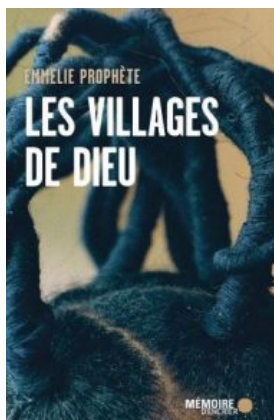
Gouverner en temps de pandémie - L'État québécois face à la crise

Ouvrage collectif

Presses de l'Université du Québec, 2022

Ouvrage qui porte sur la gouvernance en temps de pandémie ainsi que sur le rôle de l'État par rapport à la crise. Divisé en 17 chapitres, il permet de mieux comprendre la crise, ses conséquences sur les institutions, la société, l'éducation, le développement économique et les finances publiques, pour ne nommer que ces secteurs d'activité. Réjean Hébert propose le chapitre 7 : *Les personnes âgées en perte d'autonomie lors de la crise*.

■ **Réjean Hébert**, député de Saint-François (2012-2014)



Les villages de Dieu

Emmelie Prophète,
Mémoire d'encrier, 2020, 396 pages

Cette lecture est recommandée par Dany Laferrière pour comprendre les suites et le drame de l'assassinat du président d'Haïti (Jovenel Moïse) survenu en 2021. C'est en effet une lecture très éclairante sur la vie haïtienne. Nous comprenons un peu mieux ce qui se passe là-bas ou, du moins, nous pouvons l'imaginer à partir des descriptions et de l'écriture.

Ce roman offre un portrait de la vie dans les cités de Port-au-Prince, ces bidonvilles dont les noms sont très chrétiens, d'où le titre du livre. Ces cités dans la Cité portent le nom de Puissance Divine, Bethléem, Source Bénie, etc. Pourtant le diable y est très présent en raison des gangs qui changent de chef à la suite des différents assassinats successifs. Ces bidonvilles qui n'appartiennent à personne et à tout le monde, où « [l']État ne s'était jamais manifesté, ne [s'était]

jamais mêlé ». Ces endroits où n'importe quelle version des différents incidents « arrangeait tout le monde », ces endroits où tous les jeunes garçons rêvent d'être chef de gang.

C'est un pan de l'histoire d'une petite fille, Célia (Cécé), dont la grand-mère (Grand Ma) décède. Cette dernière l'a élevée à la suite du décès de sa mère, droguée et alcoolique. Célia a 20 ans. Nous découvrons la vie dans cette cité à travers les yeux d'une enfant qui devient adulte et qui observe et décrit précisément ce qui l'entoure. Elle a fréquenté l'école Les anges de la Cité, où tous les parents de la Cité et ses environs ne rêvaient que d'une chose, « que leurs enfants parlent cette langue [le français] qui permettait de dominer ». Elle y a appris à lire. Grâce aux efforts de Grand Ma, elle ira au collège mixte de Bernardin de Saint-Pierre, aussi dans la Cité, qu'elle abandonnera au décès de Grand Ma. Maintenant isolée, elle a besoin de communiquer et avoir accès à un téléphone intelligent devient une urgence.

Son caractère et ses valeurs lui permettent de survivre au décès de sa grand-mère. Tous les personnages sont décrits avec égard, sans jugement sur les liens entre chacun, le cas échéant. La misère et l'impuissance de chacun sont touchantes grâce à une description colorée, mais sans apitoiement. Les rêves de l'Amérique, ou plutôt de la Floride, sont souvent déçus, mais demeure toujours le mythe de la réussite, en apparence, possible pour chacun.

La jeune fille moderne semble s'en sortir grâce au lien affectif qui la lie à son oncle (tonton Fredo), rentré de Floride, dont elle ne connaît pas grand-chose d'autre et qui ne lui manifeste aucun intérêt. Par contre, c'est lui qui la lie à la réalité puisque, le reste du temps, elle se concentre sur son téléphone et sur ceux qui la suivent. Elle y enregistre ce qui l'intéresse en saisissant l'âme des événements. C'est son talent. Elle deviendra Cécé Laflamme. Cela constituera la clé de sa survie et de sa subsistance. L'enfant a compris comment obtenir ce qu'elle veut et devient une négociatrice et une influenceuse bien malgré elle. « C'était comme ça. Il fallait juste parler, pour être présente, j'avais furieusement besoin d'exister ».

Tout le roman plonge le lectorat dans une vie hors du temps, où les hommes et les femmes n'ont aucun avenir par manque de connaissance, d'orientation et de loi. Ils ne trouvent leur raison de vivre que dans le mythe religieux, la crainte de Dieu, la fatalité et l'instinct de survie.

Pourtant ce roman n'est pas triste. J'ai bien aimé.

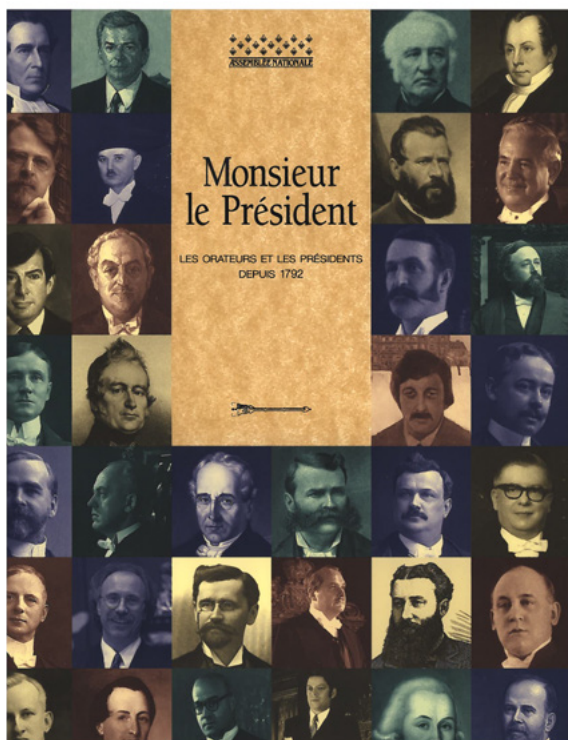


Rita Dionne-Marsolais

■ **Rita Dionne-Marsolais**
Députée de Rosemont (1994-2008)

L'ouvrage *Monsieur le Président*, illustre l'évolution des institutions parlementaires du Québec à travers la vie et la carrière des orateurs et des présidents de 1792 à 1997.

En hommage à M. Clément Richard, président de l'Assemblée nationale du Québec de 1976 à 1980, et avec l'aimable autorisation de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, nous reproduisons l'extrait concernant son passage à la présidence. (réf. page 103)



Monsieur le Président, les orateurs et les Présidents depuis 1792, Lacoursière, Jacques, Les Publications du Québec, 1997, p. 103

Le 14 décembre 1976, à l'ouverture de la première session de la trente et unième Législature, le premier ministre René Lévesque, appuyé par le chef de l'Opposition officielle, Gérard D. Levesque, propose la candidature de Clément Richard à la présidence de l'Assemblée nationale. Ce qui est accepté à l'unanimité. Le nouvel élu définit alors ainsi la tâche qu'il aura à remplir : « Gardien des privilèges de la Chambre, le président n'est pas un symbole démocratique. Il est un instrument que je juge essentiel dans le processus démocratique il est le garant de la survivance même des institutions parlementaires et par là de la liberté d'expression des représentants du peuple ».

L'avènement du Parti québécois au pouvoir amène quelques changements dans la vie parlementaire. Le lieutenant-gouverneur prononce un discours inaugural qui ne comprend aucun paragraphe en langue anglaise. Par la suite, ce discours qui ouvre la session est lu par le premier ministre ou son représentant. De plus, la prière usuelle récitée par le président au début de chaque séance est remplacée par un moment de recueillement. Enfin, un drapeau du Québec est installé à la droite du fauteuil présidentiel. Dans certains milieux anglophones, on se demande quel sera le sort de la langue anglaise à l'Assemblée nationale. Le 16 janvier 1977, sur les ondes d'une station radiophonique anglophone de Montréal, le président se porte à la défense du droit des députés anglophones de l'Opposition de parler leur langue maternelle lors de leurs interventions en Chambre. Il précise qu'il se veut le défenseur de l'Opposition. « Je ne suis pas certain que l'Opposition dispose maintenant de tous les droits dont elle devrait disposer. La majorité pourrait véritablement empêcher l'Opposition de se faire entendre et mon devoir le plus important est de permettre à celle-ci d'exprimer librement ce qu'elle désire ».

Ce désir de « protéger » l'Opposition crée un incident lors de la séance du 29 novembre 1978. Durant la période des questions qui, depuis le 21 juin de l'année précédente, dure quarante-cinq minutes plutôt que trente, six ministres péquistes et une quinzaine de députés ministériels quittent la Chambre pour protester contre une décision du président. Ce dernier, après avoir permis à cinq reprises à des députés de

l'Opposition de poser des questions additionnelles, refuse de le faire pour un ministériel. Commentant l'événement dans le quotidien *Le Devoir*, le journaliste Bernard Descôteaux écrit: « Les claquements de pupitre comme les grognements proférés à son endroit par les ministres et les députés en cause ne laissent aucune illusion à M. Richard quant à sa popularité ». Le lendemain de l'incident, le député Maurice Bellemare, le doyen de l'Assemblée nationale, propose l'adoption d'une motion renouvelant la confiance de la Chambre dans son président. S'engage alors un très long débat auquel participent trente-six députés! On adopte un amendement joignant les deux vice-présidents au président dans la motion de confiance. L'Opposition libérale, les unionistes et les créditistes s'abstiennent de voter sur l'amendement. Le débat se termine sans qu'un vote ne soit pris sur la motion telle qu'amendée. Cet incident s'est déroulé sous l'œil de la caméra, les débats parlementaires étant télévisés depuis le 3 octobre 1978.

Encore une fois, députés et ministres se rendent compte qu'il faut améliorer la marche des travaux parlementaires.

Le 21 septembre 1979, le premier ministre Lévesque confie au président Richard la responsabilité de la réforme parlementaire. Le 17 juin 1980, le président dépose un avant-projet de loi sur

l'Assemblée nationale. « L'objectif premier de notre démarche, déclare le président, était de procéder à une mise à jour ou encore à un rajeunissement de l'actuelle Loi de la Législature. Nous avons donc tenté de rassembler, d'ordonner et de moderniser dans leur forme une série de dispositions législatives existantes qui, avec les années et à la suite de modifications successives, ont fini par manquer de cohésion et d'unité. Nous avons aussi rapatrié certaines dispositions qu'on retrouve dans d'autres lois et qui s'insèrent mieux dans la Loi constitutive de l'Assemblée nationale. En second lieu, nous avons voulu proposer aux membres de cette Assemblée quelques éléments nouveaux qui, dans certains cas, étaient réclamés depuis longtemps et qui ne sont que le reflet d'une évolution de la tradition et des mœurs parlementaires. Ces nouveautés ont trait à la constitution et à la composition d'un bureau de l'Assemblée nationale en remplacement de la commission de régie interne et à l'établissement de mécanismes de contrôle en matière de conflit d'intérêts ».

Richard quitte la présidence avant que l'avant-projet de loi ne soit étudié par l'Assemblée nationale. On retiendra de son mandat qu'il a donné une nouvelle impulsion aux relations avec les autres Parlements en favorisant les relations bilatérales avec l'Assemblée nationale française et le Conseil de la Communauté française de Belgique.

L'équipe de la revue *Le Temps de parole* désire souligner la nomination de M^{me} Nathalie Roy, députée de Montarville depuis 2012, 47^e présidente de l'Assemblée nationale du Québec, et seconde femme à occuper cette fonction après M^{me} Louise Harel, députée de Maisonneuve (1981-1989) et d'Hochelega-Maisonneuve (1989-2008), 41^e présidente de l'Assemblée nationale du Québec.

Rappelons que le ou la parlementaire qui occupe la présidence de l'Assemblée nationale du Québec est le ou la troisième en importance, selon l'ordre protocolaire de l'État québécois, après le lieutenant-gouverneur ou la lieutenant-gouverneure du Québec et le premier ministre ou la première ministre du Québec.

MÉMOIRES

Mémoires de députés est de retour sur le Canal de l'Assemblée nationale avec un nouveau nom épique, *Mémoires*. Les tournages ayant été mis sur pause pendant la pandémie de COVID-19, les membres de l'équipe du Service de la télévision et de la production numérique en ont profité pour renouveler la série qui revient en force avec plusieurs nouveautés. Titre, décor, facture visuelle, musique, animation : tout a été revu afin de renouveler cette émission appréciée du public féru de politique.

UN PEU D'HISTOIRE

Mémoires c'est...

- 351 émissions
- 128 parlementaires des différents partis en entrevue : 27 femmes et 101 hommes
- 4 nouveaux décors

Et, à micro fermé... des centaines de moments cocasses et de fous rires!

Pour cette nouvelle saison, la musicienne québécoise Alexandra Blackburn-Doré a composé la trame musicale originale et l'Assemblée nationale a confié l'animation à Pascale Navarro, connue du grand public pour son travail de chroniqueuse à Radio-Canada et Télé-Québec. Intéressée à la politique depuis l'enfance, cette journaliste et animatrice a notamment publié *Les femmes en politique changent-elles le monde?* aux éditions du Boréal et *Femmes et pouvoir : les changements nécessaires — Plaidoyer pour la parité*, chez Leméac.

Emballée par l'opportunité de mettre en lumière des pans méconnus de l'histoire du Québec, Pascale Navarro a plongé dans cette aventure avec enthousiasme :

« N'étant plus liés à leur formation politique, les ex-parlementaires sont davantage enclins à livrer leur ressenti et à révéler la manière dont ils ont vécu les événements. Je crois à la délicatesse pour gagner la confiance des gens. Empathie, humanité, neutralité et un profond respect pour l'engagement des parlementaires sont au nombre des valeurs que j'ai mises de l'avant pendant les entrevues. Cette approche m'a permis de faire ressortir l'humanité de ces femmes et de ces hommes autant que leurs parcours politiques hors du commun ».

Dans les émissions diffusées depuis l'automne 2022, Line Beauchamp, Lucie Papineau, Christos Sirros, Serge Ménard, Jocelyne Caron, Benoît Pelletier et Nicole Léger ont raconté avec sensibilité et humour des épisodes mémorables de leur carrière et de l'histoire du Québec. Certains segments font vivre des émotions fortes au public, les ex-parlementaires ayant notamment renoué avec le mythique salon Bleu, le temps de quelques questions. La réalisatrice Stéphanie Giroux tenait à ajouter ces nouveaux segments à l'émission; l'émotivité rattachée à certains souvenirs étant encore palpable aujourd'hui.

Lancée en 2006 par l'équipe du Service de la télévision et de la production numérique en collaboration avec le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec, cette émission a su traverser les décennies en se renouvelant sans cesse. Nombre de personnalités ont participé à l'émission, dévoilant des pans de leurs parcours personnels et professionnels, souvent méconnus du public.

ÉVOLUTION DES LOGOS

2022



2015 à 2021



2006 à 2014



ÉVOLUTION DES DÉCORS

2022



2015 à 2020



2011 à 2014



2007 à 2010



Avant 2007 : différents bureaux à l'Assemblée nationale et ailleurs

Incontournable, la série *Mémoires* demeure une émission phare de l'Assemblée nationale du Québec. Source biographique inestimable, cette émission, en plus de consigner la mémoire de nos anciens parlementaires, contribue à l'enrichissement de la programmation du Canal de l'Assemblée nationale ainsi qu'à la diversité des contenus sur son site Web.

Le rendez-vous est lancé depuis le 30 octobre sur le Canal de l'Assemblée nationale, les dimanches à 20 h et en rediffusion les lundis, dès 20 h!



Dave Turcotte

L'AUTHENTIQUE JÉRÔME PROULX (1930-2021)

M. Jérôme Proulx, député de Saint-Jean de 1966 à 1970 et de 1976 à 1985, est décédé à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 26 août 2021, à l'âge de 91 ans et 3 mois.

Mon premier contact avec Jérôme remonte à 2003. Lors de l'organisation d'un événement pour souligner les 35 ans du Parti québécois, je prends mon courage à deux mains et tente de le convaincre d'y participer. Sans surprise, je reçois un refus poli à mon invitation. Avec le recul, je me dis qu'il devait trouver bien naïf ce jeune président de circonscription, d'à peine 20 ans, qui tentait de l'inviter à participer à la célébration du parti par rapport auquel il avait pris, au fil des ans, une certaine distance.

Quelle ne fut pas ma surprise de finalement le voir arriver à l'événement le soir venu! Je crois qu'il a été vraiment surpris de constater le grand amour et l'immense respect des militants présents à son endroit. Dès lors, il a recommencé à fréquenter ponctuellement les activités politiques de la circonscription. Je suis aujourd'hui très fier d'avoir, à ce moment-là, osé le contacter. Je suis encore plus fier d'avoir pu, quelques années plus tard, marcher dans ses pas à titre de député de Saint-Jean.

Jérôme Proulx est né à Saint-Jérôme, le 28 avril 1930. Il était le fils de Marie-Ange Cloutier et de Joseph-Moïse-Armand Proulx, contremaître. Il a étudié à l'école Saint-Antoine-des-Laurentides, puis au Séminaire de Sainte-Thérèse. Il est titulaire d'une licence en théologie du Grand Séminaire de Montréal, d'un baccalauréat et d'un brevet A en pédagogie de l'École normale Jacques-Cartier et d'une maîtrise en littérature de l'Université de Montréal.

Homme de lettres, il a été professeur de littérature au Collège militaire de Saint-Jean de 1957 à 1966 et professeur de littérature et de morale pour la commission scolaire Honoré-Mercier de 1970 à 1976. Passionné d'histoire, il participe à la célèbre émission télévisée *Tous pour un*, ce qui le fait connaître

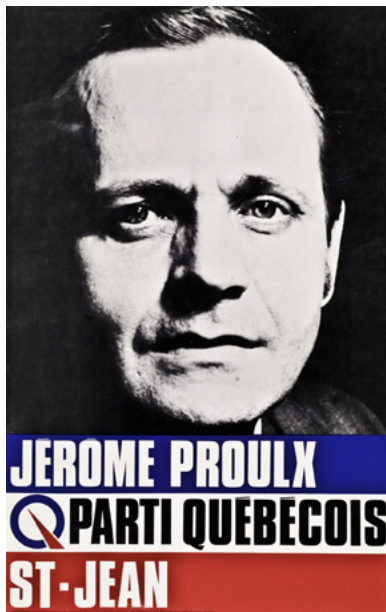
du grand public. En 1974, il est instigateur du mouvement visant à rendre l'enseignement de l'histoire obligatoire. D'ailleurs, il prenait plaisir, à chacune de nos conversations, à me questionner sur des détails et le contexte historique des événements que nous évoquions. J'ai toujours eu l'impression qu'il adorait apprendre et raconter.

En 1966, Jérôme est élu député de l'Union nationale dans Saint-Jean. Il entretient une communion de pensée avec son chef, Daniel Johnson, qui a fait campagne sur le thème « Égalité ou indépendance ». Le 26 septembre 1968, le Québec est en deuil de son premier ministre, qui décède subitement au barrage Manic-5. Le ministre Jean-Jacques Bertrand lui succède. À l'arrivée de Bertrand à la tête du Québec, le débat sur la langue d'enseignement dans les écoles publiques fait rage. La crise de Saint-Léonard est à son plus fort.



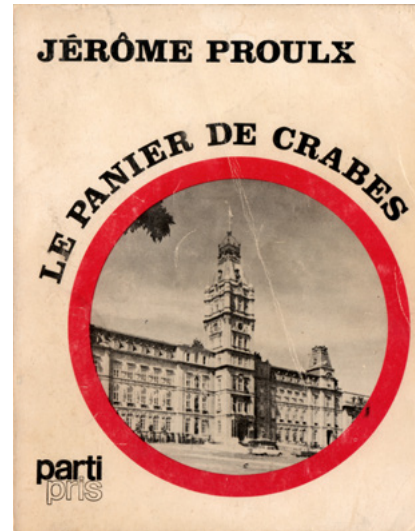
En novembre 1968, Bertrand annonce son intention de présenter un projet de loi « confirmant le droit de la minorité anglaise de faire éduquer ses enfants dans la langue de son choix ». Sans avoir

été consultée ni même informée, la députation unioniste est consternée. Certains députés s'y opposent féroce­ment, dont Jérôme Proulx. Voyant le cul-de-sac, Proulx quitte le 11 novembre 1969 les banquettes ministérielles et traverse la chambre pour se joindre à l'« opposition circonstancielle » comme député indépendant.



En parallèle, l'ex-ministre vedette de l'« équipe du tonnerre », René Lévesque, a fondé le Parti québécois. Se retrouvant dans le programme indépendantiste de cette nouvelle formation politique, Jérôme Proulx s'y joint le 26 novembre 1969. Il devient ainsi l'un des premiers députés péquistes à siéger à l'Assemblée nationale. À la suite de sa défaite de 1970, il publie, en 1971, son livre *Un panier de crabes* sur son passage en politique.

Après une autre défaite en 1973, il est finalement de nouveau élu député de Saint-Jean le 15 novembre 1976 et réélu en 1981. De 1976 à 1979, il a été whip en chef du gouvernement, puis, de 1980 à 1984, adjoint parlementaire au ministre des Affaires culturelles. Dès le 22 novembre 1984,



en désaccord avec le « beau risque » de son chef, René Lévesque, il décide, une fois de plus, de quitter les banquettes ministérielles pour traverser la chambre et siéger comme député indépendant.

De retour au sein du Parti québécois depuis décembre 1984, il est défait, comme son parti, lors de l'élection de 1985. En 1990, il est nommé consultant et analyste pour la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, appelée officiellement commission Bélanger-Campeau.

Il a été administrateur de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec de 1997 à 2001 et vice-président de 2001 à 2003.

Encore aujourd'hui, les citoyens de la région bénéficient de ses réalisations à titre de député. Le Québec lui doit aussi le courage de s'être tenu debout pour ses convictions. Si l'on doit trouver un qualificatif pour bien décrire Jérôme Proulx, je propose *authentique*. Merci, Jérôme!

■ **Dave Turcotte**
Député de Saint-Jean (2008-2018)



Serge Geoffrion

GILLES MICHAUD, LE POÈTE DE RIVIÈRE-OUELLE (1935-2022)

Notre collègue Gilles Michaud a vécu une belle et longue vie. Les dernières années furent toutefois difficiles, alors qu'un nouvel ami, il l'appelait « Al », s'est invité dans sa tête pour ne plus jamais en repartir.

Il a pu compter, jusqu'à la fin, sur la bienveillance de sa chère Jaclyne, son amoureuse et complice des cinquante-cinq dernières années, sur celle de ses enfants (Stéphanie et Louis-Frédéric) et de sa petite-fille, Amélia. Mais aussi sur celle d'un fidèle et joyeux groupe d'amis dont ma conjointe et moi avons eu le plaisir de faire partie au cours des trois dernières décennies.



Il était un athlète accompli, reconnu pour ses talents au hockey, d'abord sur la patinoire du Collège de Lévis où il étudia cinq années et ensuite au collège Sacré-Cœur de Victoriaville où il évolua avec « Les Tigres », l'équipe senior de cette institution scolaire. Avec un de ses frères, les deux

hockeyeurs composaient une redoutable paire de défenseurs; la légende veut que des joueurs adverses se souviennent encore, soixante ans plus tard, de leurs solides coups d'épaule...

Ce furent ensuite les études en commerce à l'Université Laval et à l'Université de Montréal en relations industrielles.

Gilles Michaud a vu le jour à Saint-Cyrille-de-Lessard, près de L'Islet. Son père Lorenzo était le chef de gare de Saint-Malachie, dans Bellechasse, un proche du ministre Joseph-Damase Bégin, l'organisateur des campagnes électorales de l'Union nationale à l'époque du premier ministre Maurice Duplessis : bleu un jour, bleu toujours. La pomme ne tombe jamais loin de l'arbre dit-on...

Administrateur aguerri et actif dans sa communauté, il fut élu député du Parti québécois de La Prairie le 15 novembre 1976. Comme pour plusieurs députés

souverainistes élus cette année-là, il dira souvent la chance qu'il a eu de travailler aux côtés de René Lévesque et des autres figures importantes de ce gouvernement, les Jacques Parizeau, Bernard Landry, Camille Laurin et Jean Garon pour n'en nommer que quelques-uns.

Dans un message de condoléances à sa famille, François Gendron, élu également en 1976, le décrira comme « un bon soldat de notre cause commune : un humaniste, sympathique et cultivé ».

Bien que défait en 1981, il n'aura de cesse de poursuivre son idéal de faire du Québec un pays indépendant, bataillant pour « la reconnaissance de ce que nous sommes » comme disait le premier ministre Jacques Parizeau.

Grand voyageur, il a visité presque tous les continents avec une préférence pour l'Asie et l'Europe. Il avait un attachement particulier pour sa chère Normandie où il travailla pendant quelques années. Malgré les premiers signes de la maladie, il se rendra au Burkina Faso et en Afrique du Sud, le continent africain l'ayant toujours fasciné. Son tour du monde avec Jaclyne n'aurait pas été complet sans visiter le pays de Nelson Mandela qu'il admirait beaucoup.

Son véritable havre de paix demeurait toutefois Rivière-Ouelle, dans cette maison d'été familiale avec sa vue imprenable sur son cher fleuve Saint-Laurent et son enchaînement de couchers de soleil parmi les plus fameux du Bas-Saint-Laurent. Les mots qu'il écrivait pour décrire cet environnement n'avaient rien à envier à la poésie des plus grands dont la lecture meublait ses moments de détente.

Gilles Michaud a été de cette génération des bâtisseurs du Québec, de celle qui nous a rendus plus forts et plus fiers. Il nous a quittés le 13 janvier 2022, à 86 ans.

Bon vent mon ami!

■ **Serge Geoffrion**

Député de La Prairie (1998-2003)

HOMMAGE À JEAN-PAUL BORDELEAU (1943-2022)

Je souhaite, avant tout, saluer d'une façon particulière le courage et la sérénité de Suzanne, de Julie et d'Antoine à la suite de ce départ inattendu et sans indication préalable.

Je tiens à vous remercier d'avoir été aussi nombreux à venir rendre hommage à Jean-Paul, par votre présence et vos nombreux témoignages de sympathie et de reconnaissance de ce qu'il représentait pour vous. En ce qui me concerne, à titre de compagnon de route et de porteur de cause commune, je



tiens à remercier chaleureusement Jean-Paul pour son excellente contribution au Parti Québécois, comme président de notre association d'Abitibi-Est et comme précieux bénévole.

Je ne peux passer sous silence ton enga-

gement continu et professionnel à représenter et accompagner avec détermination tes électeurs et électrices pendant les deux mandats où ils t'avaient désigné pour parler en leur nom à l'Assemblée nationale du Québec. Merci pour ton excellent travail.

Ton implication dans la communauté de Val-d'Or fut importante et significative à plusieurs titres. D'abord employé dans une firme d'architectes, comme technicien, employé à la ville de Val-d'Or, attaché politique au bureau d'André Pelletier, qui fut maire et ensuite député de la même circonscription, bénévole à la Société d'histoire de Val-d'Or, à la Commission de toponymie de la ville et quoi encore. Je rappelle aussi quelques implications régionales significatives au Conseil régional des aînés et à la présidence de la Cuivrée, nom de l'Association régionale Québec-France qui avait son pendant en France.

C'est pour tout ça que j'ai affirmé publiquement que ton départ constituait une lourde perte et que nous perdions un ami commun, un engagé, un citoyen émérite, sympathique et gentil. Dans tous ses engagements, et ils furent nombreux, Jean-Paul avait toujours le même objectif : d'abord servir et rendre la vie meilleure pour sa famille et pour les citoyens de sa communauté et de son comté.

D'ailleurs, à ce sujet, j'ai pris le temps d'apprécier les nombreux témoignages de sympathie et de jugement portés par les gens, ce qui m'a permis de constater leur attachement au couple que vous formiez : « On vous a toujours bien appréciés, vous deux, Suzanne et Jean-Paul, chaque fois que l'on vous rencontrait et qu'on échangeait entre nous. On aimait ces précieux moments et le souvenir en restera inoubliable ».

Merci pour le legs impressionnant que tu nous laisses. Nous aurons toujours un devoir de mémoire pour ce que tu as accompli, ce que tu as réalisé, les dossiers et les causes que tu as portés, mais davantage pour ce que tu as été : présent, jovial, accompagnateur et fier représentant de ton monde. Quatre caractéristiques très importantes de gens qui, par leur bonté et leur sens de l'engagement, deviennent des personnages qui auront marqué notre coin de pays, l'Abitibi-Témiscamingue et, particulièrement la communauté valdorienne élargie.

Salut Jean-Paul, bon repos et continue de nous guider et nous accompagner, de là où tu es. Merci pour tout, pour ton œuvre de citoyen émérite.

Amitiés,

■ **François Gendron**

Député de Abitibi-Ouest (1976-2018)



François Gendron



© Heidi Hollinger

Jacques Chagnon

HOMMAGE À GUY SAINT-PIERRE (1934-2022)

Guy Saint-Pierre est né en 1934 dans les Cantons-de-l'Est. Il y a vécu jusqu'à ses études en génie à l'Université Laval et à l'Imperial College of Science and Technology de l'Université de Londres.

À son retour au pays en 1959, il s'est engagé comme officier ingénieur dans les Forces armées du Canada jusqu'en 1964. Durant deux ans, il a été registraire de l'Ordre des ingénieurs, avant d'être engagé par la société Acres pour le développement du chantier des chutes Churchill.

En 1970, il a été candidat libéral dans la circonscription de Verchères. C'est à ce moment que je l'ai connu! En fait, je l'avais invité, 15 jours avant la date de l'élection (29 avril), à venir rencontrer les élèves et les professeurs à l'auditorium de la polyvalente De Mortagne, à Boucherville. Il y est venu avec son épouse, Francine, et, curieusement, les deux étaient montés sur la scène pour la présentation et la discussion. J'ai écrit « curieusement », car c'était la première et la dernière fois que je voyais un candidat se présenter avec son épouse devant une salle au demeurant plutôt hostile. J'ai toujours cru que la présence de son épouse avait eu un effet apaisant sur le climat de cette présentation.

N'empêche que trois semaines plus tard, Guy Saint-Pierre était assermenté ministre de l'Éducation dans le premier cabinet de Robert Bourassa. Ce dernier appréciait ce ministre, reconnu pour son calme et la rigueur de son jugement. On a souvent dit qu'ils ont discuté plusieurs fois de l'à-propos de lancer le chantier des mégatravaux du développement de la Baie-James. Contrairement à ce qui se produisait à cette époque, personne aujourd'hui ne conteste la vision et le choix politique de Robert Bourassa au sujet du développement de la Baie-James. Bourassa a été aidé de la compréhension technique et financière de l'ingénieur qu'était Guy Saint-Pierre, fort de son expérience au chantier des chutes Churchill.

En 1972, Guy Saint-Pierre a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce. Si son ministère l'amenaient à se concentrer sur l'importance des exportations et l'augmentation de la productivité, il n'en demeurait pas moins proche de ses concitoyens et des villes de sa nouvelle circonscription de

Chambly. Très rapidement, il a saisi l'importance de la protection des espaces protégés pour des raisons environnementales, mais aussi pour l'amélioration de la qualité de vie. Les citoyens de Saint-Bruno se rappelleront qu'ils ont pu compter sur lui pour l'acquisition, par le gouvernement du Québec, des terrains qui sont devenus le parc national du Mont-Saint-Bruno. Les citoyens de Boucherville n'ont pas été en reste non plus. Grâce au leadership de Guy Saint-Pierre, le gouvernement du Québec s'est porté acquéreur des Îles de Boucherville pour en faire aussi un parc, ce qui sauva ces îles d'une urbanisation irrémédiable. C'était à l'époque les premiers grands pas de la mise en place du projet « Un fleuve, un parc », qui reste à terminer...

À l'élection du 15 novembre 1976, Guy Saint-Pierre retrouve sa liberté de citoyen. N'ayant pas été réélu, il se destine à une grande carrière dans le monde des affaires. Vice-président de Labatt, puis président de la minoterie Ogilvie, il participe à la fusion de deux grandes sociétés québécoises de génie, qui devinrent SNC-Lavalin, dont il assure la présidence pendant plusieurs années. Il a siégé à de nombreux conseils d'administration. Il a été le premier québécois francophone à présider le conseil de la Banque Royale du Canada. Guy Saint-Pierre a reçu de nombreux doctorats honorifiques. Il a été compagnon de l'Ordre du Canada et aussi grand officier de l'Ordre national du Québec. Il a présidé de très nombreuses campagnes de financement pour toutes sortes d'associations caritatives. Avec le départ de Guy Saint-Pierre, l'Assemblée nationale perd un ancien député-ministre, mais aussi quelqu'un qui était considéré par tous ses collègues, tous partis confondus, comme un « grand gentleman ». Moi, je perds un guide et un ami!

Nos plus sincères condoléances à son épouse, Francine, et à leurs trois enfants, Marc, Guylaine et Nathalie, ainsi qu'à leurs familles et à leurs nombreux amis.

■ Jacques Chagnon

Député de Saint-Louis (1985-1994) et de Westmount-Saint-Louis (1994-2018)

HOMMAGE À CLÉMENT RICHARD (1939-2022)

Il y a, dans la galerie des Présidents de l'Assemblée nationale, un portrait saisissant d'un de nos grands peintres, Jean-Paul Lemieux. Fidèle à sa manière, Lemieux représente une figure hiératique au premier plan, devant un paysage d'hiver, l'hôtel du Parlement en arrière-plan : Clément Richard, président de 1976 à 1981. Fidèle à lui-même, en exerçant son privilège de choisir le peintre de son portrait rappelant son passage à la fonction de président, Clément Richard avait visé le plus haut possible, peu importe le prix. Quand fut venu le temps de régler la facture, il fit appel à mes bons offices pour la faire passer en douce.



L'audace ne lui a jamais manqué, tempérée par un jugement sûr « du jusqu'ou il ne faut pas aller ». C'est ainsi qu'il avait introduit les caméras à l'Assemblée nationale et la télédiffusion des débats, geste fort de démocratisation, remplacé par un moment de réflexion la prière inaugurale de nos débats, mais conservé au-dessus de sa tête le crucifix de Duplessis.

Devenu ministre de la Culture durant le second mandat de René Lévesque, il surprit encore dans ce que certains croyaient être un contre-emploi.

Les vents étaient contraires économiquement et financièrement, mais il obtint, non sans débat, le démarrage de la construction du Musée de la civilisation, à Québec, un joyau national. Et tout le milieu culturel se souvient avec bonheur de son ardeur à promouvoir efficacement son épanouissement. Sa faculté quasi phénoménale à établir des rapports personnels avec les acteurs du milieu compta pour beaucoup.

Nos chemins se sont croisés et entrecroisés au fil des ans, jusqu'à nous permettre de bâtir une solide amitié dans un milieu trop souvent propice au contraire. La sincérité et l'altruisme de Clément Richard démentaient ce que certains pouvaient percevoir comme une certaine théâtralité. Son plus beau monument reste sa famille heureuse, au milieu de laquelle il a choisi de mourir stoïquement et sereinement, serrant sa compagne de toujours, Marie-Josée, dans ses bras, quand est venu le temps de partir, qui sait, vers le paradis des hommes de bonne volonté.

■ **Denis de Belleval**

Député de Charlesbourg (1976-1982)



Denis de Belleval



Denis Monière

HOMMAGE À PIERRE DE BELLEFEUILLE (1923-2015)

Denis Monière est un grand ami et admirateur de Pierre de Bellefeuille, député de Deux-Montagnes (1976-1985). Il vient de publier *Pierre de Bellefeuille : parcours d'un libre penseur* aux éditions L'Action nationale, une biographie hommage qui retrace le parcours intellectuel de cet homme que certains d'entre nous avons bien connu et qui s'est impliqué pendant de nombreuses années au sein de l'Amicale des anciens parlementaires. L'auteur a accepté de répondre à quelques questions afin de nous rappeler des souvenirs de Pierre.

Vous avez bien connu Pierre de Bellefeuille. Décrivez-nous votre rencontre.

Ma relation avec Pierre de Bellefeuille a débuté à l'occasion du congrès de fondation de la Fédération internationale des écrivains de langue française que j'avais organisé à Québec en juillet 1982. À titre de président de l'Union des écrivains québécois, j'avais invité des représentants de 18 associations d'écrivains à se rendre à Québec pour créer une fédération. Pierre est venu assister à nos délibérations comme adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales, Jacques-Yvan Morin.

Pierre étant un homme de culture, il s'est attardé en soirée pour échanger avec ces écrivains de la francophonie. Par la suite, il nous a invités, Michèle Lalonde et moi, à sa résidence de Saint-Eustache pour dîner en compagnie de Gilles Vigneault ou de visiteurs étrangers comme le député-maire de Cholet, Maurice Ligot. Ces relations épisodiques se sont intensifiées après sa démission du caucus du Parti québécois, car je tentais alors de le recruter pour qu'il se joigne au Parti indépendantiste, ce qu'il fit pour les élections de 1985.

On comprend que Pierre était un ami très important pour vous. Parlez-nous de lui : quel type d'ami était Pierre?

Pierre était un homme de conviction. Il était fidèle à ses idées et à ses amis. Nous avons été en relation

pendant 30 ans et rares furent nos désaccords politiques. Le seul dont je me souviens porta sur la participation des souverainistes aux élections fédérales. Indépendantistes avant tout, nous partageons la même analyse des erreurs stratégiques du Parti québécois. Son engagement envers l'indépendance du Québec provenait d'un long cheminement, car Pierre a été fédéraliste pour ainsi dire jusqu'en 1972, quand il avait été candidat du Nouveau Parti démocratique aux élections fédérales. Son opinion s'est forgée dans la discussion et les échanges intellectuels. Pierre était un homme de dialogue qui croyait à l'efficacité des arguments rationnels. Dans ses discours, il exprimait une pensée cohérente, avec un style limpide et percutant, en particulier dans ses interventions en chambre. Pierre était aussi un homme de lettres. Il avait une plume élégante, toujours à la recherche du mot juste.

Son attachement aux valeurs démocratiques est une autre constante de sa pensée politique. Il chercha, à titre de député, à améliorer le fonctionnement de l'institution parlementaire afin de donner plus d'emprise aux députés sur les prises de décision. Il milita aussi pour démocratiser la vie interne des partis et valoriser le rôle des militants. Au mépris de sa carrière, il a osé, à plusieurs reprises, défier la ligne de parti et contester les décisions de son gouvernement et de son parti qui trahissaient ses principes. Il souhaitait que les députés mettent de côté leurs allégeances partisans et fassent plus d'efforts pour travailler ensemble à trouver des solutions aux problèmes du Québec. Je lui ai consacré une biographie parce qu'il mérite que le Québec se souvienne de lui.



M. Jérôme Proulx, député de St-Jean de 1966 à 1970 et de 1976 à 1985, décédé à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 26 août 2021, à l'âge de 91 ans et 3 mois. Lisez l'hommage rédigé par Dave Turcotte en page 100.



M. Jean Rochon, député de Charlesbourg de 1994 à 2003, décédé à Montréal, le 16 octobre 2021, à l'âge de 83 ans et 2 mois.

M. Rochon est né à Montréal, le 29 juillet 1938. Il était le fils d'Albert Rochon, débardeur, et de Germaine Laliberté.

Il a complété des études classiques au Collège Sainte-Croix à Montréal de 1950 à 1958. Il a obtenu un baccalauréat ès arts en 1958 et une licence en droit en 1961 de l'Université de Montréal. Il a été président de plusieurs associations étudiantes en droit. Il a reçu un diplôme en médecine de l'Université Laval en 1966. Il a complété une maîtrise en santé publique en 1968 et un doctorat en santé publique en 1973 de l'Université Harvard.

Il a été directeur du Département de médecine sociale et préventive à l'Université Laval de 1970 à 1979, directeur du Département de santé communautaire au Centre hospitalier de l'Université Laval de 1973 à 1979 et doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval de 1979 à 1985. Il a présidé la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux de 1985 à 1988. Il a été adjoint du directeur du Bureau régional de l'Europe à Copenhague de 1988 à 1990 et directeur de la Division de la protection et de la promotion de la santé à l'Organisation mondiale de la santé à Genève de 1990 à 1993.

Élu député du Parti québécois dans Charlesbourg en 1994. Réélu en 1998. Ministre de la Santé et des Services sociaux dans les cabinets Parizeau et Bouchard du 26 septembre 1994 au 15 décembre 1998. Ministre responsable de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 15 décembre 1998 au 8 juin 1999, puis ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 8 juin 1999 au 8 mars 2001. Ministre d'État au Travail, à

l'Emploi et à la Solidarité sociale dans le cabinet Landry du 8 mars au 14 novembre 2001, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 8 mars au 14 novembre 2001. Ministre de la Solidarité sociale du 14 novembre 2001 au 20 janvier 2002. Ministre du Travail du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, ministre d'État au Travail et à la Solidarité sociale du 14 novembre 2001 au 30 janvier 2002 et ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Ne s'est pas représenté en 2003.

À partir de 2004, il a été président du conseil consultatif de la Fondation canadienne de recherche sur les services de santé. À partir de 2005, il a été professeur émérite à l'Université Laval, professeur associé à l'Université de Montréal, expert-conseil associé à l'Institut national de santé publique, président du conseil d'administration du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé et président du conseil d'orientation de l'initiative pour le partage des connaissances et du développement des compétences.

Il a été membre éminent de l'Académie canadienne des sciences de la santé.

Il a reçu en 1999 un doctorat honoris causa de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et le prix R. D. Defries en 1994 de l'Association de santé publique du Canada. Il a été décoré de l'Ordre national du Québec le 16 juin 2015. Il a reçu le prix Distinction santé durable en 2015 de l'Association de santé publique du Québec. Il a été décoré de la médaille Andreja-Stamplar de l'Association des écoles de santé publique de la région européenne. Il a reçu le prix de l'Association des administratrices et des administrateurs de la recherche universitaire de la santé.



M^{me} Diane Barbeau, députée de Vanier de 1994 à 2003, décédée à Québec, le 6 novembre 2021, à l'âge de 60 ans et 7 mois.

M^{me} Barbeau est née à Hauterive (Baie-Comeau), le 23 mars 1961. Elle était la fille de Jean-Roch Barbeau, conducteur de machinerie lourde, et d'Yvonne Gauthier.

SOUVENONS-NOUS DE...

Elle a obtenu un diplôme de commis de bureau de la Polyvalente des Rives de Hauterive en 1979. Elle a étudié en tourisme au Cégep Montmorency en 1987 et en 1988.

Elle a occupé plusieurs postes : secrétaire à la Compagnie de gestion Alger de 1979 à 1982, commis aux commandes et à la facturation chez Millfoam de 1984 à 1988 et directrice des opérations manufacturières chez E. R. Carpenter du Canada en 1988 et en 1989.

Elle a été présidente du conseil d'administration de la Maison des jeunes de Vanier en 1993 et en 1994.

De 1989 à 1994, elle a été l'attachée politique du député de Bertrand, François Beaulne. Elle a été élue députée du Parti québécois dans Vanier en 1994 et réélue en 1998. Elle a été whip adjointe du gouvernement du 15 avril 1997 au 28 octobre 1998 et du 9 décembre 1998 au 28 janvier 1999. Elle a également été adjointe parlementaire au ministre de la Solidarité sociale du 27 janvier 1999 au 8 mars 2001, au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 8 mars 2001 au 13 mars 2002, et au ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail du 13 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.

Elle a complété un certificat en administration à Têluq.

Elle a été membre et trésorière du conseil d'administration du Domaine du Parc Savard pendant plusieurs années.



M. Marcel Bérard, député dans Saint-Maurice de 1973 à 1976, décédé à Shawinigan, le 11 novembre 2021, à l'âge de 88 ans et huit mois.

Il a étudié au Jardin de l'enfance à Shawinigan, à l'Académie La Salle à Trois-Rivières, à l'École supérieure

Immaculée-Conception à Shawinigan et au Prince of Wales College à Charlottetown. Il était titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université Laval depuis 1955, d'un brevet spécialisé en mathématiques de l'École normale Jacques-Cartier depuis 1969. Il s'est spécialisé en chimie à l'Université de Sherbrooke en 1970 et a suivi également des cours en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Il a été technicien de laboratoire à la Consolidated

Bathurst de 1955 à 1964, professeur à l'École St. Patrick à Shawinigan, à l'École Barthélémy à Joliette et à l'École Val-Mauricie à Shawinigan-Sud de 1964 à 1973, président du conseil des maîtres de Val-Mauricie de 1966 à 1969, chef de groupe régional en chimie, en biologie et en écologie de 1971 à 1973, analyste de produits pour la firme Belgo et directeur du personnel pour la compagnie Saniteck de Shawinigan de 1971 à 1973.

Il a été président des Jeunes libéraux de la Mauricie en 1956, directeur régional du Parti libéral du Canada de 1971 à 1973. Il est élu député libéral dans Saint-Maurice en 1973, défait en 1976.

Il a été enseignant à la Polyvalente Saint-Paul-le-Jeune à Saint-Tite de 1977 à 1981, puis à la Polyvalente Val-Mauricie à compter de 1981. Il a été secrétaire de comté de Jean Chrétien en 1983 et en 1984. Il a été directeur de l'information et responsable de la revue *Spectre* de l'Association des professeurs de sciences du Québec de 1986 à 1991.

Il était membre de la Chambre de commerce et de l'Union commerciale mauricienne, des Chevaliers de Colomb, président de l'Expo-Sciences Mauricie en 1990, marguillier de la paroisse Saint-Sauveur de Shawinigan à compter de 2004 et président des fêtes du 60^e anniversaire de la fondation de la paroisse Saint-Sauveur en 2007.



M. Pierre Reid, député d'Orford de 2003 à 2018, décédé à Sherbrooke, le 14 novembre 2021, à l'âge de 73 ans et deux mois.

M. Reid est né à Jonquière, le 16 août 1948. Il était le fils de Louis Reid, commerçant, et de Georgette Tremblay.

Il a obtenu un baccalauréat en sciences à l'Université Laval en 1970 et un doctorat ès sciences (mathématiques) à l'Université de Paris XI en 1974.

Il a été conseiller en informatique chez IBM Canada de 1973 à 1976 et professeur en informatique de gestion à l'Université du Québec à Chicoutimi de 1976 à 1978. Il a été professeur de 1978 à 1987, vice-doyen en 1986 et en 1987, puis directeur du programme MBA de 1987 à 1989 à la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke.

Puis il a été vice-recteur à l'administration de 1989 à 1991 et recteur de 1993 à 2001 à la même université. Il a présidé la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec de 1995 à 1997.

Pierre a été sous-ministre délégué à Industrie Canada en 2001 et en 2002 et conseiller spécial auprès du sous-ministre au Développement économique du Canada en 2002 et en 2003.

Il a été membre du conseil d'administration du Petit Théâtre de Sherbrooke de 1992 à 2001 et membre et président du conseil d'administration de l'Ensemble Musica-Nova de 1994 à 2001.

Il est élu député du Parti libéral dans Orford en 2003, réélu en 2007, en 2008, en 2012 et en 2014. Il a occupé les fonctions de ministre de l'Éducation dans le cabinet Charest du 29 avril 2003 au 18 février 2005, de ministre des Services gouvernementaux du 18 février 2005 au 27 février 2006, de président de la Commission des transports et de l'environnement du 2 juin 2014 au 1er octobre 2016 et de vice-président de la Commission de l'économie et du travail du 24 octobre 2017 au 23 août 2018. Il ne s'est pas représenté en 2018.



M. Thomas Kevin Drummond, député de Westmount de 1970 à 1976, décédé le 11 décembre 2021, à l'âge de 91 ans et 6 mois.

Il est né à Montréal, le 5 juin 1930, fils de Louis Drummond, homme d'affaires, et de Margaret Robertson.

Il a étudié au Lower Canada College à Montréal, à la Trinity College School à Port Hope, en Ontario, et aux universités McGill et Harvard. Il a obtenu un baccalauréat en commerce, une licence en sciences économiques et politiques en 1953 et une maîtrise en administration en 1959. Il a étudié le russe à l'École des langues orientales, puis reçut également un diplôme d'études supérieures en français de l'Université de la Sorbonne.

À Montréal, il a été courtier en valeurs mobilières chez W. C. Pitfield de 1953 à 1955 et vice-président de la Drummond, McCall & Co. Ltd. Conseiller technique à la direction générale des finances du ministère de

l'Éducation du Québec en 1966. Chef de cabinet du président du Conseil du trésor à Ottawa en 1968.

Il est élu député libéral dans Westmount en 1970, puis réélu en 1973. Il occupe le poste de ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Bourassa du 12 mai 1970 au 30 juillet 1975, puis de ministre de l'Agriculture du 30 juillet 1975 au 26 novembre 1976. Il ne s'est pas représenté en 1976.

Il était un exploitant agricole dans le comté de Huntingdon. Il a été nommé régisseur de la Régie des marchés agricoles en 1981 et délégué général du Québec à New York de 1995 à 1998.



BAND, Ministère des Communications

M. Gilles Fortin, député de Marguerite-Bourgeoys de 1984 à 1989, décédé le 4 décembre 2021, à l'âge de 75 ans.

Il est né à Montréal, le 8 février 1946, fils de Lionel Fortin, technicien mécanicien, et de Cécile Mercier.

Après ses études secondaires, il a obtenu un diplôme en mécanique d'ajustage et dessin industriel à l'Institut professionnel de Lachine en 1963. Il a suivi plusieurs cours de perfectionnement dans le domaine du marketing et de la gestion.

Il a été opérateur en ajustage mécanique de 1963 à 1967 à la compagnie Allis Chalmers Canada. Il a été promu contremaître d'atelier en 1967, il était représentant aux ventes pour la compagnie Kennametal Tools de 1972 à 1976. Il a été vice-président et directeur des ventes et des finances des Industries Metka de 1977 à 1980. En 1980, il est devenu président d'Usinage Druco.

Il est élu député libéral dans Marguerite-Bourgeoys à l'élection partielle du 18 juin 1984, il est réélu en 1985. Il ne s'est pas représenté en 1989.

Il a été de nouveau président d'Usinage Druco et de Canbec Métal, membre de la Society of Manufacturing Engineers, de la Société de contrôle numérique et du Club d'administration industrielle du Canada. Il était également membre du Club optimiste et des Chevaliers de Colomb.

SOUVENONS-NOUS DE...



M. Gilles Michaud, député de La Prairie de 1976 à 1982, décédé le 13 janvier 2022, à l'âge de 86 ans et 5 mois. Lisez l'hommage rédigé par Serge Geoffrion en page 102.



M. Jean-Paul Bordeleau, député d'Abitibi-Est de 1976 à 1985, décédé le 29 janvier 2022, à l'âge de 78 ans et 11 mois. Lisez l'hommage rédigé par François Gendron en page 103.



M. Guy Saint-Pierre, député de Verchères de 1970 à 1973 et de Chambly de 1973 à 1976, décédé à Montréal, le 23 janvier 2022, à l'âge de 87 ans et 5 mois. Lisez l'hommage rédigé par Jacques Chagnon en page 104.



M. Maurice Clermont, député de Mille-Îles de 2003 à 2008, décédé le 10 février 2022, à l'âge de 77 ans et 11 mois.

M. Clermont est né à Saint-Vincent-de-Paul (Laval), le 11 mars 1944. Il était le fils de Doris Clermont, gardien de prison et épicier, et de Clémentine

Papineau, épicière.

Il a obtenu un diplôme d'études secondaires de l'École Groulx en 1962 et un diplôme de l'École des métiers en alimentation en 1964.

Il a été boucher-épicier et propriétaire d'un supermarché de 1963 à 1986, gestionnaire immobilier de 1965 à 1986,

ainsi que gestionnaire de portefeuilles depuis 1986.

Il était membre des Chevaliers de Colomb depuis 1978 et membre du conseil d'administration de la Société du cancer en 1989.

Il a été conseiller municipal de 1981 à 2001 et chef de l'opposition de 1985 à 1997 à la Ville de Laval. Il est élu député du Parti libéral dans Mille-Îles en 2003, réélu en 2007. Il ne s'est pas représenté en 2008.



M. Clément Richard, député de Montmorency de 1976 à 1985 et Président de l'Assemblée nationale de 1976 à 1980, décédé le 3 mars 2022, à l'âge de 83 ans. Lisez l'hommage rédigé par Denis de Belleval en page 105.



M. Clovis Gagnon, député dans Matapédia de 1953 à 1960, décédé à Longueuil, le 22 juin 2022, à l'âge de 96 ans et 5 mois.

M. Gagnon est né au Bic, le 5 janvier 1926. Il était le fils d'Émile Gagnon, notaire, et de Blanche Roy.

Il a effectué son cours classique au Séminaire de Rimouski de 1939 à 1947 et son baccalauréat en droit à l'Université Laval de 1947 à 1950.

Il a été reçu notaire en 1950 et exerça sa profession à Sayabec. Il a été président régional de la Société canadienne de la Croix-Rouge, président honoraire de l'Ambulance Saint-Jean et membre de la Chambre de commerce de Sayabec et de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Il est élu député de l'Union nationale dans Matapédia à l'élection partielle du 9 juillet 1953. Il a été réélu en 1956. Il a été whip adjoint en 1955 et adjoint parlementaire au ministre des Terres et Forêts du 8 janvier au 6 juillet 1960.

Il est retourné à l'exercice de sa profession et a été régisseur à la Régie des services publics de 1968 à 1973 et membre du Tribunal de l'expropriation de 1973 à 1986, date de sa retraite.



M. Yvon Lafrance, député d'Iberville de 1989 à 1994, décédé à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 30 septembre 2022, à l'âge de 78 ans et un mois.

M. Lafrance est né à Iberville, le 4 août 1944. Il était le fils de Conrad Lafrance, journalier, et de Françoise Daigle.

Il a fait ses études universitaires au Collège militaire royal de Saint-Jean-sur-Richelieu et au Royal Military College of Canada de Kingston. Il a poursuivi des études postuniversitaires à l'École d'état-major de Paris, en France, au Collège d'état-major de l'armée à Kingston et au Collège d'état-major et de commandement des Forces armées canadiennes de Toronto.

Militaire de carrière, il fut lieutenant-colonel au sein du Royal 22^e régiment et participa aux opérations de maintien de la paix avec l'Organisation des Nations unies à Chypre. Coopérant avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, en République fédérale d'Allemagne, en France et en Norvège. Attaché militaire à l'ambassade du Canada à Paris pendant deux ans. De 1982 à 1986, il a occupé différents postes de commandement. Il a été nommé vice-commandant au Collège militaire royal de Saint-Jean-sur-Richelieu en 1982 et commandant du 2^e bataillon du Royal 22^e régiment et commandant de la Citadelle de Québec en 1984. Il a entrepris une seconde carrière dans les affaires à compter de 1986. Il a notamment été actionnaire principal de l'entreprise Pré-Mec inc. d'Iberville, puis directeur de la Chambre de commerce du Haut-Richelieu.

Il est élu député libéral dans Iberville en 1989. Il devint député indépendant le 9 février 1994 et siégea comme député de l'Action démocratique à compter du 2 mars 1994. Il ne s'est pas représenté en 1994.

Il a été directeur général de l'Office municipal d'habitation Haut-Richelieu durant 20 ans.



M. André Spénard, député de Beauce-Nord de 2012 à 2018, décédé le 14 octobre 2022, à l'âge de 72 ans et 7 mois.

M. Spénard est né à Thetford Mines, le 13 mars 1950.

Il a étudié en orientation scolaire et professionnelle à l'Université Laval de 1969 à 1972. Il a également accompli un voyage d'études autodidactes au Canada, dans l'ouest des États-Unis et au Mexique en 1974 et en 1975.

Il a été conseiller en orientation scolaire et professionnelle à la Polyvalente de La Sarre de 1972 à 1974 et à la Commission scolaire de Sept-Îles en 1975 et en 1976. Il a été directeur général de l'entreprise adaptée L'Atelier de réadaptation au travail de Beauce inc. (ARTB inc.) de 1976 à 2010, directeur général de l'entreprise adaptée CSTB inc. de 2002 à 2010, puis de l'entreprise adaptée Hichaud inc. de 2007 à 2010.

Il a été président des Habitations du Moulin inc., habitation à loyer modique (HLM) privée sans but lucratif pour personnes handicapées de 2005 à 2012. Et de 2006 à 2012, il fut membre du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Beauce-Échemin, puis vice-président de janvier à septembre 2012. Il a également été membre du conseil d'administration de Places aux jeunes en région de 2010 à 2012 et vice-président du Musée Marius-Barbeau à Saint-Joseph-de-Beauce en 2011 et en 2012.

Il a été maire de Saint-Joseph-de-Beauce de 1996 à 2005.

Il est élu député de la Coalition Avenir Québec dans Beauce-Nord en 2012. Il a été réélu en 2014 et a été vice-président de la Commission des finances publiques du 18 septembre 2014 au 23 août 2018. Il ne s'est pas représenté en 2018.

REMISE D'UN DOCTORAT *HONORIS CAUSA* À PHILIPPE COUILLARD

À la fin du trimestre d'hiver 2022, l'Université du Québec à Chicoutimi a décerné sa plus haute distinction à Philippe Couillard, premier ministre (2014-2018) et député de Mont-Royal (2003-2007), de Jean-Talon (2007-2008), d'Outremont (2013-2018) et de Roberval (2014-2018) et à Fabienne Larouche, deux personnalités dont le parcours et la contribution à la société s'avèrent remarquables.

Ainsi, à l'occasion d'une cérémonie officielle tenue le 29 avril, l'Université du Québec à Chicoutimi a

remis un doctorat *honoris causa* à Philippe Couillard, homme politique érudit dont le parcours singulier est composé d'expériences dans des domaines aussi variés que le sont la médecine, l'entrepreneuriat, l'enseignement universitaire et la politique.

Par la remise de cette distinction honorifique, l'Université du Québec à Chicoutimi salue l'engagement social exemplaire ainsi que le caractère exceptionnel de la carrière de Philippe Couillard.



M. Couillard apparaît sur les photos avec M. Ghislain Samson, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi, M^{me} Johanne Jean, présidente du réseau de l'Université du Québec, et M^{me} Fabienne Larouche, qui a également reçu cette distinction

REMISE DE LA MÉDAILLE D'HONNEUR À BENOÎT PELLETIER

Le 24 mai 2022, M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale, a remis la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale à M. Benoît Pelletier, député de Chapleau (1998-2008) ainsi qu'à quatre autres personnes d'exception, M^{me} Janette Bertrand, M. Luc Dionne, à titre posthume, M^{me} Joyce Echaquan et M. Guy Lafleur.

M. Pelletier, juriste estimé et auteur, a été honoré pour sa brillante carrière universitaire et politique ainsi que sa contribution majeure à l'essor de la société québécoise et de la francophonie dans tout le Canada.

Il était accompagné de l'ensemble de sa famille pour recevoir la Médaille d'honneur.

Rappelons que la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale est une distinction attribuée par son président et décernée à des personnalités qui, par leurs actions, leur carrière et leur engagement, méritent la reconnaissance des membres de l'Assemblée nationale, de la société et des communautés. Ces personnalités sont choisies à partir d'une recommandation unanime soumise au président de l'Assemblée nationale par un comité formé de députés représentant tous les groupes parlementaires.



François Paradis et Benoît Pelletier



Joël Arseneau, Gabriel Nadeau-Dubois, Dominique Anglade, Éric Lefebvre, Benoît Pelletier et François Paradis



Benoît Pelletier et sa famille

REMISE DE LA MÉDAILLE DU SERVICE MÉRITOIRE À CATHERINE MORISSETTE

Catherine Morissette, députée de Charlesbourg (2007-2008), a reçu, en mars 2022, la Médaille du service méritoire (division civile) décernée par la gouverneure générale du Canada. Attribuée pour sa participation, en tant que cofondatrice, à la création de *La grande journée des petits entrepreneurs*, cette reconnaissance devait à l'origine lui être remise en personne en 2020.

La grande journée des petits entrepreneurs permet l'éveil de milliers de jeunes au monde de l'entrepreneuriat. Grâce à cette initiative ludique et pédagogique, les jeunes des quatre coins de la province ont pu développer leur créativité, leur sens des responsabilités et leur autonomie par l'entremise d'activités visant à stimuler le dynamisme et la culture entrepreneuriale au Québec.



Martin Chamberland, La Presse.



JEAN-MARC LACOSTE DÉPUTÉ DE SAINTE-ANNE (1976-1981)

Jean-Marc Lacoste a attiré l'attention des médias, notamment de *La Presse*, du journal *Le Devoir* et du *Journal Métro*, lesquels ont fait mention à maintes reprises des réalisa-

lisations de cet ornithologue amateur hors du commun. Depuis une vingtaine d'années, M. Lacoste observe la nature à l'aide de son télescope et immortalise ses observations avec son appareil photo. En plus de faire découvrir les magnifiques oiseaux qui embellissent sa région, il partage sa passion auprès de jeunes des écoles primaires. Lors de ses conférences, il leur remet des petites photos d'oiseaux qu'ils s'échangent comme des cartes de hockey. Comme il le souligne : « Mes observations m'ont notamment permis de constater la nidification et la naissance d'oisillons d'aigles à tête blanche sur l'Île-aux-Hérons, au cœur du fleuve, dans la région de Montréal, alors que cela était plutôt observé dans les régions situées bien plus au nord. » Pour suivre les découvertes de ce passionné de nature, visitez son [blogue](#).



DANIEL RATHÉ DÉPUTÉ DE BLAINVILLE (2008-2014)

Daniel Rathé a reçu, le 27 mars dernier, une attestation de mentor lors du gala du Réseau Mentorat Laval. Après avoir suivi une formation, M. Rathé offre, depuis plus d'un an,

ses services aux entrepreneurs qui réclament du soutien. « Le mentorat consiste notamment à épauler les dirigeants et dirigeantes de PME lors de rencontres mensuelles d'une durée d'environ une heure trente. Il s'agit de permettre à l'entrepreneur ou l'entrepreneure, qui se retrouve souvent seul ou seule devant sa glace, de cheminer à travers ses préoccupations, souvent liées au développement de son entreprise », explique Daniel Rathé. Réseau Mentorat Laval est une section du regroupement Réseau Mentorat, dont les ramifications dépassent maintenant les frontières du Québec.



VINCENT AUCLAIR DÉPUTÉ DE VIMONT (2003-2012)

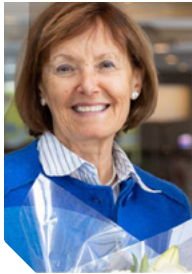
Vincent Auclair est présentement au Malawi comme volontaire pour Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)⁶. Pour la prochaine année, il va travailler avec l'équipe de

Timveni Radio, un organisme non gouvernemental qui a comme mission de s'assurer que la voix des jeunes est entendue par les décideurs du pays. Par l'entremise des plateformes Timveni Radio et Timveni Television, l'organisme fait la promotion des droits des jeunes, particulièrement celui des jeunes filles. L'organisme souhaite mettre fin aux mariages précoces au Malawi en sensibilisant la population ainsi que les élus. Dans ce pays, près de 50 % des jeunes filles sont déjà mariées quand elles atteignent leur 18^e anniversaire, certaines ayant été forcées de se marier dès l'âge de 9 ou 10 ans.

Vincent Auclair intervient également comme personne-ressource au camp de réfugiés de Dzaleka. Ce camp accueille depuis 1998 plus de 35 000 personnes, alors qu'initialement il devait en accueillir 12 000. Dans le cadre du Programme d'étudiantes et d'étudiants réfugiés (PER), administré par EUMC, au moins 18 étudiants provenant du camp de Dzaleka auront la possibilité de poursuivre leurs études au Canada.

⁶ Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) est un organisme canadien sans but lucratif qui œuvre à la création d'un monde meilleur pour tous les jeunes. EUMC favorise des solutions axées sur les jeunes, leur éducation, leurs perspectives économiques et leur autonomisation, pour surmonter les inégalités et l'exclusion dans plus de 25 pays d'Asie, d'Afrique et des Amériques.





RITA DIONNE-MARSOLAIS DÉPUTÉE DE ROSEMONT (1994-2008)

L'Université de Montréal occupe une place spéciale pour Rita Dionne-Marsolais. Elle a récemment accepté de faire partie du Comité consultatif du doyen de la Faculté des arts et des sciences.

De plus, depuis 2016, l'Université de Montréal offre la Bourse Rita-Dionne-Marsolais. Cette bourse de 3 000 \$ vise à encourager le passage d'étudiantes vers les études supérieures en sciences économiques. Au courant de l'automne, Rita Dionne-Marsolais a participé à des activités afin de discuter de la motivation à créer cette bourse, de l'importance d'étudier l'économie du Québec ainsi que de la place des femmes en économie.



BENOÎT PELLETIER DÉPUTÉ DE CHAPLEAU (1998-2008)

Benoît Pelletier est toujours très actif sur le plan de la recherche et des publications. À titre d'exemple, il a récemment rédigé deux textes dans la revue *Options politiques*. L'un

d'eux s'intitule « [La clause dérogatoire et la séparation des pouvoirs](#) ». Benoît Pelletier y aborde la constitutionnalité et la légitimité des dispositions dérogatoires. Il soutient que celles-ci permettent, dans une certaine mesure, que le Canada ne soit pas gouverné par les tribunaux. Dans un second texte intitulé « [La clause dérogatoire au cœur même du fédéralisme](#) », Benoît Pelletier avance l'idée voulant que les dispositions dérogatoires soient essentielles à notre démocratie et qu'elles constituent des mécanismes permettant subtilement de définir l'identité profonde de certaines fédérations, comme le Canada.

Archives, extraits de l'émission *Le monde à l'envers*, TVA



JEAN-PIERRE CHARBONNEAU DÉPUTÉ DE VERCHÈRES (1976-1989) ET DE BORDUAS (1994-2006)

Jean-Pierre Charbonneau est président du conseil d'administration du Mouvement démocratie nouvelle (MDN) qui milite pour l'introduction d'un mode de scrutin proportionnel au Québec.

À cet effet, il a participé à TVA à l'émission *Le monde à l'envers*, animée par Stéphan Bureau, où il est intervenu sur ce même sujet.



STÉPHANE BILLETTE DÉPUTÉ DE HUNTINGDON (2008-2018)

Stéphane Billette en aura épâté plusieurs lorsqu'au cours de son mandat il a terminé un premier parcours complet de l'édition 2017 de l'Ironman Mont-Tremblant. Fort de ce

succès d'avoir réalisé 3,8 km de natation et 180 km de vélo pour terminer le tout avec un marathon de 42,2 km en moins de 12 h, l'ex-député et ministre a poursuivi le tout en réalisant cinq épreuves Ironman, soit à Mont-Tremblant à trois reprises, en Arizona et en Floride. On remarque donc qu'après la politique, il y a la vie et, dans le cas de Stéphane Billette, on peut parler de vie plutôt active!

EX-PARLEMENTAIRES EN ACTION

Source : archives, extraits de l'émission Chanteurs masqués, TVA



MONIQUE JÉRÔME-FORGET DÉPUTÉE DE MARGUERITE- BOURGEOYS (1998-2009)

L'ex-ministre des Finances libérale, Monique Jérôme-Forget, a surpris tout le monde à la populaire émission *Chanteurs masqués* présentée à TVA, le dimanche 2 octobre dernier,

en interprétant *Man! I Feel Like a Woman!* de l'artiste country canadienne Shania Twain. Revêtant fièrement le costume de la sophistiquée renarde, l'ex-parlementaire a réussi à tromper tous les juges qui ont plutôt cru en la présence de Chantal Lacroix, Béatrice Picard, France Castel ou Claire Lamarche sur le plateau.



Monique Jérôme-Forget durant sa prestation



LUC FERLAND DÉPUTÉ D'UNGAVA (2007-2014)

Communicateur dynamique, Luc Ferland collabore à l'émission *Accès pouvoir* avec l'animatrice Caroline Stephenson et Jean-François Arteau tous les jeudis

entre 8 h et 9 h à CKRL 89,1 Québec. Cette émission consacrée à la politique municipale, provinciale et fédérale permet des échanges d'actualités respectueux et jette un éclairage différent sur la politique. Activement engagé depuis plus de quatre ans dans le cadre de cette émission, Luc participe aussi aux émissions spéciales *Accès pouvoir* consacrées aux soirées électorales, dont la plus récente *Accès pouvoir : spéciale soirée électorale provinciale 2022*. Échanger sur le sujet est une réelle motivation pour lui. Il s'est d'ailleurs prêté à l'exercice en compagnie de Caroline Simard, députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré de 2014 à 2018, durant la campagne électorale.



Caroline Stephenson et Luc Ferland dans le studio de CKRL 89,1

DE NOMBREUSES ET NOMBREUX EX-PARLEMENTAIRES VISIBLES EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'équipe de la revue *Le Temps de parole* tient à féliciter et à remercier les nombreuses et nombreux ex-parlementaires qui ont participé à la récente campagne électorale provinciale en tant que journalistes d'opinion, débatteuses, débatteurs, panélistes, chroniqueuses, chroniqueurs, analystes, collaboratrices et collaborateurs, critiques et autres en intervenant dans un média écrit, à la télévision ou à la radio.



Alexandra Takech

LE DRAPEAU EN BERNE POUR CLÉMENT RICHARD, 34^E PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 3 mars 2022 décédait M. Clément Richard. Il a été député de Montmorency de 1976 à 1985 et a occupé plusieurs fonctions ministérielles ainsi que celle de président de l'Assemblée nationale de 1976 à 1980. Il a par la suite été le deuxième président de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, de 1995 à 1997.

M. Richard, laisse un vaste legs qui a contribué à façonner la société québécoise d'aujourd'hui. C'est sous sa présidence de l'Assemblée nationale que les caméras de télévision ont fait leur entrée au Parlement. Le 15 décembre 1976, il a tenu le premier moment de recueillement « par respect pour les membres de cette Assemblée, qui ne sont pas tous de la même dénomination religieuse »⁷ au lieu de la prière. Il est également le premier président à placer le drapeau du Québec à la droite de son fauteuil. La chronique « En deuxième lecture », à la page 96, propose un retour sur sa présidence.

Afin de lui rendre hommage, et en respect du *Règlement sur le pavoisement et l'éclairage extérieur des édifices de l'Assemblée nationale du Québec*, le drapeau du Québec a été mis en berne le 4 mars 2022, de l'aube au crépuscule.

Par la suite, le président de l'Assemblée nationale, M. François Paradis, a reçu la conjointe de Clément Richard, M^{me} Marie-Josée Richard, accompagnée de membres de sa famille, afin de lui remettre le drapeau qui flottait sur la tour centrale de l'hôtel du Parlement.

À cette même occasion, les membres de la famille ont pu visiter les lieux qui leur ont rappelé beaucoup de souvenirs. Les enfants se sont remémoré des moments passés à jouer dans les couloirs de l'Assemblée ainsi que des siestes improvisées dans les bureaux alors qu'ils accompagnaient leur père.

7 « Prière », Encyclopédie du parlementarisme québécois, Assemblée nationale du Québec (05-12-2017)

PHOTOS DE LA FAMILLE DE M. RICHARD EN VISITE AU PARLEMENT DU QUÉBEC EN JUIN DERNIER, ACCOMPAGNÉE DE M. FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.



François Paradis remettant le drapeau à Marie-Josée Richard

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



François Paradis et les membres de la famille de M. Richard



François Paradis dans son bureau, en présence des membres de la famille de M. Richard



François Paradis et la famille de M. Richard



La famille de M. Richard dans le salon du Cercle



M^{me} Richard et le portrait de M. Richard

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

QUELQUES PHOTOS DE M. RICHARD, TIRÉES DES ARCHIVES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Clément Richard et Jean-Noël Lavoie (1994)



Clément Richard (1994)



Lucien Bouchard et Clément Richard (1996)



Carole Théberge, Clément Richard et Jacques Chagnon lors du 20^e anniversaire de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec (2014)



Clément Richard lors du 20^e anniversaire de l'Amicale (2014)

PROGRAMMATION CITOYENNE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC : UNE MAISON CITOYENNE VIVANTE!

Ne manquez pas la Programmation citoyenne de l'Assemblée nationale!

Tout au long de l'année, une variété d'activités grand public vous est proposée. Projections, conférences, tables rondes, expositions et performances artistiques : bref, une multitude d'activités pour tous les goûts! Venez vivre l'animation citoyenne et prenez le pouls d'initiatives créatives, de rencontres inspirantes et de projets novateurs. On vous y attend!

Pour des renseignements à jour sur les activités offertes à l'Assemblée nationale, nous vous invitons à visiter la section du site Web consacrée à la [Programmation citoyenne](#).



Le Temps de parole est publié par le Cercle des ex-parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec avec la collaboration des services de l'Assemblée nationale.

SAVEZ-VOUS QUE VOUS POUVEZ FAIRE DON DE VOS ARCHIVES DE DÉPUTÉ(E)?



Afin que la mémoire de l'action des parlementaires soit conservée et mise en valeur, l'Assemblée nationale vous invite à faire don de vos archives privées. Ces documents reflètent votre contribution au développement du Québec et de ses régions et enrichissent ainsi les sources de l'histoire du Québec.

Pour plus d'information, contactez-nous!

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Équipe des archives et de la gestion documentaire

archives@assnat.qc.ca

418 643-5030 poste 70755



CRÉDITS PHOTOS

À moins d'indication contraire, la plupart des photos proviennent de la collection de l'Assemblée nationale du Québec ou des anciens parlementaires eux-mêmes.

SITE INTERNET DU CERCLE DES EX-PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

www.assnat.qc.ca/fra/cepanq

Tous les numéros depuis 2000 sont accessibles à cette adresse.



<https://www.facebook.com/cepanq>



<https://www.linkedin.com/company/cepanq/>

MESSAGE AUX NOUVELLES ET NOUVEAUX MEMBRES DE LA 42^E LÉGISLATURE

L'équipe de la revue *Le Temps de parole* reconnaît le dévouement et l'engagement des parlementaires et souhaite vous remercier de votre importante contribution à la société québécoise. Soyez les bienvenus au sein de notre regroupement non partisan.

COMITÉ DE RÉDACTION

Caroline Simard
René Blouin
Yvan Bordeleau
Rita Dionne-Marsolais
Gilbert Paquette
Alexandra Takech
Dave Turcotte

RÉDACTRICE EN CHEF

Caroline Simard

COLLABORATION

Raymond Bernier
France Dionne
Normand Jutras
Christian Lévesque
Marie Malavoy
Denis Monière
Alain Paquet
Monique Richard
Matthias Rioux
Carole Théberge
Véronique Tremblay
Daniel Turp

RÉVISION

Nathalène Armand-Gouzi
Josée Dion
Caroline Gagné
Caroline Simard
Alexandra Takech

CONCEPTION ET RÉALISATION

Émidouce Cimon

IMPRESSION

Division de la reprographie
et de l'imprimerie
de l'Assemblée nationale

SECRÉTARIAT DU CERCLE DES EX-PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Bureau 2.31
Québec (Québec) G1A 1A3

Tél. : 418 266-1101, poste 70344
Courriel : cepanq@assnat.qc.ca
www.assnat.qc.ca/fra/cepanq

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec, 2023
Bibliothèque et Archives Canada
ISSN : 2560-9262